

Rapport Annuel 2024

La mission du groupe Eni est rapportée dans le code d'éthique adopté par la Banque Eni et est basée sur les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le Développement Durable. Ces objectifs constituent une référence importante pour la communauté internationale et pour Eni dans la conduite de ses activités dans les pays où elle opère.

Notre mission

"Banque Eni agit au sein du Groupe en vue de centraliser et optimiser les services bancaires au bénéfice des sociétés du Groupe Eni "



Banque Eni S.A., la Banque du groupe Eni, est une société par actions légalement constituée, domiciliée à Bruxelles (Belgique) et autorisée à exercer des activités bancaires.

Eni est une entreprise énergétique mondiale, engagée dans l'ensemble de la chaîne de valeur : de l'exploration, du développement et de l'extraction de pétrole et de gaz naturel à la production d'électricité par cogénération et renouvelables, traditionnelles et bio raffinage et produits chimiques, et le développement de processus d'économie circulaire. Eni étend sa portée aux marchés finaux, en vendant du gaz, de l'électricité et produits aux clients de détail et d'affaires et aux marchés locaux. Les deux CO2 capture et stockage initiatives et projets de conservation des forêts (initiatives REDD+) seront mis en œuvre pour absorber émissions résiduelles. Sur cette voie, Eni s'engage à devenir une entreprise leader dans la production et la vente de des produits énergétiques décarbonés, de plus en plus orientés client.

Eni combine organiquement son plan d'affaires avec les principes de protection environnementale et sociale développement durable, étendant son champ d'action autour de trois piliers : 1. excellence opérationnelle; 2. neutralité carbone d'ici 2050; 3. alliances pour le développement.

Rapport annuel 2024

| 4 | Rapport de gestion | |
|-----|---|---------------------------|
| 5 | 1. Activités | |
| 7 | 2. Evénements importants de l'année 2024 | |
| 8 | 3. Contrôle prudentiel sur les établissements de crédit | |
| 9 | 4. Le scénario économique mondial | VALUE OF PARTY |
| 14 | 5. Environnement de Marché | |
| 16 | 6. Évolution des affaires | |
| 24 | 7. Évolution des résultats de gestion | |
| 30 | 8. Ratios réglementaires | |
| 35 | 9. Publication d'informations (Pilier III, CRDIV huitième et stratégies mises en place par l'établissement | partie) sur le politiques |
| 46 | 10. Environnement social et de bonne gouvernance (ES | SG) |
| 47 | 11. Affectation du résultat | |
| 47 | 12. Ressources humaines | |
| 48 | 13. Autres informations | |
| 50 | Principales règles d'évaluation | |
| 54 | Comptes annuels | |
| 58 | Bilan après répartition | |
| 61 | Compte de résultats | |
| 65 | Affectations et prélèvements | |
| 66 | Annexes | |
| 134 | Rapport du Commissaire | |
| 140 | Déclaration concernant le Reporting Prudentiel Péri | odique |

Rapport de gestion

| 5 | 1. Activités |
|----|---|
| 7 | 2. Evénements importants de l'année 2024 |
| 8 | 3. Contrôle prudentiel sur les établissements de crédit |
| 9 | 4. Le scénario économique mondial |
| 14 | 5. Environnement de Marché |
| 16 | 6. Évolution des affaires |
| 24 | 7. Évolution des résultats de gestion |
| 30 | 8. Ratios réglementaires |
| 35 | 9. Publication d'informations (Pilier III, CRDIV huitième partie) sur le politiques et stratégies mises en place par l'établissement |
| 46 | 10. Environnement social et de bonne gouvernance (ESG) |
| 47 | 11. Affectation du résultat |
| 47 | 12. Ressources humaines |
| 48 | 13. Autres informations |



Aux actionnaires, nous sommes heureux de rendre compte des activités de Banque Eni pour l'année 2024.

1. Activités

Banque Eni S.A., la Banque du groupe Eni, est une société par actions légalement constituée, domiciliée à Bruxelles (Belgique) et autorisée à exercer des activités bancaires.

La licence bancaire permet d'exercer les activités suivantes :

- Opérations de paiements ;
- Réception de dépôt ou d'autres fonds remboursables ;
 - Prêts y compris le crédit à la consommation, le crédit hypothécaire, l'affacturage avec ou sans recours et le financement des transactions commerciales :
 - Emission et gestion de moyens de paiement (carte de crédit);
 - Octroi de garanties et souscription d'engagements ;
 - Transactions pour le compte propre de l'établissement ou pour le compte de sa clientèle sur : les instruments du marché monétaire ; les marchés des changes ; les instruments financiers à terme et options ; les instruments sur devises ou sur taux d'intérêts ; les valeurs mobilières ;
 - Conservation et administration de valeur mobilière ;
 - Conseil en gestion de patrimoine.

Les activités principalement poursuivies sont les suivantes :

- Gestion de comptes-courants multi devises ;
- Opération de paiements et encaissements (pour la clientèle non financière) y compris les paiements de salaires au travers d'un système qui garantit ségrégation et confidentialité & cash pooling ;
- Domiciliations, paiements et encaissements SEPA, participation directe à la plateforme EBA-Step2;
- Participant direct à TARGET ((Trans-European Automated Real-time Gross Settlement Express Transfer System), pour transfert urgent et (où) de montants importants;
- Opération de paiements et encaissements (pour la clientèle financière locale et internationale), transferts on us & NOSTRO;
- gestion de trésorerie : dépôt de liquidités sur le marché interbancaire, réalisation d'opérations de change au moyen de produits dérivés (swaps, spot,



outrights) en faveur des clients et pour compte propre, achat de titres à revenu fixe maintenu jusqu'à échéance;

- Système intégré de filtrage aux normes internationales AML-CFT et application des procédures Know Your Customer;
- prêts/emprunts (très court terme sous forme de dépassement en compte ou avances aux sociétés du Groupe Eni);
- activité de « custodian bank », c'est-à-dire de gestion administrative des titres pour les entités du groupe Eni en tant que ; dépositaire, domiciliataire, « paying agent ». Informe les clients des décisions prises par les organismes émetteurs des titres, fournit le reporting et le support pour les formalités fiscales ;
- activité de « Agent », c'est-à-dire règlement des titres pour les entités du groupe Eni en tant qu'intermédiaire entre le client et son CSD (Central Securities Depository) ;
- conseil en « asset management »;
- domiciliataire, dépositaire et « paying agent » dans le cadre des programmes d'émission de billets de trésorerie de la clientèle ;
- services ICT.



2. Evénements importants de l'année 2024

2.1 Principales activités opérationnelles en 2024

En 2023, la Banque Eni a poursuivi la centralisation des services financiers au sein du Groupe,

Les principales activités d'exploitation réalisées au cours de l'année sont énumérées ci-dessous.

2.2 Total des transactions (paiements et encaissements)

Pour la période de janvier à décembre 2024, la Banque Eni a réalisé un total de 38.614.679 opérations pour un montant total de 2.049 milliards d'euros, ce qui représente, en termes de transactions, une augmentation de 1,3% par rapport au total de 38.117.550 transactions réalisées pour l'année 2023 et une réduction de 21,6% en terme de montant réalisé pour l'année 2023. De ces transactions 21.687, pour environ 1.594 milliards d'euros, se réfèrent à des opérations financières (financements, dépôts, achat/vente obligations, etc.)

2.3 SEPA Direct Debit (SDD)

Pour la période de janvier à décembre 2024, la Banque Eni a réalisé un total de 38.614.679 opérations pour un montant total de 2.049 milliards d'euros, ce qui représente, en termes de transactions, une augmentation de 1,3% par rapport au total de 38.117.550 transactions réalisées pour l'année 2023 et une réduction de 21,6% en terme de montant réalisé pour l'année 2023. De ces transactions 21.687, pour environ 1.594 milliards d'euros, se réfèrent à des opérations financières (financements, dépôts, achat/vente obligations, etc.)

1.1 SEPA Direct Debit (SDD)

Pour la période janvier à décembre 2024, la Banque Eni a réalisé 35.242.264 opérations pour un montant total de 17,6 milliards d'euros. Par rapport à la même période de 2023, cela représente, en termes de transactions, une augmentation de 2% et en terme de montant, une réduction de 28,5%. Banque Eni a couvert plus de 96 % des opérations du groupe en 2024.

1.2 SEPA Credit Transfer (SCT)

Pour la période janvier à décembre 2024, la Banque Eni a réalisé 2.982.652 transactions pour une valeur totale de 39,9 milliards d'euros. Par rapport à la même période de 2023, cela représente, en termes de transactions, une réduction de 6% et en terme de montant une réduction de 22,2%.

1.3 Gestion des salaires

Le nombre de salaires gérés est désormais d'environ 23.999 par mois pour une valeur mensuelle d'environ 100 millions d'euros. En 2024 Banque Eni a payé les salaires de 29 sociétés intégrées du groupe en plus de celles couvertes par Eni Regolamento Monetario qui regroupe toutes les entreprises italiennes.



1.4 Opérativité dans la gestion des comptes courants avec les clients qui sont des sociétés italiennes

Le flux créé selon les standards CBI a permis l'intégration de sociétés basées en Italie comme Eni Plenitude SpA. Pour la période janvier-décembre 2024, la Banque Eni a réalisé 467.738 opérations pour une valeur totale de 3,3 milliards d'euros. Par rapport à la même période en 2023, cela représente une augmentation de 4,2% en termes de transactions et une augmentation de 17,2% en termes de montant.

1.5 Gestion du règlement des investissements effectués pour le compte propre ou des clients

Banque Eni gère le règlement de toutes les opérations sur titres (achats, ventes, rédemptions, coupons, etc.) effectuées pour son propre compte ou pour le compte de clients (Eni SpA, Eni Insurance DAC). Pour la période janvier-décembre 2024, la Banque Eni a effectué 4.282 transactions sur titres, pour une valeur totale de 17,3 milliards d'euros. Par rapport à l'année 2023, cela représente, en termes de transactions, une réduction de 20,5% et en termes de montant, une réduction de 54,1%.

- 3. Contrôle prudentiel sur les établissements de crédit
 - 3.1 Révision du cadre juridique actuel régissant les règles prudentielles applicables aux établissements de crédit :

Toujours dans le cadre de Basel 3 la Directive 2013/36/UE du 26 Juin 2013 (Capital Requirements Directives IV – CRDIV) et sa révision Directive 2019/878 –CRD V - le Règlement EU n° 575/2013 du 26 Juin 2013 en matière de fonds propres (Capital Requirements Regulation – CRR 1) Le Règlement EU n° 876/2019 – CRR2 et sa révision Règlement EU n° 873/2020 dit CRR Quick fix. La loi bancaire belge du 25 avril 2014 MB du 7 Mai 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et ses mises à jours.

3.2 Circulaires NBB 2024

Les circulaires et communications pertinentes de la Banque Nationale de Belgique (NBB) pour l'année 2024 ont été minutieusement analysées et sélectionnées en fonction de leur applicabilité spécifique à notre institution. Cette sélection rigoureuse prend en compte divers critères, notamment la taille de l'institution, la nature de ses activités, ainsi que les exigences réglementaires et prudentielles en vigueur.



- 4. Le scénario économique Mondial 2024
 - 4.1 Cadre macroéconomique

2024 a été une année de contrastes pour l'économie mondiale. D'une part, la première moitié de l'année a montré une phase de croissance supérieure aux attentes formulées à la fin de 2023, malgré les craintes que l'orientation restrictive des politiques monétaires n'entraîne un ralentissement plus marqué que celui observé par la suite. Cela est particulièrement vrai pour les États-Unis, qui, en appliquant une politique budgétaire plus expansionniste que prévu, ont vu une révision progressive à la hausse de leurs prévisions de croissance. D'autre part, les perspectives sont devenues plus incertaines au cours de l'année, en raison des difficultés tant dans la **zone euro**, où la crise de l'industrie allemande s'ajoute à une perte de compétitivité au niveau mondial, qu'en **Chine**, où la crise immobilière pèse sur la demande intérieure, et de l'exacerbation des tensions géopolitiques.

Du côté positif, cependant, il y a des signes plus évidents de ralentissement de l'inflation, qui, compte tenu du tableau incertain de l'économie réelle, ont incité les principales banques centrales à commencer à réduire les taux d'intérêt.

Dans l'ensemble, la croissance mondiale est restée conforme aux attentes, à un taux estimé de 3,2 %. Au niveau sectoriel, la faiblesse extrême de l'activité industrielle, qui caractérisait déjà les deux années précédentes, a été confirmée en 2024, tandis que dans de nombreuses économies, la croissance a été tirée par le secteur des services. L'industrie mondiale souffre des effets des politiques monétaires sur les investissements, en particulier dans le secteur immobilier, et sur la demande de biens durables; en outre, l'effet positif sur la demande de services dû à la réouverture se fait encore sentir dans certains pays, avec un changement dans les préférences des consommateurs pénalisant les achats de biens.

Le ralentissement de la production industrielle affecte le **commerce mondial**, qui stagne également depuis quelques années. Les nombreuses barrières tarifaires introduites ces dernières années, les problèmes géopolitiques et les mesures prises par les pays et les entreprises pour réduire la dépendance aux importations y contribuent également.

La stagnation du commerce mondial peut également être attribuée à la contribution de la Chine, qui maintient un niveau d'exportations plus élevé que les plus grandes économies, tandis que la crise de la demande intérieure freine ses importations (en 2024, la Chine a enregistré son plus grand excédent commercial jamais atteint de 990 milliards de dollars). La pénétration accrue des produits chinois sur les marchés occidentaux, due également à la position dominante de l'industrie chinoise dans divers domaines liés aux énergies renouvelables et aux technologies de pointe, motive le consensus mondial accru autour des politiques protectionnistes. Parmi celles-ci, les promesses du **président nouvellement élu Trump** pourront conditionner les attentes en matière d'inflation, les tendances des taux d'intérêt et l'évolution du commerce mondial.

L'inflation a diminué plus que prévu - En conséquence du resserrement de la politique monétaire par la Fed et la BCE, les prix ont baissé tant aux États-Unis que dans la zone euro (enregistrant +2,9 % et +2,3 % en glissement annuel et des moyennes annuelles de +2,9 % et +2,4 %, respectivement, en décembre 2024), bien que l'inflation sous-jacente (hors composants volatils tels que l'énergie et les aliments) soit restée relativement élevée (+3,2 % et +2,7 %). La Chine, en revanche, a traversé une conjoncture opposée à celle des économies occidentales, étant entrée dans une



phase déflationniste en raison de la faiblesse de la demande intérieure. La tendance négative a été interrompue en février avec une augmentation annuelle de +0,7 % et s'est poursuivie dans les mois suivants jusqu'en décembre avec une valeur de +0,1 %.

Politiques monétaires: les taux d'intérêt commencent à baisser - À partir de la mi-2024, les principales banques centrales ont commencé à réduire les taux d'intérêt. La Banque centrale européenne (BCE) a entamé son cycle de baisse des taux en juin, a fait une pause en juillet et a repris les ajustements des taux en septembre, octobre et décembre, effectuant quatre baisses de 25 points de base (pb) pour un total annuel de 100 pb, portant le taux de dépôt à 3 % à la fin de l'année. Plus encore que celle de la BCE, les marchés attendaient la baisse de la Réserve fédérale (FED), qui est intervenue lors de sa réunion de septembre. Une baisse d'un demi-point de pourcentage, au lieu du quart de point de pourcentage plus traditionnel, pour prévenir un ralentissement excessif du marché du travail. La FED a ensuite décidé de poursuivre la voie de l'assouplissement de sa politique monétaire, réduisant les taux d'intérêt de 25 pb supplémentaires en novembre et décembre pour un total annuel de 100 pb. À la fin de 2024, le taux de référence était fixé dans une fourchette comprise entre 4,25 % et 4,5 %.

Taux de change \$/€: 2024 a commencé avec un dollar en appréciation, soutenu par la perspective de taux plus élevés et pour plus longtemps, compte tenu d'une économie saine. Cependant, à partir de juillet, les premiers signes d'un refroidissement du marché du travail aux États-Unis, associés à des confirmations de baisse de l'inflation, ont alimenté les attentes d'une phase d'assouplissement imminente par la Fed, permettant une reprise partielle de l'euro. Cette tendance a été renforcée en septembre suite à la baisse de taux de 50 pb de la Fed, qui a également signalé une trajectoire de baisse des taux plus raide que prévu. Cependant, à partir d'octobre, les attentes d'une victoire de Trump à l'élection présidentielle américaine ont inversé cette tendance, provoquant une forte appréciation du dollar. Depuis novembre, suite à la victoire de Trump, le dollar a continué de s'apprécier, soutenu par les mesures de politique budgétaire et commerciale promises par l'administration Trump, tandis que l'euro a été principalement alourdi par les préoccupations concernant les perspectives économiques de la zone, également aggravées par l'incertitude politique en Allemagne et en France. En moyenne annuelle, le taux de change était de 1,082 \$/€ (en ligne avec 1,081 \$/€ en 2023), tandis qu'en décembre 2024, le taux de change était de 1,050 \$/€.

4.2 Focus sur les principals zone

États-Unis

L'économie américaine a montré sa résilience en maintenant une croissance de +2,8 % en 2024 malgré les défis mondiaux. Le taux de chômage est estimé à environ 4 % en 2024 contre 3,7 % en 2023. La baisse continue de l'inflation, passant de 4,1 % en 2023 à moins de 3 % en 2024, a permis à la Fed de réduire les taux directeurs en septembre, octobre et décembre. Cette politique monétaire moins restrictive reflète l'objectif de la Fed de soutenir l'activité économique sans raviver l'inflation, en stimulant la consommation des ménages et les investissements des entreprises. Cependant, lors de la réunion de janvier 2025, la Fed a maintenu le taux des fonds fédéraux stable à 4,25-4,5 %, marquant une pause dans son cycle de baisse des taux après trois réductions consécutives en 2024 totalisant un point de pourcentage



complet. Le président Powell a déclaré que la Fed n'était pas pressée de baisser les taux d'intérêt et qu'elle avait marqué une pause pour observer de nouveaux progrès sur l'inflation.

Zone Euro

Après une longue période de stagnation, l'économie de la zone euro est lentement revenue à la croissance tandis que le processus de désinflation se poursuivait, avec une inflation annuelle moyenne en 2024 plus que réduite de moitié par rapport à l'année précédente (+2,4 % contre +5,4 %). La croissance de l'emploi et la reprise des salaires réels ont eu un effet positif sur le revenu net, bien que la consommation des ménages et les investissements aient été modestes en raison du coût de la vie élevé dans un environnement de taux d'intérêt encore trop élevés, malgré l'assouplissement de la politique monétaire initié par la BCE en juin. Le marché du travail a bien performé. Le taux de chômage en 2024 a continué de baisser, atteignant 6,3 % en novembre. L'incertitude politique en Allemagne et en France pèse sur les perspectives économiques de la région.

Chine

L'économie chinoise a atteint son objectif et a crû de 5 % en 2024. Il s'agit du chiffre le plus bas, à l'exception de la période de pandémie, des trois dernières décennies, dans un contexte de crise du secteur immobilier, de consommation intérieure en difficulté, de chômage dépassant les 5 % et de population en diminution pour la troisième année consécutive. Les perspectives d'amélioration de la croissance sont étroitement liées aux politiques fiscales du gouvernement et à la politique commerciale des États-Unis.

Italie

La croissance du PIB de l'Italie devrait être de +0,5 % en 2024, ralentissant par rapport à +0,7 % en 2023 en raison de la fragilité persistante de l'économie allemande, principal marché d'exportation de l'Italie. La consommation des ménages privés est soutenue par le renforcement du marché du travail et l'augmentation des salaires réels. Le taux de chômage a diminué (+6,5 % contre +7,5 % en 2023). Les investissements, après une forte croissance l'année dernière, devraient croître faiblement en 2024 (+0,4 % contre +8,7 % en 2023), en raison de la disparition des incitations fiscales pour le secteur de la construction. L'inflation en Italie reste inférieure à la moyenne de la zone euro. En décembre, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IPCH) a augmenté de 1,4 % en glissement annuel. Le taux annuel moyen (+1,0 %) a fortement diminué par rapport à 2023 (+5,7 %).

4.3 Le marché de l'énergie

Pétrole

En 2024, le prix du Brent a atteint en moyenne 80,8 \$/b, légèrement en baisse par rapport à 2023 (-2 %). Dans la première partie de l'année, les prix sont restés au-dessus de 80 \$/b, soutenus par des tensions géopolitiques croissantes et une demande en hausse. Au troisième trimestre, les craintes d'un ralentissement de la croissance de la



demande, notamment en Chine, dans un contexte d'augmentation attendue de la production de l'OPEP+, ont alimenté un sentiment négatif parmi les traders, les prix chutant fortement en dessous de 80 \$/b, également influencés par des dynamiques financières. En même temps, les tensions géopolitiques ont maintenu une forte attention sur les risques de perturbations de l'approvisionnement, provoquant des hausses temporaires des prix. Au quatrième trimestre, les prix se sont stabilisés autour de 75 \$/b, montrant une réduction de la volatilité. Début décembre, l'OPEP+ a reporté pour la troisième fois la levée des réductions de production, la déplaçant d'octobre 2024, fixée en juin, à la fin du premier trimestre 2025, confirmant ainsi son engagement en faveur de la stabilité des prix. La demande de pétrole a augmenté d'environ 1 Mb/j en glissement annuel, en baisse par rapport à 2023 (+2,0 Mb/j). La croissance continue d'être concentrée dans les pays non membres de l'OCDE. En 2024, la contribution des pays non membres de l'OCDE était plus diversifiée géographiquement, la Chine, le Brésil et l'Inde représentant ensemble environ la moitié de la croissance mondiale contre plus de 60 % pour la seule Chine en 2023.

Gaz

En 2024, les prix du gaz ont montré à quel point l'équilibre du marché du gaz est précaire malgré le rééquilibrage progressif enregistré en 2023. Après la stabilité relative qui a caractérisé les cinq premiers mois de l'année, influencée par un hiver doux et des stocks record, certains facteurs principalement liés à l'offre, également liés à des tensions géopolitiques accrues, ont secoué le marché. Pendant les mois d'été, les prix ont également augmenté en raison de la demande importante de GNL en Asie et malgré l'atteinte de l'objectif de stockage de 90 % de l'UE 10 semaines avant la date prévue (août contre novembre). Depuis octobre, nous observons une tendance à la hausse rapide influencée à la fois par des facteurs liés à l'offre (tensions au Moyen-Orient et certaines maintenances non planifiées en Norvège) et par des facteurs liés à la demande (production éolienne inférieure à la normale et températures plus froides par rapport à 2023).

En 2024, le marché du gaz dans l'UE a été caractérisé par une demande légèrement croissante (environ +1 %), en particulier dans le secteur industriel, qui a plus que compensé la baisse dans le secteur de l'électricité (utilisation accrue du nucléaire et des énergies renouvelables) ; le secteur civil est resté essentiellement stable. Les importations de GNL, en forte baisse par rapport à 2023 (-19 %), étaient couvertes à plus de 75 % par les États-Unis (45 %), la Russie (19 %) et le Qatar (12 %). Le prix a diminué, se situant en moyenne en dessous de 2023 mais au-dessus des moyennes historiques précédentes (TTF à environ 10,9 \$/Mbtu en 2024 contre 12,8 \$/Mbtu en 2023). Grâce à la croissance de la demande de gaz, stimulée par la baisse des prix (marchés sensibles aux prix tels que l'Inde, le Pakistan, etc.) et la reprise économique en Chine, l'Asie est restée un marché premium par rapport à l'Europe (11,9 \$/Mbtu en 2024 contre 13,81 \$/Mbtu en 2023).

Aux États-Unis, le Henry Hub a atteint en moyenne 2,2 \$/Mbtu par an (contre 2,5 \$/Mbtu en 2023), reflétant indirectement les tendances mondiales. Les exportations de GNL des États-Unis, légèrement en hausse, ont confirmé les États-Unis comme le principal exportateur de GNL devant le Qatar et l'Australie.

Les prix du charbon en 2024 ont été influencés par le ralentissement de la croissance et des niveaux de stockage élevés, atteignant en moyenne 112 \$/mt en Europe, contre 129 \$/mt en 2023 et 293 \$/mt en 2022. Les dynamiques mondiales ont confirmé un ralentissement de la consommation dans les économies les plus avancées (principalement l'UE et les États-Unis), tandis que la Chine et l'Inde ont augmenté leur utilisation du charbon. En particulier en Europe, dans le secteur de la production



d'électricité, la demande de charbon a été impactée par la hausse des niveaux de production à partir du nucléaire et des énergies renouvelables, ainsi que par le retour à la compétitivité du gaz en raison de la baisse des prix du gaz.

Quota d'émission de l'Union européenne (EUA) En 2024, le prix du quota d'émission de l'Union européenne (EUA) a diminué de 22 % par rapport à 2023, atteignant en moyenne 65,2 €/mt (contre 83,5 €/mt en 2023). La tendance à la baisse en 2024 est principalement attribuable à un ralentissement de l'économie européenne, à des prix du gaz bas et à des conditions météorologiques clémentes. Un autre élément baissier de l'année a été l'augmentation de l'offre d'EUA sur le marché pour le projet Repower EU. Au deuxième trimestre, des prix du gaz plus élevés - qui ont rendu le charbon plus compétitif dans la production d'électricité - ont conduit à une tendance haussière. Cependant, dans les mois suivants, la tendance à la baisse a repris, reflétant à la fois la faiblesse de l'économie européenne et l'incertitude entourant une réduction des objectifs climatiques après les élections européennes de juin. En outre, la baisse des émissions vérifiées en 2023 (-16,5 % par rapport à l'année précédente), qui a conduit à une demande réduite de quotas pour la conformité en septembre 2024, a contribué à la tendance à la baisse. Cette tendance s'est poursuivie au quatrième trimestre, malgré la demande saisonnière de chauffage

4.4 Electricité

En 2024, le PUN s'est établi à 108,5 €/MWh sur une base annuelle, une forte baisse (-15 %) par rapport aux valeurs de 2023 (127,2 €/MWh). La tendance à la réduction est principalement dictée par les prix du gaz, qui ont enregistré des niveaux de variation similaires à ceux de l'électricité. La croissance de la production hydroélectrique et solaire a également contribué à la réduction des prix, favorisée respectivement par une plus grande disponibilité et l'augmentation de la capacité installée. Depuis janvier, les prix ont enregistré une réduction progressive, atteignant la valeur mensuelle minimale en avril, puis restant aux valeurs de l'année précédente au second semestre 2024. La même tendance à la baisse a été observée sur les principaux marchés européens de l'électricité, qui ont bénéficié de la réduction des prix du gaz et du CO2 mais aussi de l'augmentation de la production renouvelable et nucléaire. L'Italie reste à un niveau premium par rapport aux principaux marchés européens, enregistrant des différentiels de prix encore supérieurs à 50 €/MWh. En termes de volumes en Italie, selon les estimations préliminaires de Terna pour 2024, la demande d'électricité (312 TWh) est en croissance par rapport à 2023 (+2,2 %). La production d'électricité a augmenté de 2,7 %, la moindre contribution du thermique (-6 % par rapport à 2023) étant largement compensée par la croissance de la production renouvelable (+16 %) tirée par l'hydroélectricité (+30 %) et le solaire (+19 %).



5. Environnement de Marché

5.1 Scénario des taux d'intérêt des marchés monétaires

Tout au long de l'année 2024, les banques centrales des principales économies mondiales ont commencé à assouplir leurs politiques monétaires après une période de resserrement intense en 2023. <u>Cette transition a été motivée par une désinflation progressive et une stabilisation des marchés financiers</u>, bien que le rythme et l'ampleur de l'assouplissement aient varié selon les régions.

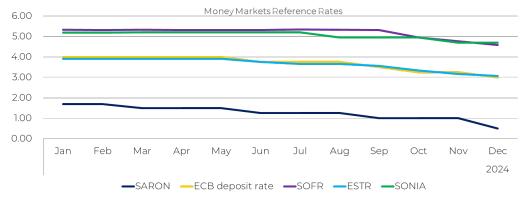
À fin 2024, les principaux taux d'intérêt de référence sont les suivants :

- Taux BCE on EUR: Deposit facility: 3,00%; Main refinancing operations: 3,15%; Marginal lending facility: 3,40%;
- Taux FED on USD (taux cible actuel): 4.50% 4,75%.

Cette baisse des taux a été progressive tout au long de l'année 2024, avec une première réduction au milieu de l'année, suivie de baisses supplémentaires au troisième et quatrième trimestres. <u>Cette évolution reflète une réponse aux signes de ralentissement économique et à la nécessité de soutenir la croissance</u>, comme illustré dans la Chart 1.1.

Chart 1.1: Scénario - Taux de référence sur les principales devises

1.1 Money Markets Interest Rates' Scenario



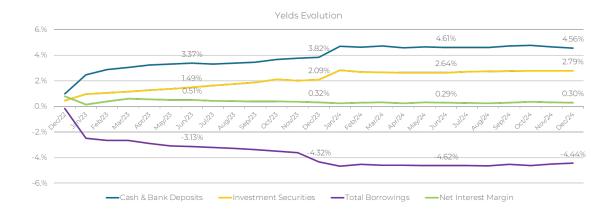


L'évolution des principaux yield de la Banque intervenus au cours de l'année 2024 a été principalement caractérisée par la politique de restitution aux clients du groupe de la valeur générée par les activités d'investissement sur les marchés monétaires de la liquidité disponible provenant du solde total des comptes courants et de la liquidité prêtée par le groupe.

En conséquence, le Net Interest Income (NIM), s'est stabilisée au niveau de 0,30%.

Les rendements des différentes composantes du Cash & Bank Deposits, du Investments Securities et du Total Borrowing ont connu une évolution essentiellement motivée par le scénario de hausse des taux d'intérêt (voir Chart 1.3).

Chart 1.3 – Évolution des principaux Yields de la Banque Eni





6. Évolution des affaires

6.1 Sélection des données opérationnelles et financières

Au cours de l'année 2024, une croissance a été enregistrée pour le nombre de clients du groupe, avec 13 clients supplémentaires (+4%), et le nombre de comptes courants, avec 11 C/A supplémentaires (+1,5%).

Cette croissance doit être liée au développement de nouvelles activités et à la mise en œuvre du nouveau modèle satellitaire, ainsi qu'à l'intense activité de nouvelles acquisitions, pour accompagner le processus en cours pour la transition énergétique.

En termes de volumes de transactions, les activités de Banque Eni se monte à 38 millions de transactions, après une période de croissance rapide due à la centralisation progressive des services financiers du groupe, avec un accent particulier sur le SDD pour la clientèle de détail du groupe en Europe.

En 2024, les volumes de transactions ont montré une stabilité par rapport à 2023, avec une légère augmentation de 1,3 %

Table 2.1.1 – Données opérationnelles sélectionnées

| | 31 Dec 2023 | 31 Dec 2024 | Del | ta |
|---|------------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|
| Total Group Clients (#) | 321 | 334 | 13 | +4,0% |
| Total C/A (#) | 734 | 745 | 11 | +1,5% |
| | | | | |
| Collections Volumes (#) of which SDD | 35.259.952 34.526.857 | 36.053.191 35.223.679 | 793.239 696.822 | +2,2% +2,0% |
| Payments Volumes (#) of which SDD | 2.857.598 16.596 | 2.561.488 18.585 | (296.110) 1.989 | (10,4%) +12,0% |
| Total Volumes (#) of which SDD | 38.117.550 34.543.453 | 38.614.679 35.242.264 | 497.129 698.811 | +1,3% +2,0% |
| | | | | |
| Collections Values (Bln EUR) of which SDD | 832,0 23,0 | 978,0 16,0 | 146 <i>(</i> 7 <i>)</i> | +17,5% (30,4%) |
| Payments Values (Bln EUR) of which SDD | 1.781,0 1,0 | 1.071,0 1,0 | (710) 0 | (39,9%) +0,0% |
| Total Values (Bln EUR) of which SDD | 2.613,0 24,0 | 2.049,0 | (564) | (21,6%) (29,2%) |

En termes de valeurs, la baisse enregistrée en 2024 (-25,0%) est déterminée par la baisse significative des prix des matières premières énergétiques qui a eu un impact significatif sur la valeur moyenne des transactions individuelles, après les pics de prix atteints en 2022.



Table 2.1.2 – Données financières sélectionnées

| Values in MIn EUR | 31 Dec. 2023 | 31 Dec. 2024 | De | Delta c. 24 vs Dec. 23 |
|--|-----------------|-----------------|------|---------------------------|
| Group Clients' C/A Balance (Average) | 645 | 916 | +271 | +42,0% |
| Avg. Loan from Group Companies (Average) | 194 | 200 | +6 | +3,1% |
| Shareholders' Equity (end of period) | 79 | 79 | +0 | +0,0% |
| Money Markets (Average) | 898 | 1.165 | +267 | +29,7% |
| Investments in Securities (Average) | 39 | 44 | +5 | +12,8% |

En 2024, la liquidité disponible a augmenté par rapport à 2023. Le solde moyen des comptes courants des clients du groupe a connu une hausse significative de $42,0\,\%$

L'augmentation de la liquidité disponible a stimulé l'activité sur les marchés monétaires, avec une hausse de 29,7 % par rapport à 2023.

Les investissements en titres ont atteint en moyenne 44 Mn EUR, marquant une augmentation de 12,8 % par rapport à 2023

Les capitaux propres sont restés stables par rapport à 2023.

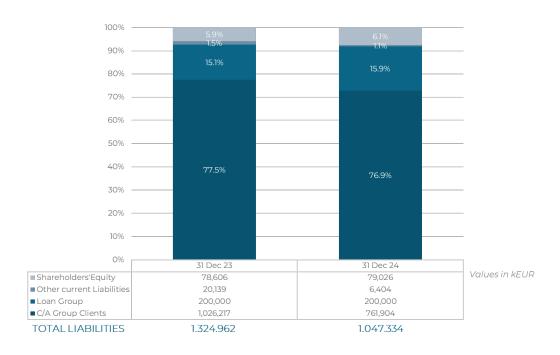


6.2 Analyse des états financiers

Au 31 décembre 2024, le bilan total de la Banque Eni s'élevait à 1.047.334 kEUR, marquant une diminution de 21 % par rapport à 2023. Malgré cette baisse, le solde global des comptes courants des clients du Groupe est resté élevé en fin d'année.

Total du Passif

Chart 2.2.1 – Composition du bilan: Passif



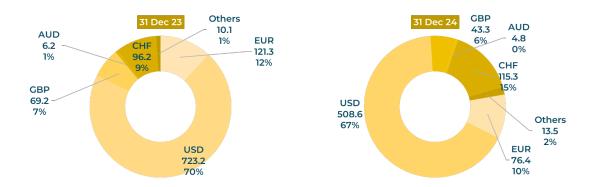
L'analyse de la composition du bilan de la Banque Eni montre que, du côté du passif, également en 2024, la principale source de liquidité de la Banque Eni reste les comptes courants des clients du groupe, qui au 31 décembre 2024 représentaient 76,9% du total du passif en cohérence avec l'activité principale de la Banque Eni.

En 2024, la répartition en devises du solde total des comptes courants des clients du Groupe, qui s'élève à 761 904 kEUR, montre une composition similaire à celle de 2023. Les comptes en USD représentent 67 %, ceux en EUR 10 %, et ceux en GBP 7 %. La part en GBP est principalement due aux projets de transition au Royaume-Uni concernant le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCUS).

La différence d'environ -264 Mln EUR par rapport à 2023 pour le solde global des C/A des clients du Groupe s'explique en grande partie par les principaux soldes C/A liés aux entités suivantes, pour la plupart hors cash pooling : Mozambique Rovuma Branch (-112 millions EUR) et Eni SpA (-98 millions d'euros).



Chart 2.2.2 – Répartition en devises du solde total des comptes courants des clients du Groupe



Le montant stable de 200 millions d'euros du prêt à long terme d'Eni SpA représentait également en 2024 la deuxième source de liquidités pour la Banque Eni, avec une part du passif total de 15,9%. Ce prêt a remplacé le 30 mai 2023 le prêt similaire de 200 millions de dollars initialement accordé par Eni Finance International SA.

Globalement, les autres passifs courants à fin 2024 ne représentent que 1,1% du total du passif, soit 6.404 kEUR en termes absolus, et sont essentiellement imputables aux dettes commerciales.

Les capitaux propres de 79.026 kEUR complètent le passif, représentant 6,1% du total du passif à fin 2024, avec une évolution basée sur la constitution de 162 kEUR de réserves légales et l'augmentation de 258 kEUR de bénéfice net par rapport à l'année précédente.

Les détails des passifs spécifiques et des différences par rapport à la fin de 2023 sont contenus dans le tableau suivant:

Table 2.2.3 - Détails du passif total

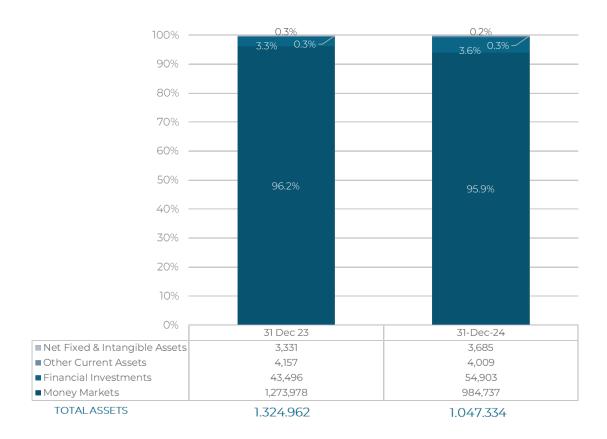
| Actual 31-12-23 | LIABILITIES | Actual 31-12-24 | Delta Dec 24 vs Dec 23 |
|---------------------------|---|---------------------------|----------------------------------|
| 200.000 | District | 200.000 | |
| 200.000 | | 200,000 | - |
| | Current Accounts Balances Group Companies | 761,904 | (264,313) |
| 13.298 | Financial Debts Term Debts Third Parties | - | (13,298) |
| 1.239.515 | BORROWINGS | 961,904 | (277,611) |
| | | | |
| 264 | VAT Payable and Taxes | 134 | (130) |
| 1.007 | Sundry Debts due to Group Companies | 991 | (16) |
| 4.828 | Sundry Debts due to Third Parties | 4,671 | (157) |
| 742 | Accruals and Prepayments | 608 | (134) |
| 6.841 | WORKING LIABILITIES | 6,404 | (437) |
| | | | |
| 50.000 | Share Capital | 50,000 | - |
| 2.694 | Statutory Reserves | 2,856 | 162 |
| 22.664 | Retained Earnings | 22,664 | - |
| 3.248 | Net result for the Period | 3,506 | 258 |
| 78.606 | NET EQUITY | 79,026 | 420 |
| | | | |
| 1.324.962 | TOTAL LIABILITIES AND EQUITY | 1,047,334 | (277,628) |



Total Actif

L'analyse de la composition du bilan de la Banque Eni montre que, du côté des actifs, également en 2024, l'utilisation largement prédominante des liquidités disponibles est restée le marché monétaire, représentant environ 95,9% du total des actifs au 31 décembre 2024.

Chart 2.2.4 – Composition du bilan: Actifs

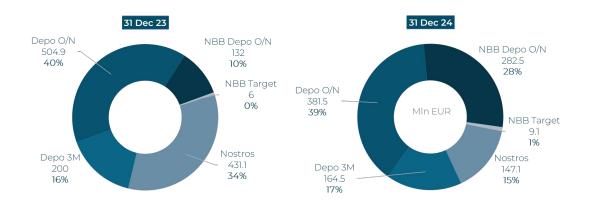


Également au cours de l'année 2024, les ressources financières découlant du niveau élevé du solde des comptes courants des clients du Groupe et du prêt à long terme du Groupe accordé par Eni SpA ont été presque entièrement consacrées aux dépôts à court terme, principalement sur les marchés monétaires interbancaires en USD et en EUR et sur les comptes Target, auprès de la Banque Nationale de Belgique.



À fin décembre 2024, le solde global des dépôts de la Banque Eni sur les marchés monétaires s'élève à environ 984.737 KEUR, en diminution de 22,7% par rapport à fin 2024, en liaison avec la diminution des liquidités disponibles sur les comptes courants des clients du Groupe.

Chart 2.2.5 – répartition des actifs de la Banque Eni sur les marchés monétaires



La partie résiduelle des sources financières disponibles a été utilisée comme d'habitude en obligations d'État pour le portefeuille de placements financiers de la Banque Eni détenu jusqu'à l'échéance, représentant 3,6% du total des actifs. Le portefeuille d'investissements financiers de la Banque Eni est composé exclusivement d'obligations supranationales et gouvernementales de haute qualité libellées en EUR, émises par l'Italie, l'Espagne, la Pologne, la Finlande, la France, la Belgique, l'Irlande et l'Austriche. Il n'inclut aucune position commerciale et n'est donc pas exposé aux fluctuations du marché.



Le portefeuille de Banque Eni clôture l'année 2024 avec un capital global investi de 50,7 M EUR, contre 41,8 M EUR enregistrés fin 2023

Les mouvements au sein du portefeuille d'obligations d'État au cours de l'année 2024 ont été liés à:

- entrée de 29,6 Mln EUR pour 11 nouveaux titres achetés;
- sortie de 21,0 Mln EUR pour l'échéance de 4 titres;

avec une performance positive en termes de rendement global à maturité, due à l'amélioration des conditions de marché dans la zone EURO.

Table 2.2.6 – Placements financiers: Portefeuille de titres

| Issuers | Purchase Price | Nominal | Maturity | Rate | |
|--------------------------------|----------------|------------|------------|--------|--|
| Italy Floating | 102,05% | 2.000.000 | 15-04-25 | 4,014% | |
| Italy Floating | 100,33% | 4.000.000 | 15-04-26 | 3,564% | |
| Spain | 99,53% | 3.000.000 | 31-01-25 | 0,000% | |
| Poland | 98,65% | 4.000.000 | 10-02-25 | 0,000% | |
| Finland | 93,19% | 5.000.000 | 15-09-26 | 0,000% | |
| Hungary | 100,50% | 6.000.000 | 22-02-27 | 5,000% | |
| EIB* | 95,19% | 2.639.000 | 15-05-26 | 3,750% | |
| EIB Florating* | 100,15% | 550.000 | 16-04-25 | 3,122% | |
| Italy Floating* | 100,64% | 2.000.000 | 15-09-25 | 3,815% | |
| Italy Floating* | 100,84% | 5.000.000 | 15-10-28 | 3,864% | |
| Italy Floating* | 100,16% | 2.000.000 | 15-04-2029 | 3.714% | |
| France* | 98,68% | 3.000.000 | 24-09-26 | 2,500% | |
| Belgium* | 99,11% | 5.000.000 | 22-06-27 | 0,800% | |
| Portugal* | 93,47% | 2.000.000 | 15-10-27 | 0,700% | |
| Ireland* | 95.40% | 2.000.000 | 15-05-2029 | 1.100% | |
| Austria | 100.45% | 3.000.000 | 20-10-2029 | 2.500% | |
| TOTAL | | 51.189.000 | | | |
| *Bonds newly purchased in 2024 | | | | | |

Fin 2024, les autres actifs courants restants ne représentaient que 0,3% du total des actifs et étaient composés des découverts en compte courant dus par les clients du groupe, des créances commerciales et des créances fiscales, pour un montant global d'environ 4.009 kEUR.

Enfin, les immobilisations nettes et incorporelles ne représentent que 0,2% du total des actifs, reflétant principalement les dépenses ICT en équipements, infrastructures et logiciels, pour un montant global d'environ 3.685 kEUR millions d'euros, soit une augmentation de 10% par rapport à 2023.

Les détails des actifs spécifiques et des principaux deltas sont présentés dans le tableau suivant.



Table 2.2.7 – Détails de l'actif total

| Actual 31-12-23 | ASSETS | Actual 31-12-24 | Delta Dec 24 vs Dec 23 |
|---------------------------|---|---------------------------|----------------------------------|
| | | | |
| 1.646 | | 4,127 | 2,481 |
| 65 | Swift Shares | 111 | 46 |
| 41.785 | Financial Investments | 50,665 | 8,880 |
| 43.496 | FINANCIAL INVESTMENTS | 54,903 | 11,407 |
| | | | |
| 1.273.978 | Cash and Bank Deposits | 984,737 | (289,241) |
| 1.273.978 | MONEY MARKETS | 984,737 | (289,241) |
| | | | |
| 1.040 | Sundry Credits due from Group Companies | 1,377 | 337 |
| 1.744 | Sundry Credits due from Third Parties | 1,472 | (272) |
| 1.373 | Accruals and Prepayments | 1,160 | (213) |
| 4.157 | WORKING ASSETS | 4,009 | (148) |
| | | | |
| 80 | Net fixed Assets | 36 | (44) |
| 3.251 | Net Intangible Assets | 3,649 | 398 |
| 3.331 | NET FIXED & INTANGIBLE ASSETS | 3,685 | 354 |
| 1.324.962 | TOTAL ASSETS | 1,047,334 | (277,628) |



7. Évolution des résultats de gestion

7.1 Évolution de la marge financière

L'évolution de la marge financière totale de la Banque Eni est représentée dans la Chart 3.1.1, qui illustre sa répartition entre le Net Interest Income (NII), provenant des intérêts actifs et passifs des activités d'investissement et d'emprunt, et le Net Fees & Commissions Income (NFCI), provenant des services financiers sur gestion de la trésorerie, des titres et du FOREX, ainsi que sa comparaison avec les Net Operating Expenses (NOE).

kEUR 25.000 20.705 18 943 20.000 14,485 14,206 15.000 9.838 9.546 10,000 4,847 193 5,0003,50 3,9 06/23 09/23 12/23 03/24 06/24 09/24 12/ ■ Net Fees & Commissions ■ Net Interest Income Net Operating Expenses

Chart 3.1.1 – Évolution de la marge financière et des charges d'exploitation

À la fin de l'année 2024, la marge financière totale s'élève à 20,7 millions d'euros, soit une augmentation de 1,8 million d'euros par rapport au niveau de fin d'année 2023, grâce à l'augmentation des commissions nettes (+1,1 million d'euros) et à une légère augmentation du revenu net d'intérêts (+0,6 million d'euros).

La marge financière totale de la Banque Eni est répartie en deux composantes différentes :

- Les revenus nets d'intérêts, Net Interest Income (NII), provenant des activités d'investissement sur les marchés monétaires interbancaires et des obligations d'État des ressources financières disponibles générées par les C/A des clients du Groupe et les emprunts auprès des sociétés du Groupe. NII est exposé à une volatilité très limitée des taux d'intérêt et des spreads de crédit, grâce aux politiques de gestion actif/passif (Asset/Liability Management, ALM) mises en œuvre par Banque Eni, axées sur la minimisation de la duration du portefeuille global de Banque Eni et sur l'investissement uniquement dans des activités très liquides avec niveau minimum de rating fixé à investment grade.
- Net Fees & Commissions (NF&C), provenant des services de gestion de

trésorerie, de gestion des titres et de gestion FOREX fournis aux Clients du Groupe et non exposés à la volatilité des marchés. NF&C constitue le cœur de métier de la Banque Eni en tant que véhicule permettant de fournir des services financiers rentables et flexibles aux sociétés du Groupe, influencés positivement notamment par la base croissante de clients de détail du Groupe.

Les frais nets s'élèvent à 15,6 Mln EUR, en hausse par rapport à 2023 de 1,5 Mln EUR.

Chart 3.1.1 – Principales composantes de la marge financière et des et du bénéfice net

| (MIn EUR) | | 31-12-23 | 31-12-24 | Delta Dec. | 24 vs Dec. 23 |
|-----------------------|-----|----------|----------|------------|---------------|
| Net Interest Incom | ne | 3,0 | 3,6 | +0,6 | +20,0% |
| Net Fees & Commission | ns | 15,9 | 17,1 | +1,2 | +7,5% |
| Total Financial Margi | | 18,9 | 20,7 | +1,8 | +9,5% |
| Net Operating Expense | | (14,1) | (15,6) | -1,5 | -10,6% |
| Results Before Ta | | 4,8 | 5,1 | +0,3 | +6,3% |
| Net Prof | fit | 3,2 | 3,5 | +,03 | +9,4% |
| Return on Equity (RO | E) | 4,3 % | 4,6% | | |
| Return on Assets (RO | A) | 0,2 % | 0,3% | | |
| Cost-to-income Rat | io | 74,7 % | 75,53 % | | |
| Cost-to-NF&C Rat | io | 88,8 % | 91,58 % | | |



Pour protéger les résultats nets des fluctuations des marchés et garantir une rentabilité positive à la Banque Eni, NF&C est suivi et dimensionné de manière à correspondre en permanence à l'ensemble des charges nettes d'exploitation majorées d'une marge positive.

La tendance croissante des revenus liés aux services financiers depuis 2017 a donné à l'institution la capacité de financer ses coûts nets de fonctionnement et les coûts d'amortissement des nouveaux projets, à travers le cœur de métier non exposé à la volatilité des marchés. Cet objectif a été atteint grâce à la combinaison de la restructuration des conditions tarifaires et du développement de services tels que les paiements SEPA, les collections SEPA, les services d'agent et de custodian sur les titres, la lutte contre le blanchiment et la gestion des embargos.

En 2024, les activités ALM ont obtenu un niveau de NII de 3,6 millions d'euros, en augmentation de 0,6 millions d'euros par rapport à 2023.

Comme souligné précédemment, la réduction du NII est entièrement imputable au choix de Banque Eni de restituer aux clients du Groupe la valeur créée par ses activités sur les marchés monétaires, à travers une politique de rémunération des soldes courants basée sur les taux de marché nets d'un spread d'intermédiation fixe.

Pendant tout l'année 2024, les politiques ALM étaient axées sur la minimisation de la durée du portefeuille de Banque Eni et sur l'investissement uniquement dans des activités très liquides et de haute qualité.

En conséquence, le portefeuille de la Banque Eni est très résilient à la volatilité des taux d'intérêt, peu exposé de manière significative ni au risque de liquidité ni aux crédits non performants.

Les principales caractéristiques des activités de Banque Eni ALM ont été:

- Le solde C/A des clients du Groupe est investi en actifs très liquides sur les marchés monétaires interbancaires à court terme ou overnight (O/N), exclusivement auprès de banques OCSE de haute qualité, et sur le compte de dépôt O/N Target auprès de la Banque Nationale de Belgique;
- 200 millions d'euros de liquidités provenant d'Eni SpA (en substitution des précédentes 200 millions dollars d'Eni Finance International) sont investis sur les marchés monétaires en euro avec des échéances et des indexations correspondantes;
- Un maximum de 50 millions d'euros, correspondant au capital entièrement, libéré est disponible pour des investissements à plus long terme dans des obligations d'État, selon des politiques d'investissement spécifiques. Le Global Yield to Maturity du portefeuille de Banque Eni bénéficie, notamment sur les nouveaux titres achetés et sur les obligations flottantes, de la remontée pertinente des taux;
- Les prêts sont limités aux découverts des clients du Groupe sur leurs C/A.

Hormis un montant non pertinent inclus dans les autres actifs courants et se référant aux découverts des clients du Groupe sur leurs comptes courants, le modèle du business de Banque Eni ne comporte ni des activités de prêt de prêts de gros et résidentiels ni d'activités de trading.

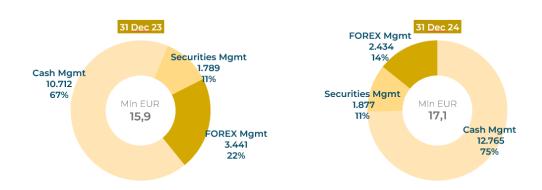
En conséquence, Banque Eni Profit & Loss n'est pas exposée aux risques majeurs liés aux credit loss impairment pour pertes de crédit sur prêts et à la volatilité du mark to market.



En 2024, le niveau du Net Fees & Commissions Income (NF&CI) a atteint 17,1 millions d'euros, augementant ainsi de 1,1 millions d'euros par rapport à 2023.

À la fin de l'année 2024, le niveau des commissions nettes s'élève à 17,1 millions d'euros, en hausse de 1,2 million d'euros par rapport à la même période de l'année précédente, en raison de l'augmentation de la marge sur les services de gestion de trésorerie. La part de la gestion de trésorerie a augmenté pour atteindre 75 % du total des commissions nettes. La marge des services de gestion des titres a légèrement augmenté de 0,9 million d'euros, tandis que la gestion des changes a diminué de 1 million d'euros.

Chart 3.1.3 – Répartition du Net Fees & Commissions Income



À la fin de l'année 2024, le Cost-to-NF&CI ratio est de 91,6% et le Cost-to-Income ratio global est fixé à 75,5%.



7.2 Analyse du compte de résultat

Le bénéfice net a enregistré une ausse en 2024, avec un niveau de 3.506 kEUR, soit +7% par rapport à 2023.

Les détails sur les revenus nets d'intérêts et leurs composantes Interst Incomes et Interest Expenses sont illustrés dans le tableau suivant:

Table 3.2.1 – Compte de résultat: focus sur Net Interest Income

| Actual 31-12-23 | PROFIT & LOSS STATEMENT | Actual 31-12-24 | Delta Dec 24 vs Dec 23 |
|------------------------|--|---------------------------|----------------------------------|
| | | | |
| | Interest Incomes | | |
| 136 | Current Account Group Companies | 81 | (55) |
| 809 | Investment Securities | 1,220 | 411 |
| 26.728 | Bank Deposits | 44,286 | 17,558 |
| 6.409 | Bank Deposits Target 2 BNB | 7,601 | 1,192 |
| 34.082 | TOTAL INCOMES FROM FINANCIAL ACTIVITY | 53,188 | 19,106 |
| | | | |
| | Interest Expenses | | |
| (4.407) | LongTerm Deposits due to Group Companies | (7,508) | (3,101) |
| (22.983) | Current Account due to Group Companies | (41,831) | (18,848) |
| (3.479) | Short Term Deposits due to Group Companies | - | 3,479 |
| (212) | Short Term Deposits due to Banks | (220) | (8) |
| - | Interest Expenses on Lease Liabilities (IFRS 16) | - | - |
| (31.081) | TOTAL COSTS FROM FINANCIAL ACTIVITY | (49,559) | (18,478) |
| | | | |
| 3.001 | NET INTEREST INCOME | 3,629 | 628 |

Net Fees & Commissions Income pour 2024 se sont stabilisés au niveau de 17.076 kEUR, soit 1.134 kEUR de plus que le niveau de 2023.

Le détail des éléments composant la marge générée par NF&CI, c'est-à-dire l'ensemble des fee et commissions liés à la gestion du cash, à la gestion de titres et à la gestion du FOREX pour les clients du Groupe, est présenté dans le tableau suivant :

Table 3.2.2 - Compte de résultat: focus sur Net Fees & Commissions Income

| 3.001 | NET INTEREST INCOME | 3,629 | 628 |
|--------|---|--------|---------|
| | | | |
| 10.712 | Sub-total Cash Management | 12,765 | 2,053 |
| 1.540 | Net Income on Assets Management | 1,880 | 340 |
| 249 | Net Income on Others Financial Services | (3) | (252) |
| 1.789 | Sub-total Securities Management | 1,877 | 88 |
| 3.441 | Income/Expenses on Forex Activity | 2,434 | (1,007) |
| 15.942 | NET FEE AND COMMISSION INCOME | 17,076 | 1,134 |
| | | | |
| 18.943 | Total Financial Margin | 20,705 | 1,762 |



En 2024, les dépenses totales d'exploitation ont diminué à 16.094 kEUR, en baisse 34 kEUR par rapport à 2023.

Les revenus des autres services accrue en 2023 suite à la contribution ponctuelle positive des services liés à la fusion transfrontalière d'EFI sont diminué à 456 kEUR.

Table 3.2.3 – Compte de résultat: focus sur dépenses totales d'exploitation nettes et bénéfice net

| Actual 31-12-23 | PROFIT & LOSS STATEMENT | Actual 31-12-24 | Delta Dec 24 vs Dec 23 |
|------------------------|---|---------------------------|----------------------------------|
| 30.0 (7 | | 00.505 | 1.500 |
| 18.943 | Total Financial Margin | 20,705 | 1,762 |
| (6.062) | Wages and Salaries | (5,824) | 238 |
| (5.829) | Operating expenses | (6,218) | (389) |
| (1.302) | Amortization | (1,372) | (70) |
| (2.935) | Other Taxes (VAT, Gov, contributions) | (2,680) | (255) |
| (16.128) | TOTAL ADMINISTRATIVE AND GENERAL EXPENSES | (16,094) | 34 |
| | | | |
| 1.977 | Income for Services | 456 | (1,521) |
| 4.792 | GROSS OPERATING RESULT | 5,067 | 275 |
| | | | |
| (1.544) | Income Taxes | (1,561) | (17) |
| 3.248 | NET RESULT | 3,506 | 258 |

Les détails des dépenses totales de fonctionnement sont représentés dans le tableau 3.2.3 ci-dessus. Les principaux facteurs d'augmentation des coûts sont :

- Salaires et charges annexes : au 31 décembre 2024, l'effectif de Banque Eni est composé comme suit :
 - 41 collaborateurs permanents,
 - 2 expatriés,
 - 6 intérimaires,
 - 10 consultants ICT.

Le total des salaires et dépenses connexes (hors frais d'intérim) s'élève à 5.824 kEUR en 2024, avec une diminution de 238 kEUR par rapport au 2023.

- Consultances & services: les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 6.200 kEUR en 2024, avec une augmentation d'environ 400 kEUR..
- Autres Impôts & VAT: les autres impôts & VAT ont atteint le niveau de 2.680 kEUR, en hausse de 255 par rapport à 2023 , essentiellement en raison de:
 - augmentation du montant de TVA non déductible,
 - des contributions gouvernementales plus élevées en raison d'un source de liquidité élevé.



Le compte de résultat complet est présenté dans le tableau suivant:

Table 3.2.4 – Compte de résultat 2024

| Actual 31-12-23 | PROFIT & LOSS STATEMENT | Actual 31-12-24 | Delta Dec 24 vs Dec 23 |
|------------------------|---|---------------------------|----------------------------------|
| | Interest Incomes | | |
| 136 | Current Account Group Companies | 81 | (55) |
| | Investment Securities | 1.220 | 411 |
| | Bank Deposits | 44,286 | 17,558 |
| 6.409 | | 7,601 | 1,192 |
| 34.082 | TOTAL INCOMES FROM FINANCIAL ACTIVITY | 53,188 | 19,106 |
| | | | |
| (((0 =) | Interest Expenses | (5.500) | (7.7.0.1) |
| , , | LongTerm Deposits due to Group Companies | (7,508) | (3,101) |
| , | Current Account due to Group Companies | (41,831) | (18,848) |
| | Short Term Deposits due to Group Companies | (220) | 3,479 |
| , , | Short Term Deposits due to Banks Interest Expenses on Lease Liabilities (IFRS 16) | (220) | (8) |
| (31.081) | TOTAL COSTS FROM FINANCIAL ACTIVITY | (49,559) | (18,478) |
| (31.001) | TOTAL COSTST ROW FINANCIAL ACTIVITY | (+5,555) | (10,470) |
| 3.001 | NET INTEREST INCOME | 3,629 | 628 |
| | | | |
| | Sub-total Cash Management | 12,765 | 2,053 |
| | Net Income on Assets Management | 1,880 | 340 |
| | Net Income on Others Financial Services | (3) | (252) |
| | Sub-total Securities Management | 1,877 | (1,007) |
| 15.942 | Income/Expenses on Forex Activity NET FEE AND COMMISSION INCOME | 2,434 17,076 | (1,007) 1,134 |
| 13.342 | THE FEE AND COMMISSION INCOME | 17,076 | 1,134 |
| 18.943 | Total Financial Margin | 20,705 | 1,762 |
| | | | |
| (6.062) v | Vages and Salaries | (5,824) | 238 |
| | Operating expenses | (6,218) | (389) |
| (1.302) | Amortization | (1,372) | (70) |
| (2.935) | Other Taxes (VAT, Gov, contributions) | (2,680) | (255) |
| . , | OTAL ADMINISTRATIVE AND GENERAL EXPENSES | (16,094) | 34 |
| | | | |
| | ncome for Services | 456 | (1,521) |
| 4.792 C | GROSS OPERATING RESULT | 5,067 | 275 |
| (1.544) | ncome Taxes | (1,561) | (17) |
| | NET RESULT | 3,506 | 258 |



8. Ratios réglementaires

De manière générale, les ratios réglementaires de solvabilité et de liquidité de la Banque sont restés à des niveaux de sécurité absolue tout au long de l'année 2024 par rapport aux limites réglementaires établies, garantissant la solidité du capital et la couverture des liquidités tant à court qu'à moyen/long terme.

Comme attendu, la manœuvre consistant à placer les EUR du pledge reçu de Eni auprès de la Banque Nationale de Belgique a eu un impact positif sur l'ensemble des ratios.

8.1 Solvency Ratios

À la fin de l'année 2024, le bilan de la Banque Eni affiche une position très solide en matière de solvabilité, grâce à ses niveaux élevés d'indicateurs de capital

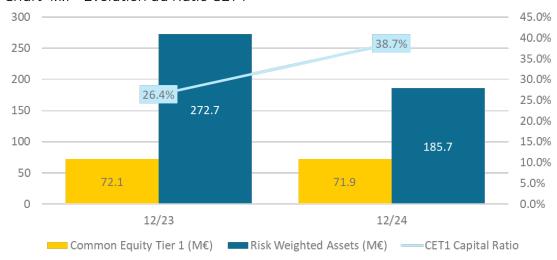


Chart 4.1.1 - Evolution du Ratio CET 1

À la clôture de l'exercice 2024, le ratio de capital CET 1 s'établit à 38,69 %.

L'exposition totale aux risques a connu une diminution de 31,9 %, en grande partie attribuable à une réduction du risque de crédit, résultant de la baisse des volumes investis sur les marchés monétaires non-euro. Le capital CET 1, quant à lui, a légèrement décliné de 0,3 %.

Ainsi, le ratio CETI s'est considérablement amélioré et demeure nettement supérieur au ratio global de capital exigé de 11,77 %, comme illustré dans le tableau 4.1.2 cidessous:



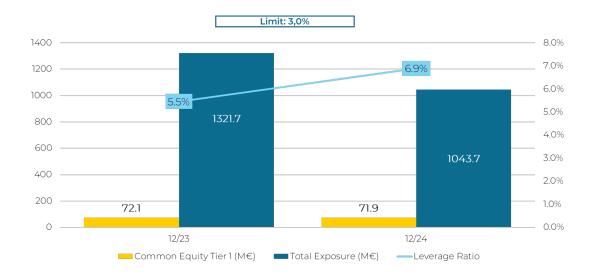
Chart 4.1.2 – CET 1 Ratio: Overall capital requirements breakdown

| Overall Capital Requirement: 11,77% | | |
|-------------------------------------|---|-------|
| of which: | | |
| | Minimum Capital Requirement (Pillar 1) | 8,00% |
| | SREP Add On (Pillar 2) | 0,96% |
| | Capital Conservation Buffer | 2,50% |
| | Institution specific countercyclical capital buffer | 0,31% |

À la fin de l'année 2024, le Leverage Ratio s'établit à 6,89 %, dépassant confortablement la limite de 3,0 %.

L'exposition totale a diminué de 21,0 %, en raison d'une réduction du solde total des comptes courants des clients du Groupe. Cette diminution a entraîné une réduction des volumes à investir et, par conséquent, une moindre exposition. Le capital CET 1, quant à lui, a légèrement baissé de 0,3 %.

Chart 4.1.3 – Evolution du Leverage Ratio



Jusqu'en 2024, le ratio de levier de la Banque Eni s'est maintenu confortablement audelà de la limite réglementaire de 3,0 %.



8.2 Liquidity Ratios

À la clôture de l'exercice 2024, les ratios de liquidité de la Banque Eni demeurent extrêmement robustes, tant à court terme qu'à long terme, en raison de la durée courte/très courte et de la haute qualité de son portefeuille d'activités.

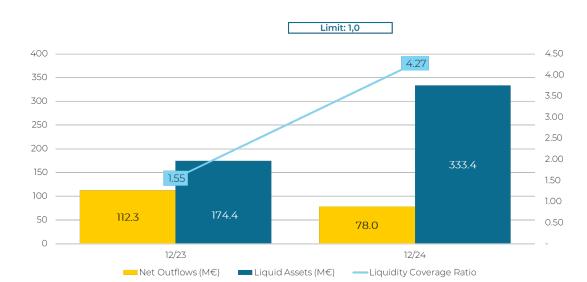


Chart 4.2.1 – Evolution du Liquidity Coverage Ratio

À la fin de l'année 2024, le ratio de couverture de liquidité, établi à 4,27, dépasse confortablement la limite de 1,0.

Les actifs liquides ont considérablement augmenté de 91,17 %, grâce au dépôt de garantie auprès de la banque nationale, tandis que les sorties nettes ont diminué de 30,54 %, en raison d'une réduction du volume des comptes courants.

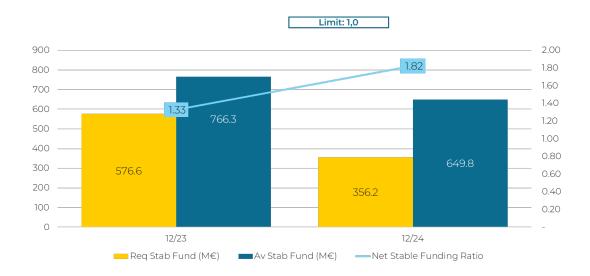


À la clôture de l'exercice 2024, le ratio de financement stable net s'établit à 1,82, confortablement supérieur à la limite de 1,0.

Le financement stable disponible, Available Stable Funding, essentiellement constitué des fonds propres, des prêts à long terme du groupe et de 50 % du solde global des comptes courants des clients du Groupe, a diminué de 15,2 % par rapport à fin 2023, en raison de la baisse du volume des comptes courants.

Le financement stable requis, Required Stable Funding a, quant à lui, enregistré une diminution notable de 38,22 %. Cette différence de fluctuation est attribuée à la pondération différenciée des instruments en fonction de leur niveau de risque.

Table 4.2.2 – Evolution du Net Stable Funding Ratio





9. Publication d'informations (Pilier III, CRDIV huitième partie) sur les politiques et stratégies mises en place par l'établissement

Publication d'informations dans le cadre de l'article 75 de la loi bancaire du 25 avril 2014 et de la Huitième partie Titre 2 art. 431 à 451 du règlement EU 575/2013 dit CRR du 26 Juin 2013, Le Règlement EU n° 876/2019 –CRR2- et -Règlement EU n° 873/2020.

Les informations communiquées ci-dessous sont relatives exclusivement à la Banque Eni S.A. et établies conformément à sa taille, sa mission, son organisation et son profil de risque. La société mère Eni spa et l'ensemble de ses filiales faisant partie du champ de consolidation, n'étant pas des établissements de crédit, ne sont pas à considérer. Nous confirmons également que Banque Eni S.A à la date de ce rapport ne détient aucune filiale ni branche pour laquelle une information devrait être fournie. L'institution rapporte le FINREP Solo en Datapoints BGAAP-SSM stand alone endessous de 3 milliards d'euros d'actifs.

L'institution disposant d'un site internet depuis 2018, les obligations de publication seront également disponibles dans leur entièreté sur le site Web après approbation des informations par l'organe de gestion.

9.1 Politiques et objectifs de la Banque Eni en matière de gestion des risques Art.435 CRDIV huitième partie :

9.1.1. Stratégies et processus mis en place pour la gestion des risques

Le Comité de Direction de l'institution a approuvé la dernière mise à jour du « risk appetite statement » le 11 décembre 2024. Ce rapport est aussi revu par l'Audit, Risks and Compliance Committee » et approuvé par le Conseil d'Administration sur base annuelle. La dernière approbation a été faite le 16 décembre 2024.

Ce document couvre l'ensemble des politiques et objectifs de l'institution en matière de gestion des risques :

- Mission statement;
- Strategic objectives;
- Risk profile of the organization;
- Risk appetite framework;
- Risk appetite definition;
- Monitoring and reporting.

Le Comité de Direction revoit sur base trimestrielle le rapport du Risk Officer sur l'évolution des ratios du « risk appetite » à l'intérieur de la fourchette établie annuellement, au travers du rapport trimestriel sur le contrôle des risques.

9.1.2. Structure et organisation chargée de la gestion des risques

L'institution confie le monitorage et le contrôle des risques aux trois axes de contrôle que sont le Risk Officer, le système de contrôle interne et l'Audit Interne.



L'activité de contrôle des risques est régie par la « General Risk Management Charter ».

Au travers du système de contrôle interne en place, la Banque monitore l'adhésion au « Risk appetite statement » au travers de règles strictes applicable à la ségrégation des activités et au contrôle systématique des risques réputés clefs. L'identification de l'ensemble des risques de l'institution est documentée dans un document synthétique appelé « cartographie des risques ». La cartographie des risques identifie et documente le contrôle mis en place pour mitiger le risque inhérent et en évalue son efficacité et le risque résiduel qui en découle.

Enfin, l'Audit Interne dont la mission est encadrée par une « Internal audit chart » évalue périodiquement le schéma descriptif, la systématisation et l'efficacité des contrôles internes réalisés. L'audit interne teste également l'encadrement procédural et le reporting de l'institution aux vues du prescrit juridique et des obligations de reporting prudentiel des établissements de crédit.

La fonction d'Audit Interne est assurée depuis 2018 par la Société de Révision KPMG.

9.1.3. Portée et nature des systèmes de déclaration et d'évaluation des risques

Cette activité est confiée par le Comité de Direction au Compliance Officer et au Risk Officer et est détaillée dans leur plan de travail respectif.

9.1.4. Politique en matière de couverture et d'atténuation des risques et procédures de monitorage mises en place

Les politiques de couverture et d'atténuation des risques sont articulées au travers de limites qui sont établies par le Comité de Direction et intégrées dans les procédures utilisées au sein de la société. Ces limites et couvertures sont définies pour les différentes transactions et ou activités menées par l'institution. Le monitorage des limites mises en place est réalisé par le Risk Analyst au travers de contrôles journaliers, hebdomadaires, mensuels ou trimestriels. Un rapport trimestriel est transmis par le Risk Analyst au Risk Officer et au Comité de Direction. D'autres mesures d'atténuation des risques sont également poursuivies par le Compliance Officer, notamment au travers de la politique d'acceptation de la clientèle, de la procédure « Know Your Customers » et de la procedure sur les sanctions économiques et financières, Dir. EU 2015/2366 (DSP2). Le rapport du Compliance Officer est revu par le Comité de Direction de la Banque. Les rapports sont également revus par l'« Audit, Risks and Compliance Committee » et approuvés par le Conseil d'Administration au moins sur base annuelle.

En ce qui concerne le risque de sécurité informatique et de cyber criminalité, un test d'intrusion (attack & penetration) est réalisé annuellement. L'institution confie ce test à une société externe spécialisée. Sur base du rapport fourni par cette société, les mesures adéquates sont mises en place.

9.1.5. Déclaration sur l'adéquation des dispositifs de gestion des risques

Le Comité de Direction réuni le 6 mars 2024 a réitéré son approbation sur l'adéquation des dispositifs de contrôle des risques de l'institution en approuvant le programme annuel du Risk Officer.

9.1.6. Informations concernant l'exposition de l'établissement aux différents risques approuvé par l'organe de direction :



9.1.6.1. Source des risques

La Banque Eni SA au sein du groupe Eni occupe essentiellement le rôle d'opérateur privilégié pour la gestion des flux de trésorerie entrant et sortant en toutes devises pour les sociétés du groupe. Elle est l'unique établissement de crédit faisant partie du groupe. Son activité financière se concentre essentiellement sur l'optimisation de la gestion des soldes en compte à vue pour toutes devises des clients, au travers de dépôts réalisés sur le marché.

Au vue de l'activité limitée de la Banque Eni SA, les risques auxquels l'institution peut être confrontée seront essentiellement liés à l'activité opérationnelle de gestion des flux sur comptes à vue et à son activité de trésorerie.

Les risques identifiés et évalués sont donc les suivants :

- Risque de crédit, de concentration et contrepartie ;
- Risque opérationnel;
- Risque de Marché/taux d'intérêt et taux de change;
- Risque de liquidité;
- Risque de crédit :
- 9.1.6.2. Méthode d'évaluation des risques du 1er Pilier
- 9.1.6.2.1. Le risque de crédit, de concentration et contrepartie

Le montant maximum que la Banque Eni SA puisse consentir comme dépassement client aux sociétés du groupe est régulé par le règlement CRR 575/2013, modifié par le règlement CRR2 876/2019, article 395 concernant les règles applicables aux fonds propres des établissements de crédit- limites aux grands risques. L'article fixe le montant maximum qui puisse être consenti aux sociétés du groupe - en tant que groupe ou individuellement - à 25% des fonds propres éligibles de l'institution. Les fonds propres éligibles de l'institution s'élèvent au 31 Décembre 2024 à 71,8 millions d'euros. Le dépassement client groupe maximum autorisé est donc de 18 millions d'euros. La mitigation du risque de dépassement du ratio de concentration est couverte par un collatéral de 200 million d'euros. Le collatéral est toujours constitué par un dépôt en cash effectué sous couvert d'un contrat de gage avec la société Eni SpA.

Banque Eni SA applique l'approche standard 8% sur l'exposition au risque de crédit pondéré de ses éléments d'actif. Le montant du risque pondéré est calculé en application du règlement sur les fonds propres CRR 575/2013, modifié par le règlement CRR2 876/2019, Chapitre 2 Approche standard Section 2 pondération de risques.

Le portefeuille titre ne comprend que des bonds d'état émis par des gouvernements européens ou entités supranationales européennes avec un rating minimum Baa3, conformément à l'article 114 point 4 du CRR, modifié par le CRR2, les expositions sur les administrations centrales des Etats membres reçoivent une pondération de risque de 0 %; pour les non Membres, les expositions pour lesquelles il existe une évaluation de crédit établie par un OEEC désigné (art. 114 point 2) , une pondération de risque est attribuée conformément au tableau 1.



Les dépôts auprès des organismes de crédit rating minimum Baa3 ou équivalent court terme P3 et les créances auprès des Administrations régionales ou locales sont pondérées conformément aux articles 115, 119,120, et 121 du règlement sur les fonds propres CRR 575/2013, modifié par le règlement CRR2 876/2019. En résumer on peut dire que dans la situation au 31 Décembre 2024 de l'institution, le risque sur les organismes de crédit a été pondérés à 20% sur la base de l'article 120 point 2 table 4 et rating P3 (circulaire PPB-2007-2-CPB reconnaissance des organismes externes d'évaluation de crédit). Les administrations régionales et locales sont pondérées également à 20 %, en vertu de l'article 115 §1 et point 5.

Les dépôts auprès des Banques centrales et autorités gouvernementales conformément à l'article 114 point 4 du CRR, modifié par le CRR2, les expositions sur les administrations centrales ou les banque centrales des Etats membres reçoivent une pondération de risque de 0 %.

Compte à vue et postes de hors bilan (article 111) : pour les positions avec les sociétés du groupe, conformément à l'article 122 du CRR, modifié par le CRR2, le risque pondéré appliqué est de 100% en vertu du point 2, expositions pour lesquelles il n'existe pas d'évaluation de crédit. Pour ce qui concerne l'exposition au risque vis-àvis de Eni spa, il est pondéré à 50% conformément au point 1 tableau 6 rating court terme P-2 (circulaire PPB-2007-2-CPB reconnaissance des organismes externes d'évaluation de crédit, – mapping court terme : (approche standard) en cas d'utilisation d'un collatéral, les pondérations de risque sont revues conformément à l'article 222 alinéa 3;

Créances sur sociétés commerciales conformément à l'article 122 du CRR, modifié par le CRR2, le risque pondéré appliqué est de 100% en vertu du point 2 exposition pour lesquelles il n'existe pas d'évaluation de crédit et autres expositions sont évaluées en vertu de l'article 134 avec une exposition à 100% il s'agit au 31 Décembre 2024 principalement des investissements différents de ceux déduits des fonds propres et des comptes de régularisation d'actif.

Le besoin en capital en ce qui concerne le risque de crédit au 31 Décembre 2024 est évalué à 18,6 millions d'euros. Il n'y a pas d'ajustement CVA, au 31 Décembre 2024. Le calcul du CVA de l'institution est couvert par l'article 384 du CRR, modifié par le CRR2, approche standard.

9.1.6.2.2. Le risque de marché

Banque Eni SA applique l'approche standard. Au 31 Décembre 2023, il n'y a pas de besoin en capital à identifier pour couvrir le risque de marché. L'endettement de la Banque Eni SA est constitué par les soldes des comptes à vue de la clientèle, ces fonds sont investis de manière concomitante par dépôts sur le marché interbancaire à court terme. Les positions nettes en devises des produits dérivés de taux de change et après couvertures ne dépassent pas 2 % du total des fonds propres.

9.1.6.2.3. Le risque opérationnel

Banque Eni SA applique l'approche indicateur de base. Celle-ci consiste en un ratio de 15 % sur la moyenne des résultats nets de l'activité financière et autre activité de prestation de services des trois derniers exercices. Le besoin en capital découlant du risque opérationnel calculé au 31 Décembre 2024 est évalué à 3,3 millions d'euros.

9.1.6.3. Méthode d'évaluation des risques du 2ème Pilier



9.1.6.3.1. Le risque de crédit

En ce qui concerne les contreparties bancaires, le Conseil d'Administration de la Banque Eni SA, sur base des politiques financières arrêtées par la direction financière du groupe en concertation avec le Comité de Direction de l'institution, approuve les contreparties bancaires autorisées pour réaliser les opérations de dépôts ou de change. Ces contreparties bancaires doivent toutes présenter au minimum un rating Moody's Baa3. La limite de concentration par contrepartie bancaire en ce qui concerne les dépôts est établie à maximum 55 millions d'euros ou équivalent en devises originales. La limite de concentration sur les contreparties bancaires est calculée conformément au règlement CRR 575/2013 article 395, modifié par le CRR2 876/2019. Le risque économique lié au défaut d'une contrepartie a été considéré tenant compte de la durée très réduite des dépôts effectués en dessous de trois mois et le rating élevé des contreparties.

Au 31 Décembre 2024, la perte maximum possible (DP) en ligne avec l'approche cidessus est égale à 0,42 millions d'euros.

9.1.6.3.2. Le risque de marché

Le conseil d'administration d'Eni S.p.A. a adopté la méthodologie du V.a.R. (Value at Risk) pour contrôler les risques de change et de taux d'intérêt et a établi des seuils de tolérance maximum pour ces types de risques.

Le Comité de Direction de la Banque a établi sa propre limite de V.a.R... Le risque global autorisé et calculé par la méthodologie du V.a.R. est limité à 0.5 millions d'euros pour ce qui concerne le risque de taux d'intérêts et à 0.15 millions d'euros pour le risque de change. En ligne avec les procédures du groupe, l'intervalle de confiance est établi à 99.90% et la durée de rétention à 20 jours. Comme décrite plus haut, l'activité de la Banque Eni SA, permet de limiter le risque de taux d'intérêt compris dans l'étude du « banking book » à l'évolution du portefeuille titres et de l'activité d'intermédiation bancaire, dont l'assomption de base au 31 Décembre 2024 est de 75,1 millions d'euros, dans le base scenario de l'IRRBB. Les besoins en capitaux générés par l'évolution défavorable du « banking book » shock short term, s'élèvent à 2,4 millions d'euros, tenant également compte des lignes directrices de l'EBA.

Pour l'évaluation du risque de marché sur le portefeuille titres, nous avons considéré, comme dans le stress test, une dégradation de trois *notches* de la note des obligations détenues en portefeuille et émises par des états européens. Les besoins en capitaux générés par cette évolution s'élèvent à 2 millions d'euros.

9.1.6.3.3. Le risque de liquidité

Comme décrit plus haut, l'activité de la Banque Eni SA, nous permet de confirmer que celle-ci n'est pas confrontée au risque de liquidité découlant de la difficulté à pouvoir négocier rapidement sur le marché des positions investies.

9.1.6.3.4. Le risque de change « intra-day »

Le risque "intra-day" qui pourrait se présenter dans l'activité de la Banque Eni SA, telle que décrite ci-dessus, est lié à la volatilité du marché pendant la journée de trésorerie sur les positions de change. Ce risque est géré par des limites imposées au trésorier. Le montant maximum autorisé en capital sur des positions de change non couvertes en cours de journée ne peut dépasser 20 millions d'euros. En fin de journée les positions ouvertes sont ramenées à maximum 1 million d'euros. Le besoin en capital



qui découle de l'évaluation du risque intra- day au 31 Décembre 2024 est évalué à 2 millions d'euros . Ce calcul est basé sur une volatilité « intra-day » estimée à 10%.

9.1.6.3.5. Le risque opérationnel

Le risque économique évalué se rapporte aux éventuelles erreurs humaines ou autres, infractions, interruptions dans la chaîne opérationnelle pour des motifs liés aux systèmes informatiques ou autres événements extérieurs à l'institution qui ont été évalués comme majeur. Des procédures et dispositions du type « business continuity plan » ont été mises en place par l'institution, dont une copie est disponible au siège de celle-ci sur demande auprès du Comité de Direction. L'évaluation précise de l'impact d'erreurs ou d'infractions a été réalisé, suite aux procédures de filtrages AML et au filtrage des paiements vers des pays soumis à des sanctions économiques (embargos) par les instances européennes et (où) américaines. Le risque économique découlant des facteurs opérationnels au 31 Décembre 2024 est évalué à 18,6 millions d'euros.

- 9.2. Dispositifs de gouvernance d'entreprise Art.435, CRR huitième partie
- 9.1.2. Nombre de fonctions de directions exercées par les membres de l'organe de gestion :

En plus de leur fonction exécutive dans l'institution, pendant l'année 2023 les membres exécutifs de l'organe de gestion ont exercé soit un mandat exécutif soit un mandat non-exécutif dans une autre société du groupe Eni.

En plus de leur fonction non-exécutive dans l'institution, les membres non-exécutifs exercent jusqu'à 3 mandats non-exécutifs dans d'autres sociétés du groupe Eni.

En vertu de l'art. 62 § 9 de la loi bancaire du 25 avril 2014, sont considérés comme un seul mandat, l'exercice de plusieurs mandats, impliquant ou non une participation à la gestion courante, dans des entreprises faisant partie du groupe dont fait partie l'établissement de crédit.

9.1.3. Politique de recrutement pour les membres de l'organe de gestion;

Les Administrateurs sont internes ou externes. Ils sont proposés par le département des Ressources Humaines de la maison mère et choisis en fonction de leurs différentes expériences. Le choix tient compte de différents éléments :

- les compétences technico-professionnelles en relation avec le métier de Banquier;
- l'expérience managériale accomplie et le rôle exercé dans d'autres sociétés ;
- l'engagement qui a été démontré dans l'accomplissement des précédentes affectations ;
- les opportunités de rotation au sein de différentes expériences précédentes.

L'institution s'assure également de l'honorabilité et du professionnalisme des candidats administrateurs.

Banque Eni applique également dans sa procédure de sélection tout le prescrit du "Manuel Fit&Proper" de la BNB du 20 décembre 2022».



Les candidats Administrateurs sont soit indépendants, soit sous contrat auprès de sociétés sœurs ou de la maison mère Eni Spa.

9.1.4. La politique de diversité applicable à la sélection des membres de l'organe de gestion ;

Memorandum on Corporate Governance "gender diversity policy" page 8 § 2.6:

"À cet égard, la Banque, conformément au Code d'éthique d'Eni Spa et à la directive du système de gestion "Corporate Governance for Eni Companies" de décembre 2022, a fixé un objectif pour la représentation du genre sous-représenté au sein du conseil d'administration : au moins 20 % du total des membres du conseil d'administration de la Banque doivent appartenir au genre le moins représenté. Le nombre minimum requis étant arrondi au nombre entier suivant."

9.1.5. Organes de gestion et structure organisationnelle

Les organes de gestion sont les suivants :

- Le Conseil d'Administration
- Le Comité de Direction
- Le Comité d'Audit, Risques et Compliance.

Le Comité d'Audit, Risques et Compliance se réuni 3 voire 4 fois par année. En 2024, le Comité s'est réuni à 3 reprises.

9.1.6. Flux de l'information sur les risques destinés à l'organe de gestion ;

Ce point est couvert dans chapitre 1. b) ci-dessus.

9.1.7. Politique de prévention des conflits d'intérêts :

L'institution étant une banque de groupe, le conflit d'intérêt entre les clients ne peut pas se vérifier, tous les clients faisant partie du même groupe

Les conflits généraux non liés aux clients sont couverts par les procédures, les lignes de conduites et le code éthique de l'institution détaillé dans le mémorandum sur la gouvernance d'entreprise.

9.1.8. Politiques en matière d'intégrité et de continuité :

La mission du Compliance Officer consiste en le contrôle du respect par l'institution de crédit des règles relatives à l'intégrité du métier de banquier et à la gestion saine et prudente e l'institution de crédit. La banque a appointé un Compliance officer qui dépend opérationnellement du Comité de Direction qui revoit annuellement son plan de travail. Le Compliance Officer rend compte directement et en pleine indépendance au Comité d'Audit, Risques et Compliance et au Conseil d'Administration sur le résultat de ses missions de contrôle. Le Compliance officer n'intervient dans aucune activité opérationnelle, d'audit, administrative et financière ou informatique. Le Compliance Officer s'assure notamment de l'application de la politique d'intégrité de Banque Eni, de la prévention du blanchiment d'argent, du suivi réglementaire, du contrôle de deuxième ligne des transactions financières, du



maîtrise du risque de conformité et réputationnel, ainsi que du respect de la réglementation en matière de protection des données.

L'institution a formalisé un plan de continuité des activités aux fins d'organiser les actions à entreprendre pour prévenir ou atténuer la sévérité d'une interruption possible du service aux clients. Le plan de continuité des activités a été articulé de tel façon et contient toutes les actions prédéfinies pour assurer qu'en cas de nécessité les processus critiques de la banque puisse être poursuivi avec des niveaux prédéterminés et acceptables de fonctionnalité et de capacité réduite. Chaque key officer développe son plan de continuité et assigne un rôle précis aux membres de son équipe afin d'assurer la résilience maximum possible des activités dont il est responsable. Le plan de continuité des activités est testé et revu chaque année et amélioré en fonction de l'évolution des activités, des législations, des lignes de conduite du régulateur national et des procédures internes. Chaque membre du personnel de l'institution connait son rôle précis en cas d'activation du plan par un des membres du Comité de Direction.

9.2. Champ d'application Art.436 CRR huitième partie, modifié par CRR2

a) et b) Structure de l'actionnariat et du contrôle de l'établissement

Banque Eni S.A. est une société anonyme par actions légalement constituée le 14 Mars 2006 (parts sociales ordinaires de 50.000 euros x 1000), ayant son siège social à 1040 Bruxelles rue Guimard 1/A (Belgique), et autorisée à exercer des activités bancaires par décision du Comité de Direction de la CBFA (aujourd'hui NBB), dont l'arrêté modifiant la liste des établissements de crédit agréés en Belgique du 25 Avril 2006, a été publié au MB du 8 Mai 2006. Les activités opérationnelles de la Banque Eni ont débuté le 27 Novembre 2006.

Les actionnaires de la Banque sont Eni International BV (999 actions nominatives) et Eni Oil holdings BV (1 action nominative). L'Eni International BV est détenue à son tour à 100 % par Eni Spa et Eni Oil Holdings BV est détenue à son tour à 100% par Eni ULX.ltd, détenue respectivement directement ou indirectement à 100% par Eni Spa. La société Eni Spa est une société anonyme italienne cotée en bourse, dont l'état italien détient directement ou indirectement 30,624 % des actions. La Société Banque Eni SA ne publie pas de comptes consolidés. Les comptes consolidés sont publiés par la maison mère Eni Spa. Eni est une entreprise énergétique mondiale, engagée dans l'ensemble de la chaîne de valeur : de l'exploration, du développement et de l'extraction de pétrole et de gaz naturel à la production d'électricité par cogénération et renouvelables, traditionnelles et bio raffinage et produits chimiques, et le développement de processus d'économie circulaire.

c), d) et e) ces points ne sont pas applicables à Banque eni SA.

9.3. Politiques de besoin en fonds propres Art.437/438/440 CRDIV huitième partie:

Détail des fonds propres en euro au 31 Décembre 2024 avant attribution du résultat et au sens du « Règlement des fonds propres CRR 575/2013, modifié par le règlement CRR2 876/2019» dans le cadre des informations publiées par les Établissements de Crédit :



Capital souscrit : 50.000.000 € Entièrement libéré

Réserve légale : 2.693.504 € Attribution annuelle 5 % des résultats

Bénéfice reporté: 22.663.579 €

Total 75.519.452 € Capital éligible TI

Déductions : (3.648.637) € Total des immobilisations incorporelles

Total fonds propres éligibles : 71.870.815 €

Résultat 2024 : 3.507.192 € Bénéfice de l'exercice 2024 à affecter

Note: CRR2 art.36(1)(b),36(4)

Nous n'avons pas identifié de software qui pourrait ne pas être déduit des fonds propres éligibles, en vertu du fait que leur valeur ne serait pas affectée par la résolution, l'insolvabilité ou la liquidation de l'institution.

Exigences en fonds propres Pilier I

Au 31 Décembre 2024 : € 14,8 millions d'euros.

Coussins de fonds propres :

Le calcul des coussins de fonds propres est conçu pour assurer que les banques accumulent des capitaux en dehors des périodes de stress qui peuvent être utilisés si des pertes sont encourues. L'exigence est fondée sur des règles de conservation des capitaux simples conçus pour éviter toute violation des exigences minimales de fonds propres

Le coussin de fonds propres au 31 Décembre 2024 s'élève à 2,5% du montant total exposé aux risques soit € 4,6 millions d'euros.

Le capital réservé complémentaire lié au SREP s'élève à 0,96% du montant total exposé aux risques soit € 1,8 millions d'euros

Méthode appliquée par l'établissement pour évaluer l'adéquation de ses fonds propres internes eu égard à ses activités actuelles et futures :

Le « Risk appetite statement » permet d'établir l'appétit au risque de l'institution et c'est en fonction de ce ratio que le besoin en fonds propres internes peut être monitoré au travers de l'évolution des prévisions budgétaires à court et moyen terme.

L'adéquation de l'exigence des besoins en fonds propres de l'institution, face à son profil de risque est détaillée et analysée dans le « Memorandun ICAAP».

9.4. Exposition au risque de contrepartie Art.439 CRR huitième partie, modifié par CRR2:

Voir point 1) Politiques et objectifs de la banque en matière de gestion des risques.

9.5. Indicateurs d'importance systémique mondiale Art.441 CRR, modifié par CRR2, huitième partie



L'établissement n'a pas été recensé comme étant d'importance systémique mondiale. L'établissement est classifié « Less Significant Institution »

9.6. Ajustement pour risque de crédit Art.442 CRR, modifié par CRR2, huitième partie:

Ne s'applique pas à l'institution.

9.7. Actifs non grevés Art.443 CRR, modifié par CRR2, huitième partie: (AMCO)

L'institution n'a pas d'actifs grevés et rapporte uniquement des d'actifs non grevés.

9.8 Recours aux OEEC Art.444 CRR, modifié par CRR2, huitième partie:

Ne s'applique pas à l'institution.

9.9 Exposition au risque de marché Art.445 CRR, modifié par CRR2, huitième partie:

Voir point 1) Politiques et objectifs de la banque en matière de gestion des risques.

9.10. Risque opérationnel Art.446 CRR, modifié par CRR2, huitième partie:

Voir point 1) Politiques et objectifs de la banque en matière de gestion des risques.

9.11. Expositions sur actions du portefeuille hors négociation Art.447 CRR, modifié par CRR2, huitième partie:

Ne s'applique pas à l'institution.

9.12. Expositions au risque de taux d'intérêts pour des positions du portefeuille hors négociation Art.448 CRR, modifié par CRR2, huitième partie:

L'institution acquiert des titres en application de la procédure pro fin 003 Besa r05 dont la dernière version a été approuvée par le Comité de Direction le 3 Juin 2021. La procédure couvre les activités et modalités opérationnelles pour l'achat de titres, la gestion du portefeuille, le risque de crédit et la surveillance de l'émetteur.

Le Comité de Direction établit les critères définissant la politique d'achat de titres qui sont notamment la typologie des titres approuvés, la duration, le rating minimum, l'émetteur. La mitigation de l'exposition au risque de taux d'intérêts s'effectue au travers du contrôle de limites. Les titres ne peuvent dépasser 15 millions d'euros par émetteur ; le montant détenu par chaque type de titre ne peut dépasser 5% de l'émission de celui-ci ; les obligations notées Baa3 Moody's ou BBB- Standard & Poors ne doivent pas dépasser 30% du total du portefeuille ; le total des investissements à taux fixe de doit pas dépasser 70% du total du portefeuille ; l'utilisation de produits qui pourrait constituer un effet de levier du portefeuille n'est pas permise. Le contrôle de l'exposition est réalisé en utilisant la méthodologie du V.A.R et commenté ci-dessus au point point f.3.2 Risque de Marché).

9.13. Exposition aux positions de titrisation Art.449 CRR, modifié par CRR2, huitième partie:

Ne s'applique pas à l'institution.

9.14 Politique de rémunération Art.450 CRR, modofié par CRR2, huitième partie:



En cohérence avec les objectifs et les principes généraux de la politique de rémunération d'Eni, Banque Eni adopte un système de rémunération destiné à équilibrer la rétribution entre composantes fixes et variables, dans une optique de renforcement de la durabilité des résultats, de gestion prudente du risque et de création de valeurs. La politique de rétribution elle-même s'inspire de critères basés sur la méritocratie et l'équité interne et souhaite contribuer à renforcer les valeurs, les capacités et les comportements cohérents avec la culture et la stratégie de l'entreprise en poursuivant les objectifs suivants :

- Assurer une rémunération cohérente par rapport aux responsabilités du rôle assumé, aux résultats obtenus et aux traitements du marché de référence ;
- Assurer la reconnaissance des résultats accomplis, de la qualité de la contribution professionnelle fournie et du potentiel de développement des ressources;
- Motiver vers l'amélioration continue du professionnalisme et des performances.

Le système de rémunération de Banque Eni est neutre sur le plan du genre pour l'ensemble de personnel: le principe de rémunération est fondé sur une rémunération égale pour les travailleurs masculins et féminins, en ce compris leurs preneurs du risque, pour un travail égal ou équivalent (de valeur égale). L'application de la politique de rémunération de Banque Eni est soumise à un audit interne indépendant chaque année qui vise à vérifier le respect de la règlementation bancaire, à savoir : la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit Section V, le règlement sur les fonds propres CRR 575/2013 art. 92, modifié par CRR2 876/2019, à la Directive 2013/36/UE CRDIV, modifiée par la Directive 2019/878/UE CRDV, le Règlement Délégué (UE) 2021/923, le "Manuel de gouvernance pour le secteur bancaire" de la NBB d'octobre 2018,, la Circulaire NBB_2021_30, les orientations de l'ABE du 2 juillet 2021 sur les politiques de rémunération saines, ainsi que les différents règlements EU en vigueur et les exonérations accordées par la Banque Nationale de Belgique. L'Audit Interne rapporte ses conclusions de manière indépendante au Comité de Direction, au Conseil d'Administration et au Comité d'Audit, Risques et Compliance.

Les Responsables des fonctions de contrôle indépendantes sont :

- i) Le Risk Officer;
- ii) Le Compliance Officer;
- iii) Le Responsable de l'Audit Interne (responsabilité confiée à un membre externe à l'institution la Société de Réviseurs KPMG).

Pour les membres du Comité de Direction, la politique de rémunération est délibérée par le Président du Conseil d'Administration, conformément aux politiques, systèmes et critères prévus par Eni pour les seniors managers, à la Loi bancaire du 25 Avril 2014, au manuel de gouvernance, aux règlements EU en vigueur et l'exonération prévue à l'article 33 §1 accordée à l'institution par la Banque Nationale. Vu la taille de l'institution, LSI et son rôle de banque de groupe, référence sera faite de manière succincte à la politique de rémunération et à sa conformité à la règlementation bancaire sur le site web de Banque Eni.



10. Environnement social et de bonne gouvernance (ESG)

La Banque Eni accorde de l'importance aux principes ESG et aux risques liés au climat et à l'environnement.

Dans ses processus et ses activités, la Banque garantit des solutions visant à protéger l'environnement et à améliorer constamment la compatibilité et l'efficacité énergétiques, en réduisant l'impact sur l'environnement ; à cette fin, la Banque Eni s'engage à garantir le respect des lois en vigueur concernant la gestion de l'efficacité énergétique.

La Banque Eni attribue la responsabilité de la gestion des risques liés au climat et à l'environnement au sein de la structure organisationnelle, conformément au modèle des trois lignes de défense :

- En première ligne de défense :

La responsabilité des risques liés au climat et à l'environnement est confiée au superviseur des processus, des procédures, de l'HSE et de la sécurité par le biais du suivi des indicateurs clés de performance. En cas d'application du plan de continuité des activités en raison d'événements liés à ces risques, la gestion est confiée au propriétaire du plan de continuité des activités, qui correspond au responsable de l'unité.

- Deuxième ligne de défense :

Les risques liés au climat et à l'environnement sont évalués et pris en compte dans les rapports suivants : ICAAP, ILAAP, cadre d'appétit pour le risque.

- Dans la troisième ligne de défense :

L'audit interne est responsable de l'examen et du test indépendants du cadre de gestion des risques (tous les rapports susmentionnés sont examinés).

La Banque promeut et diffuse l'éthique de la durabilité environnementale au sein de l'entreprise en promouvant le Code d'éthique et les pratiques de "bureau vert", c'està-dire en sensibilisant les employés à la manière d'intégrer dans leurs habitudes de travail des comportements visant à économiser l'énergie et à réduire les déchets (procédure « Regole di Green Office in Banque Eni SA »).

En ce qui concerne les questions financières, les risques de crédit, de marché et opérationnels prennent également en considération les risques liés au climat et à l'environnement. Ils sont pris en compte dans le scénario le plus défavorable pour calculer l'appétit pour le risque de la Banque Eni ou pour évaluer l'adéquation de notre capital dans le cadre de l'ICAAP.

En ce qui concerne le risque de liquidité, la perte de liquidité à la suite d'événements liés au climat et à l'environnement s'applique également au scénario ILAAP de la Banque Eni.

Dans le cadre de la gestion des portefeuilles de ses clients, la Banque Eni leur propose d'investir également dans des fonds ESG.

Le comité de gestion, le comité d'audit, de risque et de conformité et le conseil d'administration sont régulièrement informés des indicateurs clés de performance, de l'évaluation des risques liés au climat et à l'environnement et des résultats des tests



de résistance, afin de permettre au conseil d'administration de les prendre en compte dans les objectifs, la stratégie et la gestion des risques de l'entreprise.

Enfin, Banque Eni a émis une politique ESG en adoptant les objectifs globaux de durabilité d'Eni, présentés dans <u>Eni for</u> – le rapport annuel volontaire reliant la mission d'Eni aux 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies - et a adapté sa stratégie afin de répondre à des obligations spécifiques:

- Conformité réglementaire: garantir l'alignement avec les exigences belges et européennes, notamment les lignes directrices de la Banque Centrale Européenne (BCE) concernant les risques climatiques et environnementaux;
- Engagements volontaires: aller au-delà de la conformité pour intégrer progressivement des critères ESG dans ses opérations et promouvoir des pratiques financières responsables.

11. Affectation du Résultat

L'année 2024 s'est clôturée avec un bénéfice net de € 3.507.192. Nous proposons à l'Assemblée Générale l'affectation suivante :

Bénéfice reporté (capital réglementaire) de l'exercice précédent : € 22.663.580

Bénéfice net de l'exercice 2024 : € 3.507.192

Bénéfice affecter : € 26.170.772

Affectation à la réserve légale : € 175.360

Dividendes sur bénéfice 2024 à distribuer : € 3.331.000

Bénéfice à reporter (capital réglementaire) 31/12/2023 : € 22.664.412

12. Ressources Humaines

Au 31 décembre 2024, la Banque Eni SA en termes de ressources humaines totalise :

- 41 employés avec des contrats permanents,
- 2 expatriés,
- 6 intérimaires,
- 10 consultants ICT.



13. Autres Informations

13.10. Évolution des affaires :

Conformément à sa mission, la Banque continuera à fournir des services aux sociétés du Groupe Eni.

13.10.1. Évènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice 2024

Aucun.

13.10.2. Circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la Banque, pour autant que cette information ne soit pas de nature à porter gravement préjudice à la Banque :

Aucune.

13.10.3. Indication sur les activités de recherche et de développement :

La Banque ne mène aucune activité de recherche ou de développement.

13.10.4. Augmentation du capital :

Il n'y a pas eu d'augmentation du capital au cours de l'année 2024. La Banque ne possède ni succursales ni filiales.

13.10.5. Renseignements sur les acquisitions d'actions propres :

La Banque n'a procédé durant l'exercice comptable à aucun rachat d'actions propres.

13.10.6. Litiges:

Il n'y a pas de litiges ou de procédures administratives en cours à la date de clôture du bilan au 31 Décembre 2024.

13.10.7. Actionnaires:

Au 31 décembre 2024, l'actionnariat de la Banque est détenu pour 99,9 % par Eni International B.V. et pour 0,1 % par Eni Oil Holdings B.V. Ces deux sociétés ont leur siège social au Pays-Bas.

13.10.8. Information sur les produits financiers dérivés :

La Banque utilise divers instruments financiers pour couvrir son exposition aux fluctuations des taux d'intérêts et des taux de change. Le risque de crédit et de marché associé à ces instruments financiers est soumis aux règles habituelles des crédits, aux procédures de contrôle et de monitorage. Au 31 décembre 2024, la Banque n'a pas de contrat dérivé en cours.

13.1.10. Conformément au prescrit de l'Art. 96,9° du Code des Sociétés, nous attestons que le Comité d'Audit, Risques et Compliance de la Banque Eni est constitué par un membre du Conseil d'Administration non impliqué dans la gestion journalière de l'Etablissement de crédit et de deux membres administrateur non-exécutif externe au groupe Eni. Nous confirmons également que le Comité d'Audit Risques et Compliance compte parmi ses membres, au moins un membre qui possède la compétence en matière de comptabilité et d'audit. Nous confirmons également que



le Compliance Officer, le Risk Officer et le représentant de l'Audit interne et externe, consultants externes tous les deux, participent aux réunions du Comité d'Audit, Risques et Compliance, pour les matières de leur compétence.

13.1.11. Les Comptes Annuels présentés à L'Assemblée Générale pour sont conformes à la circulaire BNB_2021_20 et à l'Arrêté royal du 29 Aout 2021 portant modification de l'arrêté royal du 23 Septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit et modifiant la présentation des comptes annuels avec un schéma spécifique pour les Etablissements de crédit dont la dernière mise à jour (Schéma B) a été publiée sur le site de la NBB en 2023.

Nous remercions le personnel fixe de l'institution, le personnel intérimaire auxquels nous associons les différents consultants qui ont participé aux activités de l'institution pour leur sens du devoir, leur collaboration et leur disponibilité.

Le 12 Mars 2025

Pour Le Conseil d'Administration,

Federico Rey

Managing Director

A. D. Hano

Alberto Di Marzio

Executive Director



Principales règles d'évaluation

Les comptes annuels de la Banque Eni S.A. sont établis et présentés conformément à l'Arrêté royal du 23 septembre 1992 et des modifications apportées par l' A.R. du 5 Décembre 2016 relatif aux comptes annuels non consolidés et consolidés des établissements de crédit et dans le respect des principes comptables en vigueur en Belgique. Comptes annuels modèle spécifique (Schéma B) publié sur le site de la NBB (Word).

Les postes du bilan sont présentés, sauf mentions contraires, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les états financiers sont présentés en millier d'euros.

Les actifs, passifs et engagements hors bilan en devises sont convertis en euros au taux de change à la fin de chaque période comptable.

Les produits et les charges en devises sont convertis en euros au taux de change à la date de la transaction.

Les différences de change sont reprises dans le compte de résultat.

L'exercice comptable couvre 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre.

L'actif

Les liquidités ou équivalents sont enregistrés à la valeur nominale de l'opération.

Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale nette des provisions constituées sur risque de crédit. Une provision est constituée dès lors qu'il est probable que la Banque ne percevra pas tout ou partie des sommes dues par les débiteurs. Les provisions sont maintenues tant que la contrepartie présente un risque de défaillance et sont augmentées ou diminuées si nécessaire sur la base d'une révision périodique dont le résultat impacte directement le compte de résultats. Les créances irrécouvrables, pour lesquelles la procédure légale arrive à son terme, sont inscrites en pertes et les provisions correspondantes font l'objet d'une reprise. Ces créances sont ainsi éliminées du bilan. La règle comptable décrite ci-dessus, s'applique pour les crédits accordés à la clientèle sous forme d'avance en compte courant dans les limites du niveau de concentration prévu par le règlement CRR 575/2013 article 395 ; les avances en compte courant à la clientèle au-delà de cette limite, sont couverts le cas échéant par un collatéral en espèce qui garantit le remboursement des découverts non résolus après 3 jours ouvrables, pour l'ensemble des sociétés du groupe Eni.

Les intérêts sur créances douteuses, c'est-à-dire pour lesquels il existe un risque de non-paiement des sommes dues, sont comptabilisés en produits à recevoir et provisionnés. La provision sur les intérêts à recevoir est maintenue tant que les règlements ne reprennent pas de façon régulière et que l'emprunteur présente un risque de défaillance.

La Banque ne réalise pas d'activité de «trading » sur les titres BESA.

La Banque Eni S.A. ne possède aucune participation financière excepté les actions nominatives auprès de la société coopérative S.W.I.F.T en tant que membre de son réseau interbancaire. En conséquence, la Banque Eni S.A. ne prévoit actuellement aucune règle d'évaluation pour les actions de participation.



Le portefeuille titres de la Banque Eni S.A. sera constitué uniquement de titres acquis avec une intention de détention durable, en principe jusqu'à l'échéance. Le portefeuille titre est valorisé au coût historique. A leur date d'achat, les titres à revenu fixe sont enregistrés à leur prix d'acquisition hors frais. La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre. Au bilan, la valeur comptable du titre rejoint ainsi au fur et à mesure la valeur de remboursement. Ce rattachement est effectué selon un mode actuariel au taux de rendement réel à l'achat.

Un bien est investi lorsque sa valeur minimale est de 1.000 euros, cependant différents éléments d'un bien formant un tout indissociable, même si chaque élément est inférieur à 1.000 euros sera également investi. La TVA non déductible (est portée en investissement après calcul du prorata général définitif) et les frais accessoires suivent la comptabilisation du principal. Les immobilisations figurent au bilan pour leur valeur historique. Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

- Frais d'établissement

Frais d'établissement et d'augmentation de capital, frais d'émission d'emprunt et autres frais d'établissement : 5 ans (20 %)

Frais de restructuration: 5 ans (20 %)

- Immobilisations incorporelles

Licence software – Logiciel : 5 ans (20 %)

Licence software – Installation & Paramétrage : 5 ans (20 %)

- Immobilisations corporelles

Mobilier de bureau: 5 ans (20 %)

Matériel de bureau : 5 ans (20 %)

Matériel informatique : 3 ans (33 %)

- Location-financement et droits similaires : en fonction du tableau d'amortissement (Leasing)

Autres immobilisations corporelles: 10 ans (10 %) / 11 ans (9,1%)

Les frais accessoires sont immobilisés et amortis en ligne avec l'actif auquel ils se rapportent. (TVA non déductible, frais de transport avant utilisation, frais d'installation avant utilisation, frais de montage avant utilisation).

Dans la rubrique des autres actifs, les charges constatées d'avance ou à répartir et les produits à recevoir sont comptabilisés au prorata temporis.

Le Passif

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale diminuée des remboursements effectués.

Dans la rubrique des autres passifs, les charges à payer et les produits constatés d'avance ou à répartir sont comptabilisés au prorata temporis.

Aucune provision pour risques bancaires généraux ni pour le fond interne de sécurité n'est actée dans le bilan de la Banque Eni S.A.

Les comptes hors Bilan

Conservation et administration d'instruments financiers dématérialisés : Commercial paper (billets de trésorerie), d'obligations d'Etats et de titres

L'activité est menée conformément à la circulaire CBFA PPB-2007.7 et aux articles 77bis and 77ter de la loi du 6 Avril 1995-agrément CBFA Mai 2009.

Les titres dématérialisés (commercial paper) sont enregistrés dans les comptes hors bilan de l'institution ouverts à cet effet. Les comptes ont été scindés en fonction des différentes étapes :

- Création du titre émis par le client auprès de la BNB (compte ZU Nostro BNB);
- Transfert par la NBB en compte X exempté (compte ZJ Nostro BNB/X);
- Enregistrement du mouvement entre l'émetteur et l' « Issuing & Paying Agent » (compte ZU contreparties client/IPA).

Les mouvements sont enregistrés au jour le jour dans le système comptable de l'institution. Le transfert du titre vers un nouvel acquéreur est réconcilié à l'échéance sur base des informations fournie par DTC/Acupay. La réconciliation des comptes de hors bilan est réalisée sur base mensuelle avec les informations fournies au département comptable par le responsable de la gestion des titres.

Les obligations d'emprunts d'Etats et les titres confiés à l'institution sont enregistrés dans des comptes hors bilan ouverts à cet effet à leur valeur au moment où ils sont confiés à l'institution. Pour les clients belges, la juste valeur doit être communiquée au travers du Schéma A au moins une fois par an pour l'ensemble des titres.

Pour les clients non belges, la juste valeur des titres belges uniquement, doit être communiquée au travers du Schéma A au moins une fois par an. Cet ajustement de juste valeur n'est pas repris en hors bilan dans le système comptable de l'institution.

La Banque conclut des opérations de couverture avec des instruments financiers à terme de change afin de couvrir les risques de change sur des transactions spécifiques pour son propre compte ou pour les besoins de ses clients. Les opérations de change à terme conclues pour comptes propres sont comptabilisées au prorata temporis selon le report-déport et la réévaluation au « spot to spot » des contrats. Les opérations de change à terme conclues pour les besoins des clients sont comptabilisées à leur juste valeur. La Banque conclut également des transactions qui sont économiquement liées sans adopter systématiquement une comptabilité de couverture. Bien que ces transactions soient considérées comme activités de trading, la Banque ne s'attend pas à ce que de grandes différences d'évaluation apparaissent suite aux règles d'évaluation adoptées.



Le compte de Résultats

Les intérêts, produits et charges assimilés sont comptabilisés au prorata temporis. Les intérêts sont comptabilisés tous les jours et appliqués aux clients sur compte courant par le EOD de la fin du trimestre.

Les commissions perçues par Banque Eni sont calculées au moment de la transaction sur base des contrats et tarifs y afférents et comptabilisées sur les comptes courants clients/contreparties et en compte de résultat, par le EOD de fin de mois.

A partir de 2024, les commissions pour la gestion des comptes courants (1.337 kEUR) et les commissions pour la gestion du cash pooling (115 kEUR) seront classées dans la rubrique « autres commissions perçues ».

- Produits:

Les services prestés par Banque Eni S.A. sont comptabilisés sur base des contrats et tarifs y afférents.

Les autres produits d'exploitation comprennent les produits qui ne résultent pas d'une prestation de services effectuée dans le cadre de l'activité habituelle de l'entreprise et qui n'entrent donc pas dans les services prestés. Par exemple, la comptabilisation de factures dont le coût n'est pas propre à la Banque et qui feront l'objet d'une refacturation à l'identique.

- Charges;

Les services et biens divers comprennent les achats de biens et services qui sont nécessaires au fonctionnement de l'entreprise et qui sont définis comme « des charges afférentes à des services prestés ou à des biens livrés et relatifs à l'exploitation ». Ceux-ci sont comptabilisés sur la base des contrats y afférents.

Les frais de personnel (rémunérations, charges sociales, pensions) comprennent les rémunérations et les avantages sociaux directs des administrateurs ou des gérants et des membres du personnel, ainsi que les charges sociales et les pensions. Ces frais doivent être comptabilisés à charge de chaque exercice comptable. Ceux-ci sont comptabilisés conformément aux fiches de paie préparées par le secrétariat social. Les charges d'amortissement, réductions de valeur et provisions pour risques et charges sont comptabilisées selon les règles d'évaluation des investissements. Les autres charges d'exploitation correspondent aux charges qui ne résultent pas de prestations de services ou de livraisons de bien par des tiers dans le cadre de l'activité habituelle de l'entreprise, et qui n'entrent donc pas dans les services ou biens divers. Il s'agit notamment des impôts qui doivent être considérés comme des charges professionnelles, comme : taxe sur la force motrice ou sur le personnel occupé, tout impôt communal, provincial ou régional.

En ce qui concerne la T.V.A. non déductible, celle-ci est déterminée de façon forfaitaire en appliquant les règles du « prorata général » et comptabilisée comme telle. Les pourcentages de déductibilité et de non déductibilité du « prorata général » sont revus annuellement. A partir de 2024, le montant de TVA non déductible, qui s'élève à 1.174.584,86 EUR sera déclarée sous le code 41500 au lieu du code 40720.



Comptes Annuels -

Schéma B

Bilan après répartition

Compte de résultats

Affectations et prélèvements

Annexes



COMPTES ANNUELS

| DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt) |
|---|
| DÉNOMINATION : BANQUE ENI S.A. |
| Forme juridique ¹ : SOCIETE ANONYME |
| Adresse : RUE GIUMARD |
| Code postal : 1040 Commune : BRUXELLES |
| Land : BELGIQUE |
| Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de l'entreprise de |
| Adresse Internet ² : http://www. |
| Adresse e-mail ² : |
| Numéro d'entreprise BE 0879.995.183 |
| DATE 10/06/2024 de dépôt du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts. |
| COMPTES ANNUELS en milliers d'EUROS ³ approuvés par l'assemblée générale du 04/04/2025 |
| et relatifs à l'exercice couvrant la période du 01 / 01 / 2024 au 31 / 12 / 2024 |
| Exercice précédent du 01 / 01 / 2023 au 31 / 12 / 2023 |
| Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ne sont pas 4 identiques à ceux publiés antérieurement. Modèle de compte annuel qui déroge à celui prévu dans l'A.R. du 29 avril 2019 en vertu de ⁵ : |
| Sont joints aux présents comptes annuels ² : Page 80 à 83 : Règles d'évaluation ; Page 84 à 128 Rapport de Gestion ; Page 129 à 133 : Rapport des Commissaires : Page 134 Courrier transmis à la B.N.B. |
| Nombre total de pages déposées : 40. Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet : C-ét 2.2, C-ét 6.3.3, C-ét 6.4.1, C-ét 6.4.2, C-ét 6.5.2, C-ét 6.5.3, C-ét 6.5.5, C-ét 6.5.6, C-ét 6.6.1, C-ét 6.6.2, C-ét 6.7.1, C-ét 6.7.2, C-ét 6.7.3, C-ét 6.8.1, C-ét 6.8.2, C-ét 6.8.4, C-ét 6.8.6, C-ét 6.13, C-ét 6.14, C-ét 6.20, C-ét 6.21.1, C-ét 6.21.2, C-ét 6.21.3, C-ét 6.21.4, C-ét 6.22, C-ét 6.24.2, C-ét 6.24.2, C-ét 6.24.3, C-ét 6.24.4, C-ét 6.24.5, C-ét 6.24.6, C-ét 6.25, C-ét 6.31, C-ét 6.32.2 |
| Signature (nom et qualité) Federico REY Membre du Conité de Direction et du Conseil d'Administration Signature (nom et qualité) Alberto Di MARZIO Membre du Comité de Direction et du Conseil d'Administration |



¹ Le cas échéant, la mention 'en liquidation' est ajoutée à la forme juridique.

Mention facultative.
 Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

⁴ Biffer la mention inutile.

⁵ Mention de la base légale ou réglementaire qui justifie l'usage d'un modèle dérogatoire.

N° C-ét 2.1

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

LISTE COMPLÈTE des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise

PricewaterhouseCoopers (PwC) - Réviseurs d'entreprises (Code IRE : B00009)

Culliganlaan, 5 – 1831 Diegem, Belgique

Commissaire Début de mandat : 01/04/2022 Fin de mandat : 04/04/2025

Est représenté par : JOOS Gregory, Belgique (Code : A 02025)

SIAS Paolo

Corso di Porta Romana, 117 - 20122 Milano, Italie

Président du Conseil d'Administration Début du mandat : 06/04/2023

Mandat conféré jusqu'au 3 avril 2026

REY Federico

Rue Defacqz, 109 - 1060 Bruxelles, Belgique

Administrateur-Délégué et Président du Comité de Direction Début de mandat : 06/04/2023

Mandat conféré jusqu'au 3 avril 2026

FORMICHELLA Ernesto

Via Della Grande Muraglia, 2 – 00144 Roma, Italie

Directeur Exécutif et Membre du Comité de Direction Début du mandat : 06/04/2023

Mandat conféré jusqu'au 3 avril 2026

DI MARZIO Alberto

60, Square Robert Goldschmidt - 1050 Bruxelles, Belgique

Directeur Exécutif et Membre du Comité de Direction

Mandat conféré jusqu'au 3 avril 2026

D'ECCLESIIS Vittorio

Rue Belle-Vue, 28 - 1000 Bruxelles, Belgique

Directeur Exécutif et Membre du Comité de Direction Début du mandat : 06/04/2023

Mandat : Démission avec date effective le 24 juillet 2024

VIGNATI Claudia

Via Pasini, 20 – 20129 Milan, Italie

Directeur non-Exécutif

Mandat conféré jusqu'au 3 avril 2026

PINARDI Carlo Maria

Via Alberto Da Giussano, 22 – 20145 Milan, Italie Administrateur indépendant et Directeur Non-Exécutif

Administrateur independant et Directeur Non-Execut

Mandat conféré jusqu'au 3 avril 2026

FIGUS Marco

Via San Valentino, 11 - 00197 Rome, Italie

Administrateur indépendant et Directeur Non-Exécutif

Mandat conféré jusqu'au 3 avril 2026

Début du mandat : 24/07/2024

Début du mandat : 06/04/2023

Début du mandat : 06/04/2023

Début du mandat : 06/04/2023



| N° | | C-ét 2.2 |
|----|--|----------|

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application de l'article 5 de la loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal

Les comptes annuels ont / n'ont pas* été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable certifié, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous; les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission :

- A. La tenue des comptes de la société**
- B. L'établissement des comptes annuels**,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des experts-comptables ou par des experts-comptables-fiscalistes, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque expert-comptable ou expert-comptable fiscaliste et son numéro de membre auprès de l'Institut des Conseillers fiscaux et des Experts-comptables (ICE) ainsi que la nature de sa mission.

| Nom, prénoms, profession, domicile | Numéro de membre | Nature de la mission (A, B, C et/ou D) |
|------------------------------------|------------------|---|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |



^{*} Biffer la mention inutile.

^{**} Mention facultative.

N° C-ét 3.1

BILAN APRÈS RÉPARTITION

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|--------------|---------------|----------------------------|---|
| ACTIF | | | 16 (100) (100) (100) | 1 0000000000000000000000000000000000000 |
| | | | | ř |
| I. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | | 10100 | 9.158 | 5.987 |
| II. Effets publics admissibles au refinancement auprès | | | XXXX-Quidetti Altinoqui 45 | 1990,000 |
| de la banque centrale | | 10200 | | |
| III. Créances sur les établissements de crédit | 6.1 | 10300 | 975.578 | 1.267.991 |
| A. A vue | | 10310 | 147.075 | 431.105 |
| B. Autres créances (à terme ou à préavis) | | 10320 | 828.503 | 836.886 |
| IV. Créances sur clients | 6.2 | 10400 | 5.447 | 2.676 |
| V. Obligations et autres titres à revenu fixe | 6.3 | 10500 | 50.665 | 41.785 |
| A. D'émetteurs publics | | 10510 | 50.665 | 41.785 |
| B. D'autres émetteurs | | 10520 | | |
| VI. Actions, parts de sociétés et autres titres à revenu | | | | |
| variable | 6.4 6.5 / | 10600 | 3 | |
| VII. Immobilisations financières | 6.6.1 | 10700 | 111 | 65 |
| A. Participations dans des entreprises liées | | 10710 | | |
| B. Participations dans d'autres entreprises avec | | 0-000 -004000 | | |
| lesquelles il existe un lien de participation | | 10720 | | |
| C. Autres actions et parts constituant des immobilisations financières | | 10730 | 111 | 65 |
| D. Créances subordonnées sur des entreprises liées et | | 10/30 | 111 | 05. |
| sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien | | | | |
| de participation | | 10740 | | |
| VIII. Frais d'établissement et immobilisations | | | | |
| incorporelles | 6.7 | 10800 | 3.649 | 3.251 |
| IX. Immobilisations corporelles | 6.8 | 10900 | 36 | 79 |
| X. Actions propres | | 11000 | | |
| XI. Autres actifs | 6.9 | 11100 | 405 | 683 |
| XII. Comptes de régularisation | 6.10 | 11200 | 2.285 | 2.444 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 19900 | 1.047.334 | 1.324.961 |



N° C-ét 3.2

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|------|---|---|---|
| PASSIF | | | | |
| FONDS DE TIERS | | 201/208 | 971.639 | 1.249.441 |
| I. Dettes envers des établissements de crédit | 6.11 | 20100 | 2.657 | 16.083 |
| A. A vue | | 20110 | | |
| B. Dettes résultant de mobilisation par réescompte | | | | |
| d'effets commerciaux | | 20120 20130 | 2.657 | 16.083 |
| | | 000000000000000000000000000000000000000 | S | 1-00-4-000-4-00-00-00-00-00-00-00-00-00-0 |
| II. Dettes envers la clientèle A. Dépôts d'épargne | 6.12 | 20200 20210 | 961.904 | 1.226.217 |
| B. Autres dettes | | 20210 | 961.904 | 1.226.217 |
| 1. A vue | | 20221 | 761.904 | 1.026.217 |
| 2. A terme ou à préavis | | 20222 | 200.000 | 200.000 |
| 3. Résultant de mobilisation par réescompte d'effets | | | | |
| commerciaux | | 20223 | | |
| III. Dettes représentées par un titre | 613 | 20300 | , | |
| A. Bons et obligations en circulation | | 20310 | | |
| B. Autres | | 20320 | | |
| IV. Autres dettes | 614 | 20400 | 6.429 | 6.333 |
| V. Comptes de régularisation | 6.15 | 20500 | 649 | 808 |
| VI. Provisions et impôts différés | | 20600 | | |
| A. Provisions pour risques et charges | | 20610 | | |
| Pensions et obligations similaires | | 20611 | | |
| 2. Impôts | | 20612 | | |
| 3. Autres risques et charges | 6.16 | 20613 | | |
| B. Impôts différés | | 20620 | | |
| VII. Fonds pour risques bancaires généraux | | 20700 | *************************************** | *************************************** |
| VIII. Dettes subordonnées | 6.17 | 20800 | | |
| CAPITAUX PROPRES | | 209/213 | <u>75.695</u> | 75.520 |
| IX. Capital | 6.18 | 20900 | 50.000 | 50.000 |
| A. Capital souscrit | | 20910 | 50.000 | 50.000 |
| B. Capital non appelé | | 20920 | | |
| X. Primes d'émission | | 21000 | | |
| XI. Plus-values de réévaluation | | 21100 | *************************************** | *************************************** |
| XII. Réserves | | 21200 | 3.031 | 2.856 |
| A. Réserve légale | | 21210 | 3.031 | 2.856 |
| B. Réserves indisponibles | | 21220 | | *************************************** |
| Pour actions propres Autres | | 21221 | | |
| C. Réserves immunisées | | 21222 21230 | | |
| D. Réserves disponibles | | 21230 | | |
| XIII. Bénéfice (Perte) reporté(e)(+)/(-) | | 21300 | 22.664 | 22.664 |
| TOTAL DU PASSIF | | 29900 | 1.047.334 | 1.324.961 |



N° C-ét 3.3

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------|-------|----------|---|
| POSTES HORS BILAN | | | | |
| I. Passifs éventuels | 5.22 | 30100 | | |
| A. Acceptations non négociées | | 30110 | | |
| B. Cautions à caractère de substitut de crédit | | 30120 | | |
| C. Autres cautions | | 30130 | | |
| D. Crédits documentaires | | 30140 | | |
| E. Actifs grevés de sûretés réelles pour compte de tiers | | 30150 | | |
| II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de | 6.22/ | | | |
| crédit | 6.24 | 30200 | | |
| A. Engagements fermes de mise à disposition de fonds | | 30210 | | |
| B. Engagements du fait d'achats au comptant de | | | | |
| valeurs mobilières ou autres valeurs | | 30220 | | |
| C. Marge disponible sur lignes de crédit confirmées | | 30230 | | |
| D. Engagements de prise ferme et de placement de | | | | |
| valeurs mobilières | | 30240 | | |
| E. Engagements de rachat résultant de cessions | | | | |
| rétrocessions imparfaites | | 30250 | | |
| III. Valeurs confiées à l'établissement de crédit | | 30300 | 548.379 | 618.603 |
| A. Valeurs détenues sous statut organisé de fiducie | | 30310 | | 370070000000000000000000000000000000000 |
| B. Dépôts à découvert et assimilés | | 30320 | 548.379 | 618.603 |
| IV. A libérer sur actions et parts de sociétés | | 30400 | , | |



N° C-ét 4

COMPTE DE RÉSULTATS (présentation sous forme de liste)

| I. Intérêts et produits assimilés 5.23 40100 A. Dont : de titres à revenu fixe 40110 II. Intérêts et charges assimilées 40200 III. Revenus de titres à revenu variable 5.23 40300 | 53.189 1.220 - 49.559 | 34.083 809 - 31.081 |
|---|-----------------------------|---|
| II. Intérêts et charges assimilées | - 49.559 | 1,00C(014)(10), |
| · · · · · · · · · · · · · · · · · · · | | - 31.081 |
| III Povenus de titros à revenu veriable | | |
| 12 10 100 100 100 100 100 100 100 100 10 | | |
| A. D'actions, parts de société et autres titres à revenu variable | | |
| variable | | |
| C. De participations dans d'autres entreprises avec | | |
| lesquelles il existe un lien de participation | | |
| D. D'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières | | |
| 2004 AND 8 1033 | 995a - 0000000 | 2000 4000 00 |
| IV. Commissions perçues 5.23 40400 A. Courtages et commissions apparentées 40410 | 15.887 12.504 | 13.788 11.859 |
| B. Rémunération de services de gestion, de conseil et | 12.004 | 11.000 |
| de conservation | 1.928 | 1.929 |
| C. Autres commissions perçues | 1.455 | |
| V. Commissions versées 40500 | - 1.245 | - 1.286 |
| VI. Bénéfice (Perte) provenant d'opérations financières(+)/(-) 5.23 40600 A. Du change et du négoce de titres et autres | 2.655 | 3.441 |
| instruments financiers | 2.665 | 3,441 |
| B. De la réalisation de titres de placement | | |
| VII. Frais généraux administratifs | - 12.041 | - 12.959 |
| A. Rémunérations, charges sociales et pensions 40710 | - 5.824 | - 6.065 |
| B. Autres frais administratifs | - 6.217 | - 6.894 |
| VIII. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | - 1.372 | - 1.302 |
| | - 1.072 | - 1.502 |
| IX. Réductions de valeur sur créances et provisions pour les postes "I. Passifs éventuels" et | | |
| "II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de | | |
| crédit" du hors bilan : dotations (reprises)(+)/(-) | | |
| X. Réductions de valeur sur le portefeuille de | | |
| placements en obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable : dotations (reprises)(+)/(-) 41000 | 33333333333333333333 | |
| XI. Provisions pour risques et charges autres que ceux | | |
| visés par les postes « "I. Passifs éventuels" et | | |
| "II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit" du hors bilan : utilisations (reprises)(+)/(-) 41100 | | |
| XII. Provisions pour risques et charges autres que | | *************************************** |
| ceux visés par les postes "I. Passifs éventuels" et | | |
| "II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de | | |
| crédit" du hors bilan | | |
| XIII. Prélèvement sur le (Dotation au) fonds pour risques bancaires généraux(+)/(-) 41300 | | |
| XIV. Autres produits d'exploitation | 235 | 1.974 |
| XV. Autres charges d'exploitation | - 2.481 | - 1.778 |
| XVI. Bénéfice (Perte) courant(e) avant impôts(+)/(-) 41600 | 5.268 | 4.880 |



N° C-ét 4

| XVII. Produits exceptionnels | | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|----------------|---|---|
| | | 41700 | | |
| A. Reprises d'amortissements et de réductions de | | | 0,000,000,000,000,000,000,000,000,000,000,000,000 | |
| valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 41710 | | |
| B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations | | | | |
| financières | | 41720 | | , |
| C. Reprises de provisions pour risques et charges | | 44700 | | |
| exceptionnels | | 41730 41740 | | |
| E. Autres produits exceptionnels | | 41740 | | |
| 9975395397 9975 975 259 | | | | *************************************** |
| XVIII. Charges exceptionnelles | | 41800 | | |
| A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur | | | | |
| immobilisations incorporelles et corporelles | | 41810 | | |
| B. Réductions de valeur sur immobilisations financières | | 41820 | | |
| C. Provisions pour risques et charges exceptionnels : | | | | |
| dotations (utilisations)(+)/(-) | | 41830 | | |
| D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés | | 41840 | | , |
| E. Autres charges exceptionnelles | 5.25 | 41850 | | *************************************** |
| XIX. Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts(+)/(-) | | 41910 | 5.268 | 4.880 |
| XIXbis.A. Transfert aux impôts différés | | 41921 | | |
| B. Prélèvements sur les impôts différés | | 41922 | | |
| XX. Impôts sur le résultat(+)/(-) | 5.26 | 42000 | - 1.761 | - 1.633 |
| A. Impôts | | 42010 | - 1.761 | - 1.825 |
| B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions | | | | |
| fiscales | | 42020 | | 192 |
| XXI. Bénéfice (Perte) de l'exercice(+)/(-) | | 42100 | 3.507 | 3.247 |
| XXII. Transfert aux (Prélèvements sur les) réserves | | | | |
| immunisées(+)/(-) | | 42200 | | |
| XXIII. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-) | | 42300 | 3.507 | 3.247 |



N° C-ét 4bis

COMPTE DE RÉSULTATS (présentation sous forme de compte)

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|----------------|----------------|--------------------|
| FRAIS | | | | |
| II. Intérêts et charges assimilées | | 40200 | 49.559 | 31.081 |
| V. Commissions versées | | 40500 | 1.245 | 1.286 |
| VI. Perte provenant d'opérations financières(-) A. Du change et du négoce de titres et autres instruments financiers(-) | | 40600 40610 | | |
| B. De la réalisation de titres de placement(-) | | 40610 | | |
| VII. Frais généraux administratifs | | 40700 | 12.041 | 12.959 |
| A. Rémunérations, charges sociales et pensions B. Autres frais administratifs | | 40710 40720 | 5.824 6.217 | 6.065 6.894 |
| | | 40720 | 6.217 | 6.894 |
| VIII. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 40800 | 1.372 | 1.302 |
| IX. Réductions de valeur sur créances et provisions pour les postes "I. Passifs éventuels" et "II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit" du hors bilan | | 40900 | | |
| X. Réductions de valeur sur le portefeuille de placements en obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable | | 41000 | | |
| XII. Provisions pour risques et charges autres que ceux visés par les postes "I. Passifs éventuels" et "II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit" du hors bilan | | 41200 | | |
| XIII. Dotation au fonds pour risques bancaires généraux(+)/(-) | | 41300 | | |
| XV. Autres charges d'exploitation | 5.23 | 41500 | 2.481 | 1.778 |
| XVIII. Charges exceptionnelles | | 41800 | | |
| exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 41810 | | |
| B. Réductions de valeur sur immobilisations financières C. Provisions pour risques et charges exceptionnels : | | 41820 | | |
| dotations (utilisations)(+)/(-) | | 41830 | | |
| D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés | 5.25 | 41840 41850 | | |
| E. Autres charges exceptionnelles | 5.25 | N 0 | | |
| XIXbis.A. Transfert aux impôts différés | 5.00 | 41921 | 4 764 | 4 622 |
| XXI. Bénéfice de l'exercice | 5.26 | 42010 | 1.761 3.507 | 1.633 3.247 |
| | | 42100 | 5.551 | |
| XXII. Transfert aux réserves immunisées(-) | | 42200 | 0.507 | 0.047 |
| XXIII. Bénéfice de l'exercice à affecter | | 42300 | 3.507 | 3.247 |



N° C-ét 4bis

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|-------|---|--------------------|
| PRODUITS | | | | · |
| I. Intérêts et produits assimilés | 5.23 | 40100 | 53.189 | 34.083 |
| A. Dont : de titres à revenu fixe | 5.25 | 40110 | 1.220 | 809 |
| III. Revenus de titres à revenu variable | 5.23 | 40300 | | |
| variable | | 40310 | | |
| B. De participations dans des entreprises liées C. De participations dans d'autres entreprises avec | | 40320 | | |
| lesquelles il existe un lien de participation D. D'autres actions et parts de société constituant des | | 40330 | | |
| immobilisations financières | | 40340 | | |
| IV. Commissions perçues | 5.23 | 40400 | 15.887 | 13.788 |
| A. Courtages et commissions apparentées B. Rémunération de services de gestion, de conseil et | | 40410 | 12.504 | 11.859 |
| de conservation | | 40420 | 1.928 | 1.929 |
| C. Autres commissions perçues | | 40430 | 1.455 | |
| VI. Bénéfice provenant d'opérations financières A. Du change et du négoce de titres et autres | 5.23 | 40600 | 2.655 | 3.441 |
| instruments financiers | | 40610 | | |
| B. De la réalisation de titres de placement | | 40620 | | |
| IX. Reprises de réductions de valeur sur créances et reprises de provisions pour les postes "I. Passifs éventuels" et "II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit" du hors bilan | | 40900 | | |
| S S S S S S S S S S S S S S S S S S S | | 40300 | ,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,, | |
| X. Reprises de réductions de valeur sur le portefeuille de placements en obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable | | 41000 | | |
| XI. Utilisations et reprises de provisions pour risques et charges autres que ceux visés par les postes "I. Passifs éventuels" et "II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit" du hors bilan | | 41100 | | |
| No. 10. | | 41100 | | |
| XIII. Prélèvement sur le fonds pour risques bancaires généraux | | 41300 | | |
| XIV. Autres produits d'exploitation | 5.23 | 41400 | 235 | 1.974 |
| XVII. Produits exceptionnels | | 41700 | | |
| Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 41710 | | |
| B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières | | 41720 | | |
| C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels | | 41730 | | |
| D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés | | 41740 | | |
| E. Autres produits exceptionnels | 5.25 | 41750 | | |
| XIXbis.B. Prélèvements sur les impôts différés | | 41922 | | |
| XX.B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales | 5.26 | 42020 | | |
| XXI. Perte de l'exercice | | 42100 | | |
| | | | | |
| XXII. Prélèvements sur les réserves immunisées | | 42200 | | |
| XXIII. Perte de l'exercice à affecter | | 42300 | | |



| N° | | | C-ét 5 |
|----|--|--|--------|
|----|--|--|--------|

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| A. Bénéfice (Perte) à affecter (+)/(-) 1. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter (+)/(-) 2. Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent (+)/(-) | 49100 (42300) (21300P) | 26.171 3.507 22.664 | 25.911 3.247 22.664 |
| B. Prélèvements sur les capitaux propres 1. Sur le capital et les primes d'émission 2. Sur les réserves | 49200 49210 49220 | | |
| C. Affectations aux capitaux propres 1. Au capital et aux primes d'émission 2. A la réserve légale 3. Aux autres réserves | 49300 49310 49320 49330 | 175 175 | 162 162 |
| D. Bénéfice (Perte) à reporter(+)/(-) | 49400 | 22.664 | 22.664 |
| E. Intervention d'associés dans la perte | 49500 | | |
| F. Bénéfice à distribuer 1. Rémunération du capital 2. Administrateurs ou gérants 3. Autres allocataires | 49600 49610 49620 49630 | 3.331 3.331 | 3.085 3.085 |



| N° |
|-----|
| |
| I I |

ANNEXE

I. ETAT DES CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (poste III de l'actif)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|---------|----------|---|
| A. RELEVÉ POUR LE POSTE DANS SON ENSEMBLE | (10300) | 975.578 | |
| 1. Créances sur les entreprises liées | 50101 | | |
| Créances sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation | 50102 | | |
| 3. Créances subordonnées | 50103 | | *************************************** |
| B. RELEVÉ DES AUTRES CRÉANCES (À TERME OU À PRÉAVIS) | (10320) | 828.503 | 836.886 |
| Effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale du ou des pays d'implantation de l'établissement de crédit | 50104 | | |
| 2. Ventilation des autres créances (à terme ou à préavis) selon leur durée résiduelle | | | |
| a. Trois mois maximum | 50105 | 828.503 | |
| b. Plus de trois mois à un an maximum | 50106 | | |
| c. Plus d'un an à cinq ans maximum | 50107 | | |
| d. Plus de cinq ans | 50108 | | |
| e. A durée indéterminée | 50109 | | |



| N° | C-ét 6.2 |
|----|----------|
|----|----------|

II. ETAT DES CREANCES SUR LA CLIENTELE (poste IV de l'actif)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------|---|--------------------|
| 1. Créances sur les entreprises liées | 50201 | 5.388 | 2.574 |
| 2. Créances sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de | | | |
| participation | 50202 | | |
| 3. Créances subordonnées | 50203 | | |
| 4. Effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale du ou | | | |
| des pays d'implantation de l'établissement de crédit | 50204 | | |
| 5. Ventilation des créances sur la clientèle selon leur durée résiduelle | | | |
| a. Trois mois maximum | 50205 | 5.447 | |
| b. Plus de trois mois à un an maximum | 50206 | *************************************** | |
| c. Plus d'un an à cinq ans maximum | 50207 | | |
| d. Plus de cinq ans | 50208 | | |
| e. A durée indéterminée | 50209 | | |
| 6. Ventilation des créances sur la clientèle selon la nature des débiteurs | | | |
| a. Créances sur les pouvoirs publics | 50210 | *************************************** | |
| b. Créances sur les particuliers | 50211 | | |
| c. Créances sur les entreprises | 50212 | 5.447 | 2.676 |
| 7. Ventilation des créances sur la clientèle selon leur nature | | | |
| a. Effets commerciaux (y compris acceptations propres) | 50213 | | |
| b. Créances résultant de la location-financement et créances similaires | 50213 | | |
| c. Prêts à taux de chargement forfaitaire | 50214 | | |
| d. Prêts hypothécaires | 50216 | | |
| e. Autres prêts à terme à plus d'un an | 50217 | | |
| f. Autres créances | 50218 | 5.447 | |
| | 00210 | 0.111 | |
| 8. Ventilation géographique des créances sur la clientèle | | | |
| a. Origine belge | 50219 | 22 | |
| b. Origine étrangère | 50220 | 5.425 | |
| 9. Données analytiques relatives aux prêts hypothécaires avec | | | |
| reconstitution auprès de l'établissement ou assortis de contrats | | | |
| d'assurance-vie et de capitalisation | | | |
| a. Capitaux initialement prêtés | 50221 | | |
| b. Fonds de reconstitution et réserves mathématiques se rapportant à ces | | | |
| prêts | 50222 | | |
| c. Encours net de ces prêts (a - b) | 50223 | | |



| C-et 0.5.1 | N° C-ét 6.3 |
|------------|---------------|
|------------|---------------|

III. ETAT DES OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE (poste V de l'actif)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|----------------------------------|------------------|--------------------|
| A. RELEVÉ GÉNÉRAL | (10500) | 50.665 | 41.785 |
| 1. Obligations et titres émis par des entreprises liées | 50301 | | |
| Obligations et titres émis par d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation | 50302 | | |
| 3. Obligations et titres représentant des créances subordonnées | 50303 | | |
| 4. Ventilation géographique des créances a. Emetteurs publics belges b. Emetteurs publics étrangers c. Emetteurs belges autres que publics d. Emetteurs étrangers autres que publics | 50304 50305 50306 50307 | 4.750 45.915 | |
| 5. Cotations a. Valeur comptable des titres cotés b. Valeur de marché des titres cotés c. Valeur comptable des titres non cotés | 50308 50309 50310 | 50.665 | |
| 6. Durées a. Durée résiduelle d'un an maximum b. Durée résiduelle supérieure à un an | 50311 50312 | 11.556 39.109 | |
| 7. Ventilation selon que les titres font partie a. Du portefeuille commercial b. Du portefeuille de placements | 50313 50314 | 50.665 | |
| 8. Pour le portefeuille commercial a. La différence positive entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition des titres évalués à la valeur de marché b. La différence positive entre la valeur de marché et la valeur comptable des titres évalués par application de l'article 35ter, § 2, alinéa 2 | 50315 50316 | | |
| 9. Pour le portefeuille de placements a. La différence positive de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est supérieure à leur valeur comptable | 50317 50318 | 690 165 | |



| N° C-é | ét 6.3.2 |
|--------|----------|
|--------|----------|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|----------------|---------------|--------------------|
| | Codes | Exercise | Exercise precedent |
| B. RELEVÉ DÉTAILLÉ DE LA VALEUR COMPTABLE DU PORTEFEUILLE DE | | | |
| PLACEMENTS OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE | | | |
| A Malaura dia ampiaisia ara tanna and di Harranaia | 500000 | | 44 705 |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50323P | XXXXXXXXXXXXX | 41.785 |
| 2. Mutations de l'exercice | 50319 | 8.880 | |
| a. Acquisitions | 50320 | 29.690 | |
| b. Cessions | 50321 | - 21.000 | |
| c. Ajustements effectués par application de l'article 35ter, § 4 et 5 (+)/(-) | 50322 | 190 | |
| 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50323 | 50.665 | |
| | | | |
| 4. Transferts entre portefeuilles | | | |
| a. Transferts du portefeuille de placements au portefeuille commercial | 50324 | | |
| b. Transferts du portefeuille commercial au portefeuille de placements | 50325 | | |
| c. Impact sur le résultat | 50326 | | |
| | | | |
| 5. Réductions de valeur au terme de l'exercice | 50332P | xxxxxxxxxxxx | |
| | | | |
| 6. Mutations de l'exercice | 50327 50328 | | |
| a. Actéesb. Reprises car excédentaires | 50326 | | |
| c. Annulées | 50329 | | |
| d. Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 50331 | | |
| | 100000 | | |
| 7. Réductions de valeur au terme de l'exercice | 50332 | | |
| | | | |
| 8. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | (50314) | 50.665 | |



| C-et 6.3.3 | C-ét 6.3.3 | |
|------------|------------|--|
|------------|------------|--|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|----------------------------------|----------|--------------------|
| IIIBIS. PRÊTS CITOYENS THÉMATIQUES | | | |
| 1. Montant total des fonds collectés a. sous forme de bons de caisse et de dépôts à termes (art. 4) b. au moyen de prêts interbancaires (art. 6) | 50340 50341 50342 | | |
| 2. Affectation des fonds collectés a. Prêts citoyens accordés b. Investissements réalisés (art. 11) c. Prêts interbancaires accordés | 50350 50351 50352 50353 | | |
| 3. Revenus des investissements (art. 11) | 50360 | | |



| N° | C-ét 6.4.1 |
|----|------------|
|----|------------|

IV. ETAT DES ACTIONS, PARTS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE (poste VI de l'actif)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|---------|----------|--------------------|
| A. Relevé général | (10600) | | <u></u> |
| 1. Ventilation géographique des titres | | | |
| a. Emetteurs belges | 50401 | | |
| b. Emetteurs étrangers | 50402 | | |
| 2. Cotations | | | |
| a. Valeur comptable des titres cotés | 50403 | | |
| b. Valeur de marché des titres cotés | 50404 | | |
| c. Valeur comptable des titres non cotés | 50405 | | |
| 3. Ventilation selon que les titres font partie : | | | |
| a. Du portefeuille commercial | 50406 | | |
| b. Du portefeuille de placements | 50407 | | |
| 4. Pour le portefeuille commercial | | | |
| a. La différence positive entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition | | | |
| des titres évalués à la valeur de marché | 50408 | | |
| b. La différence positive entre la valeur de marché et la valeur comptable | | | |
| des titres évalués par application de l'article 35ter, § 2, alinéa 2 | 50409 | | |



| Ν° | | | C-ét 6.4.2 |
|----|--|--|------------|
|----|--|--|------------|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|---------|---|--------------------|
| B. RELEVÉ DÉTAILLÉ DE LA VALEUR COMPTABLE DU PORTEFEUILLE DE | | | |
| PLACEMENTS ACTIONS, PARTS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE | | | |
| A Valence III a successful as a successful III | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50414P | XXXXXXXXXXXXXX | |
| 2. Mutations de l'exercice | 50410 | | |
| a. Acquisitions | 50411 | | |
| b. Cessions | 50412 | | |
| c. Autres adaptations (+)/(-) | 50413 | | |
| 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50414 | | |
| | | | |
| 4. Transferts entre portefeuilles | | | |
| a. Transferts du portefeuille de placements au portefeuille commercial | 50415 | | |
| b. Transferts du portefeuille commercial au portefeuille de placements | 50416 | | |
| c. Impact sur le résultat | 50417 | | |
| 5. Réductions de valeur au terme de l'exercice | 50423P | VAAAAAAAAAAAAA | |
| J. Reductions de Valeur au terme de l'exercice | 50423P | XXXXXXXXXXXXX | |
| 6. Mutations de l'exercice | 50418 | | |
| a. Actées | 50419 | | |
| b. Reprises car excédentaires | 50420 | *************************************** | |
| c. Annulées | 50421 | | |
| d. Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 50422 | | |
| 7. Réductions de valeur au terme de l'exercice | 50423 | | |
| | | | |
| 8. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | (50407) | <u></u> | |



| N° | | | C-ét 6.5.1 |
|----|--|--|------------|
|----|--|--|------------|

V. ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (poste VII de l'actif)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|------------------------|---|--------------------|
| A. Relevé général | | | |
| | | | |
| 1. Ventilation des immobilisations financières selon le secteur | | | |
| économique | | | |
| a. Participations dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit b. Participations dans des entreprises liées qui ne sont PAS des | 50501 | | |
| établissements de crédit | 50502 | | |
| c. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien | #01 00 and 2 00 and 20 | | |
| de participation et qui sont des établissements de crédit | 50503 | ,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,, | |
| de participation et qui ne sont PAS des établissements de crédit | 50504 | | |
| des entreprises qui sont des établissements de crédit | 50505 | | |
| f. Autres actions et parts constituant des immobilisations financières dans | 50500 | 444 | 05 |
| des entreprises qui ne sont PAS des établissements de crédit | 50506 | 111 | 65 |
| établissements de crédit | 50507 | | |
| h. Créances subordonnées sur des entreprises liées qui ne sont PAS des | | | |
| établissements de crédit | 50508 | | |
| i. Créances subordonnées sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation et qui sont des établissements de crédit | 50509 | | |
| j. Créances subordonnées sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe | 00000 | 311111111111111111111111111111111111111 | |
| un lien de participation et qui ne sont PAS des établissements de crédit | 50510 | | |
| | | | |
| 2. Cotations | | | |
| a. Participations dans des entreprises liées qui sont cotées | 50511 | | |
| b. Participations dans des entreprises liées qui ne sont PAS cotées c. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien | 50512 | *************************************** | |
| de participation et qui sont cotées | 50513 | | |
| d. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien | 00010 | | |
| de participation et qui ne sont PAS cotées | 50514 | | |
| e. Autres actions et parts constituant des immobilisations financières dans | 104 200 | | |
| des entreprises qui sont cotées | 50515 | | |
| des entreprises qui ne sont PAS cotées | 50516 | 111 | |
| g. Montant des créances subordonnées représentées par des titres cotés . | 50517 | | |



| N° |
|----|
|----|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|--|--------------|--------------------|
| B. RELEVÉ DÉTAILLÉ DE LA VALEUR COMPTABLE DES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES LIÉES | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50522P | xxxxxxxxxxxx | |
| 2. Mutations de l'exercice a. Acquisitions b. Cessions et désaffectations c. Transferts d'une rubrique à une autre 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50518 50519 50520 50521 50522 | | |
| 4. Plus-values au terme de l'exercice | 50528P | xxxxxxxxxxxx | |
| Mutations de l'exercice a. Actées | 50523 50524 50525 50526 50527 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice Réductions de valeur au terme de l'exercice | 50528 50535P | xxxxxxxxxxxx | |
| 8. Mutations de l'exercice a. Actées b. Reprises car excédentaires c. Acquises de tiers d. Annulées e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50529 50530 50531 50532 50533 50534 | | |
| 9. Réductions de valeur au terme de l'exercice | 50535 | | |
| 10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 10710 | | |



| Ν° | | | C-ét 6.5.3 |
|----|--|--|------------|
|----|--|--|------------|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|--|---|--------------------|
| C. RELEVÉ DÉTAILLÉ DE LA VALEUR COMPTABLE DES PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION | | | |
| 1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50540P | xxxxxxxxxxxx | |
| 2. Mutations de l'exercice a. Acquisitions b. Cessions et désaffectations c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50536 50537 50538 50539 | | |
| 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50540 | | |
| 4. Plus-values au terme de l'exercice | 50546P | xxxxxxxxxxxx | |
| 5. Mutations de l'exercice a. Actées b. Acquises de tiers c. Annulées d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50541 50542 50543 50544 50545 | | |
| 6. Plus-values au terme de l'exercice | 50546 | *************************************** | |
| 7. Réductions de valeur au terme de l'exercice | 50553P | xxxxxxxxxxx | |
| 8. Mutations de l'exercice a. Actées b. Reprises car excédentaires c. Acquises de tiers d. Annulées e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50547 50548 50549 50550 50551 50552 | | |
| 9. Réductions de valeur au terme de l'exercice | 50553 | | |
| 10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 10720 | <u></u> | |



| № C-ét 6.5.4 |
|----------------|
|----------------|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|----------------|---|--------------------|
| D. RELEVÉ DÉTAILLÉ DE LA VALEUR COMPTABLE DES AUTRES ACTIONS ET | | | |
| PARTS CONSTITUANT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | |
| | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50558P | xxxxxxxxxxxx | 65 |
| 2. Mutations de l'exercice | 50554 | 46 | |
| a. Acquisitions | 50555 | 46 | |
| b. Cessions et désaffectations | 50556 | | |
| c. Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 50557 | | |
| 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50558 | 111 | |
| 4. Plus-values au terme de l'exercice | 50564P | xxxxxxxxxxxx | |
| - A 404 (100 A 100 (100 A) | THE RESIDENCE | | |
| 5. Mutations de l'exercice | 50559 | | |
| a. Actées | 50560 50561 | | |
| c. Annulées | 50562 | | |
| d. Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 50563 | | |
| 6. Plus-values au terme de l'exercice | 50564 | | |
| 7. Réductions de valeur au terme de l'exercice | 50571P | xxxxxxxxxxxx | |
| | | 7000000000000 | |
| 8. Mutations de l'exercice | 50565 | *************************************** | |
| a. Actées | 50566 50567 | | |
| b. Reprises car excédentaires | 50568 | | |
| d. Annulées | 50569 | | |
| e. Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 50570 | | |
| 9. Réductions de valeur au terme de l'exercice | 50571 | | |
| 10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 10730 | | |



| | C-ét 6.5.5 |
|--|------------|
|--|------------|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|--------|--------------|--------------------|
| E. RELEVÉ DÉTAILLÉ DE LA VALEUR COMPTABLE DES CRÉANCES SUBORDONNÉES SUR DES ENTREPRISES LIÉES | | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50579P | xxxxxxxxxxxx | |
| 2. Mutations de l'exercice | 50572 | | |
| a. Additions | 50573 | | |
| b. Remboursements | 50574 | | |
| c. Réductions de valeur actées | 50575 | | |
| d. Réductions de valeur reprises | 50576 | | |
| e. Différence de change (+)/(-) | 50577 | | |
| f. Autres(+)/(-) | 50578 | | |
| 3. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50579 | | |
| 4. Réductions de valeur cumulées au terme de l'exercice | 50580 | | |



| N° | C-ét 6.5.6 |
|----|------------|
|----|------------|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|--------|--------------|--------------------|
| F. RELEVÉ DÉTAILLÉ DE LA VALEUR COMPTABLE DES CRÉANCES SUBORDONNÉES SUR D'AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION | | | |
| 1. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50588P | xxxxxxxxxxxx | |
| 2. Mutations de l'exercice | 50581 | | |
| a. Additions | 50582 | | |
| b. Remboursements | 50583 | | |
| c. Réductions de valeur actées | 50584 | | |
| d. Réductions de valeur reprises | 50585 | | |
| e. Différence de change(+)/(-) | 50586 | | |
| f. Autres(+)/(-) | 50587 | | |
| 3. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50588 | | |
| 4. Réductions de valeur cumulées au terme de l'exercice | 50589 | | |



| | | _ | _ |
|---|----|---|---|
| 1 | N° | | ſ |

VI. INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

A. PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après les entreprises dans lesquelles l'établissement détient une participation au sens de l'arrêté royal du 23 septembre 1992, ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'établissement détient des droits sociaux représentant au moins 10% du capital souscrit.

| | Droits sociaux détenus Données extraites des derniers c | | | derniers comptes ann | niers comptes annuels disponibles | | | | |
|--|---|--------|---|----------------------|-----------------------------------|--------|--------------------------------------|--------------|--|
| DENOMINATION, adresse complète du SIEGE et pour les entreprises de droit belge, | directement | | | par les filiales | Comptes | | Capitaux propres | Résultat net | |
| mention du NUMERO D'ENTREPRISE | Туре | Nombre | % | % | annuels arrêtés au | devise | (+) ou (-) (en milliers d'unités) | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |



| C-ét 6.6.2 |
|------------|
|------------|

B. LISTE DES ENTREPRISES DONT L'ÉTABLISSEMENT RÉPOND DE MANIÈRE ILLIMITÉE EN QUALITÉ D'ASSOCIÉ OU DE MEMBRE INDÉFINIMENT RESPONSABLE

Les comptes annuels de chacune des entreprises pour lesquelles l'établissement est indéfiniment responsable sont joints aux présents comptes annuels pour être publiés en même temps que ceux-ci, sauf si dans la deuxième colonne du tableau ci-après, l'établissement précise la raison pour laquelle il n'en est pas ainsi. Cette précision est fournie par la mention du code (A, B ou C) défini ci-après.

Les comptes annuels de l'entreprise mentionnée:

- A. sont publiés par dépôt auprès de la Banque nationale de Belgique par cette entreprise;
- B. sont effectivement publiés par cette entreprise dans un autre Etat membre de l'Union européenne, dans les formes prévues à l'article 3 de la directive 68/151/CEE;
- C. sont intégrés par consolidation globale ou par consolidation proportionnelle dans les comptes consolidés de l'établissement, établis, contrôlés et publiés en conformité avec l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif.

| DENOMINATION, adresse complète du SIEGE, FORME JURIDIQUE et, pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE | Code éventuel |
|--|---------------|
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |



| Ν° | C-ét |
|----|------|

VII. ETAT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (poste VIII de l'actif)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|--------|--------------|--------------------|
| A. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50705P | xxxxxxxxxxxx | |
| 2. Mutations de l'exercice | 50701 | | |
| a. Nouveaux frais engagés | 50702 | | |
| b. Amortissements | 50703 | | |
| c. Autres(+)/(-) | 50704 | | |
| 3. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50705 | | |
| 4. Dont | | | |
| a. Frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission | | | |
| d'emprunts et autres frais d'établissement | 50706 | | |
| b. Frais de restructuration | 50707 | | |



| 7.2 | |
|-----|--|
|-----|--|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|--------|--------------|--------------------|
| B. GOODWILL | | | |
| | | | |
| 1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50712P | xxxxxxxxxxxx | |
| 2. Mutations de l'exercice | 50708 | | |
| a. Acquisitions, y compris la production immobilisée | 50709 | | |
| b. Cessions et désaffectations | 50710 | | |
| c. Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 50711 | | |
| 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50712 | | |
| | | | |
| 4. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50719P | xxxxxxxxxxxx | |
| 5. Mutations de l'exercice | 50713 | | |
| a. Actées | 50714 | | |
| b. Reprises | 50715 | | |
| c. Acquises de tiers | 50716 | | |
| d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations | 50717 | | |
| e. Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 50718 | | |
| 6. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50719 | | |
| | | | |
| 7. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50720 | | |



| N° |
|----|
|----|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|----------------------------------|---|--------------------|
| C. COMMISSIONS PAYÉES EN RÉMUNÉRATION DE L'APPORT D'OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50725P | xxxxxxxxxxxx | |
| 2. Mutations de l'exercice a. Acquisitions, y compris la production immobilisée b. Cessions et désaffectations c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50721 50722 50723 50724 | | |
| 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50725 | *************************************** | |
| 4. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50732P | xxxxxxxxxxxx | |
| 5. Mutations de l'exercice a. Actées | 50726 50727 | | |
| b. Reprises c. Acquises de tiers | 50728 50729 | | |
| d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations e. Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 50730 50731 | | |
| 6. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50732 | | |
| 7. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50733 | | |



| N° C-ét 6. | .7.4 |
|--------------|------|
|--------------|------|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|--|---|--------------------|
| D. Autres immobilisations incorporelles | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50738P | xxxxxxxxxxxxx | 18.614 |
| Mutations de l'exercice a. Acquisitions, y compris la production immobilisée b. Cessions et désaffectations | 50734 50735 50736 | 1.723 1.723 | |
| c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50737 50738 | 20.337 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50745P | xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx | 15.363 |
| 5. Mutations de l'exercice a. Actées b. Reprises c. Acquises de tiers d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50739 50740 50741 50742 50743 50744 | 1.325 1.325 | |
| 6. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50745 | 16.688 | |
| 7. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50746 | 3.649 | |



| Ν° | C-ét 6 |
|----|--------|

VIII. ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (poste IX de l'actif)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|--|--------------|--------------------|
| A. TERRAINS ET CONSTRUCTIONS | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50805P | xxxxxxxxxxxx | |
| 2. Mutations de l'exercice (+)/(-) a. Acquisitions, y compris la production immobilisée b. Cessions et désaffectations c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50801 50802 50803 50804 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50805 | | |
| 4. Plus-values au terme de l'exercice | 50811P | xxxxxxxxxxxx | |
| 5. Mutations de l'exercice (+)/(-) a. Actées b. Acquises de tiers c. Annulées | 50806 50807 50808 50809 | | |
| d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50810 | p | |
| 6. Plus-values au terme de l'exercice | 50811 | | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50818P | xxxxxxxxxxxx | |
| 8. Mutations de l'exercice (+)/(-) a. Actées | 50812 50813 50814 50815 50816 50817 | | |
| 10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50819 | <u></u> | |



| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|----------------|---|--------------------|
| B. INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50824P | xxxxxxxxxxxxx | |
| 2. Mutations de l'exercice | 50820 50821 | | |
| b. Cessions et désaffectations c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50822 50823 | | |
| 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50824 | | |
| 4. Plus-values au terme de l'exercice | 50830P | xxxxxxxxxxxx | |
| 5. Mutations de l'exercice(+)/(-) | 50825 | | |
| a. Actées b. Acquises de tiers | 50826 50827 | | |
| c. Annulées | 50828 | | |
| d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50829 | | |
| 6. Plus-values au terme de l'exercice | 50830 | | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50837P | xxxxxxxxxxxx | |
| 8. Mutations de l'exercice (+)/(-) | 50831 | | |
| a. Actées | 50832 | *************************************** | |
| b. Reprises | 50833 | | |
| c. Acquises de tiers | 50834 | | |
| d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations | 50835 50836 | | |
| , | 1.00.00.00.00 | | |
| 9. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50837 | | |
| 10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50838 | <u></u> | to to |



| V° | |
|----|--|
| | |

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|--------|----------------|--------------------|
| C. Mobilier et matériel roulant | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50843P | VAAAAAAAAAA | 2.354 |
| 1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50843P | XXXXXXXXXXXXXX | 2.354 |
| 2. Mutations de l'exercice (+)/(-) | 50839 | 4 | |
| a. Acquisitions, y compris la production immobilisée | 50840 | 4 | |
| b. Cessions et désaffectations | 50841 | | |
| c. Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 50842 | | |
| 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50843 | 2.358 | |
| 4. Plus-values au terme de l'exercice | 50849P | xxxxxxxxxxxxx | |
| 5. Mutations de l'exercice (+)/(-) | 50844 | | |
| a Actées | 50845 | | |
| b. Acquises de tiers | 50846 | | |
| c. Annulées | 50847 | | |
| d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50848 | | |
| 6. Plus-values au terme de l'exercice | 50849 | | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50856P | xxxxxxxxxxxxx | 2.289 |
| 8. Mutations de l'exercice (+)/(-) | 50850 | 43 | |
| a Actées | 50851 | 43 | |
| b. Reprises | 50852 | | |
| c. Acquises de tiers | 50853 | | |
| d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations | 50854 | | |
| e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50855 | | |
| 9. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50856 | 2.332 | |
| 10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50857 | 26 | |



| N° C-ét 6.8.4 |
|-----------------|
|-----------------|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|---|---|---|
| D. LOCATION-FINANCEMENT ET DROITS SIMILAIRES | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50862P | xxxxxxxxxxxx | |
| 2. Mutations de l'exercice (+)/(| 50858 | | |
| a. Acquisitions, y compris la production immobilisée | 50859 | | |
| b. Cessions et désaffectations | | | |
| c. Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(| 50861 | | |
| 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50862 | | |
| 4. Plus-values au terme de l'exercice | 50868P | xxxxxxxxxxxx | *************************************** |
| 5. Mutations de l'exercice (+)/(| 50863 | | |
| a. Actées | 50864 | | |
| b. Acquises de tiers | | | |
| c. Annulées | | | |
| d. Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(| 50867 | | |
| | | | |
| 6. Plus-values au terme de l'exercice | 50868 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | | xxxxxxxxxxxxx | |
| | 50875P | 0000-44000-7000-74000-74000-74000-74000-7400-7400-7400-7400-7400-7400-7400-7400-7400-7400-7400-7400-7400-7400 | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50875P 50869 50870 | xxxxxxxxxxxxx | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50875P 50869 50870 50871 | xxxxxxxxxxxxx | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50875P 50869 50870 50871 50872 | XXXXXXXXXXXXX | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50875P 50869 50870 50871 50872 50873 | xxxxxxxxxxxx | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50875P 50869 50870 50871 50872 50873 | xxxxxxxxxxxx | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50875P 50869 50870 50871 50872 50873 50874 | xxxxxxxxxxxx | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50875P 50869 50870 50871 50872 50873 50874 50875 | XXXXXXXXXXXXX | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50875P 50869 50870 50871 50872 50873 50874 50875 | XXXXXXXXXXXXX | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50875P 50869 50870 50871 50872 50873 50874 50875 | XXXXXXXXXXXXX | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50875P 50869 50870 50871 50872 50873 50874 50875 | XXXXXXXXXXXXX | |



| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|--|---------------|--------------------|
| E. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50884P | xxxxxxxxxxxxx | 492 |
| 2. Mutations de l'exercice (+)/(-) a. Acquisitions, y compris la production immobilisée b. Cessions et désaffectations c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 50880 50881 50882 50883 | O O | |
| 3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50884 | 492 | |
| 4. Plus-values au terme de l'exercice | 50890P | xxxxxxxxxxxx | |
| 5. Mutations de l'exercice (+)/(-) a. Actées b. Acquises de tiers c. Annulées d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) 6. Plus-values au terme de l'exercice | 50885 50886 50887 50888 50889 | | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50897P | xxxxxxxxxxxx | 478 |
| 8. Mutations de l'exercice (+)/(-) a. Actées (| 50891 50892 50893 50894 50895 50896 | 4 4 | |
| 10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50898 | 10 | |



| N° C-ét € | 5.8.6 |
|-----------|-------|
|-----------|-------|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|---------------------|---------------|--------------------|
| F. IMMOBILISATIONS EN COURS ET ACOMPTES VERSÉS | | | |
| | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50903P | xxxxxxxxxxxx | |
| 2. Mutations de l'exercice (+)/(-) | 50899 | | |
| a. Acquisitions, y compris la production immobilisée | 50900 | | |
| b. Cessions et désaffectations c. Transferts d'une rubrique à une autre | 50901 50902 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 50903 | | |
| 5. Valeur u acquisition au terme de l'exercice | 50903 | | |
| 4. Plus-values au terme de l'exercice | 50909P | xxxxxxxxxxxxx | |
| 5. Mutations de l'exercice (+)/(-) | 50904 | | |
| a. Actées | 50905 | | |
| b. Acquises de tiers | 50906 | | |
| c. Annulées | 50907 | | |
| d. Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 50908 | | |
| 6. Plus-values au terme de l'exercice | 50909 | | |
| 7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50916P | xxxxxxxxxxxxx | |
| 8. Mutations de l'exercice (+)/(-) | | AAAAAAAAAAAA | |
| a. Actées (+)/(-) | 50910 50911 | | |
| b. Reprises | 50912 | | |
| c. Acquises de tiers | 50913 | | |
| d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations | 50914 | | |
| e. Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 50915 | | |
| 9. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 50916 | | |
| | (AC 89. LL 81.100 - | | |
| 10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 50917 | | ļ |



| N° | |
|------|--|
| N° I | |

IX. AUTRES ACTIFS (poste XI de l'actif)

| | Exercice |
|--|----------|
| Ventilation du poste XI de l'actif si celui-ci représente un montant important | |
| Compte courant Administration T.V.A. | 0 |
| Cautionnements versés en numéraire | 189 |
| Créances commerciales Groupes ET Hors Groupes | 10 |
| Créances fiscales, salariales et sociales. | 206 |



| N° | | C-ét 6.10 |
|---|----------|-----------|
| X. COMPTES DE REGULARISATION (poste XII de l'actif) | | |
| | Codes | Exercice |
| 1. Charges à reporter | 51001 | 1.125 |
| 2. Produits acquis | 51002 | 1.160 |
| | <u> </u> | |
| | | |
| X.bis REMPLOI DES FONDS DE CLIENTS SÉGRÉGÉS | | |
| | Codes | Exercice |
| Total | 51003 | |



| | N° |
|--|----|

XI. ETAT DES DETTES ENVERS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (poste I du passif)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------|----------|--------------------|
| 1. Dettes envers des entreprises liées | 51101 | | |
| Dettes envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation | 51102 | | |
| 3. Ventilation des dettes autres qu'à vue selon leur durée résiduelle | | | |
| a. De trois mois maximum | 51103 | 2.657 | |
| b. De plus de trois mois à un an maximum | 51104 | | |
| c. De plus d'un an à cinq ans maximum | 51105 | | |
| d. De plus de cinq ans | 51106 | | |
| e. A durée indéterminée | 51107 | | |



| N° | C-ét 6.12 |
|----|-----------|
|----|-----------|

XII. ETAT DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE (poste II du passif)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------|----------|--------------------|
| 1. Dettes envers des entreprises liées | 51201 | 961.904 | 1.226.217 |
| 2. Dettes envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation | 51202 | | |
| 3. Ventilation des dettes envers la clientèle selon leur durée résiduelle | | | |
| a. A vue | 51203 | 761.904 | |
| b. De trois mois maximum | 51204 | | |
| c. De plus de trois mois à un an maximum | 51205 | | |
| d. De plus d'un an à cinq ans maximum | 51206 | 200.000 | |
| e. De plus de cinq ans | 51207 | | |
| f. A durée indéterminée | 51208 | | |
| 4. Ventilation des dettes envers la clientèle selon la nature des débiteurs | | | |
| a. Dettes envers les pouvoirs publics | 51209 | | |
| b. Dettes envers les particuliers | 51210 | | |
| c. Dettes envers les entreprises | 51211 | 961.904 | 1.226.217 |
| 5. Ventilation géographique des dettes envers la clientèle | | | |
| a. Origine belge | 51212 | 0 | |
| b. Origine étrangère | 51213 | 961.904 | |



| Ν° | C-ét 6 |
|----|--------|

XIII. ETAT DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE (poste III du passif)

| | 00000 | LACIOIO | Excroise precedent |
|--|-------|---------|--------------------|
| Dettes représentées par un titre qui, à la connaissance de l'établissement, constituent des dettes envers des entreprises liées | 51301 | | |
| Dettes représentées par un titre qui, à la connaissance de l'établissement, constituent des dettes envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation. | 51302 | | |
| Ventilation des dettes représentées par un titre selon leur durée résiduelle | | | |
| a. De trois mois maximum | 51303 | | |
| b. De plus de trois mois à un an maximum | 51304 | | |
| c. De plus d'un an à cinq ans maximum | 51305 | | |
| d. De plus de cinq ans | 51306 | | |
| e. A durée indéterminée | 51307 | | |



| N° | C-ét 6.14 |
|----|-----------|
|----|-----------|

XIV. ETAT DES AUTRES DETTES (poste IV du passif)

| | Codes | Exercice |
|--|-------------------------|-----------------------------------|
| Dettes fiscales, salariales et sociales envers des administrations fiscales a. Dettes échues b. Dettes non échues | 51401 51402 51403 | |
| Dettes fiscales, salariales et sociales envers l'Office national de sécurité sociale Dettes échues | 51404 51405 51406 | 201 201 |
| 3. Impôts a. Impôts à payer b. Dettes fiscales estimées | 51407 51408 | 186 |
| 4. Autres dettes Ventilation si ce sous-poste représente un montant important Dettes commerciales Groupe et Hors Groupe Factures à recevoir Groupe ET Hors Groupe Rémunérations ET Charges sociales Dettes découlant de l'affectation du résultat (Dividendes) Dettes envers l'Administration de la T.V.A. | | 925 948 704 3.331 134 |



| N° | | | C-ét 6.15 |
|-------------------------------|-----------------------|-------|-----------|
| XV. COMPTES DE REGULARISATION | I (poste V du passif) | | |
| | | Codes | Exercice |
| 1. Charges à imputer | | 51501 | 608 |
| 2. Produits à reporter | | 51502 | 41 |



| | | | | | Exercice |
|-----------------------------|------------------------|--------------------|------------------|---|----------|
| ntilation des autres risque | s et charges si ce pos | te représente un m | ontant important | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | L | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |



| N° | | | | | | | | C-ét 6.17 | \Box |
|-----------------------------|---|-------------------------------|----------------------------------|--|--|-------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------|
| XVII. ETAT | DES DETT | TES SUBORI | OONNÉES (po | ste VIII du passif) | | | | | |
| | | | | | Codes | Exe | ercice | Exercice précéden | nt |
| 1. Dettes sul | oordonnées | envers des e | ntreprises liées | S | 51701 | | | | |
| | | | | avec lesquelles il | 51702 | 33,000 | | | |
| | | | | | Codes | Exerc | cice | | |
| 3. Charges a | fférentes a | ux dettes sub | ordonnées et in | nputables à l'exercic | e 51703 | | | | |
| de l'emprunt modalités d | dans la mo le durée, nent, les co | onnaie de l'em le cas éché | prunt, les mod ant les circon | s suivantes : le nume alités de rémunératic stances dans lesqu n, et le cas échéant | on, l'échéanc uelles l'étab | e et, à dé lissement | faut d'échéa t est tenu | nce déterminée, le de le rembours | es er |
| N° de référence | Code ISO | Montant | Modalités | Echéance/Durée | Circonstand rembourser anticipatif | | Conditions subordination | | 1000 |
| | | | | | | | | | |



| N° C-ét 6.1 | 18 |
|---------------|----|
|---------------|----|

XVIII. ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

| | Codes | Exerci | e | Exercice précédent |
|--|---------|-------------|----------------|---------------------|
| A. ETAT DU CAPITAL | | | | |
| 1. Capital social | | | | |
| a. Capital souscrit | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 20910P | XXXXXXXXX | xxxxx | 50.000 |
| Au terme de l'exercice | (20910) | | | |
| | | | | 2 |
| | Codes | Montar | its | Nombre d'actions |
| Modifications au cours de l'exercice | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| b. Représentation du capital | | | | |
| Catégories d'actions | | | | |
| Parts sociales ordinaires | | 50 | 0.000 | 1.000 |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| Actions nominatives | 51801 | XXXXXXXX | | 1.000 |
| Actions au porteur et/ou dématérialisées | 51802 | XXXXXXXXX | XXXXX | |
| | | | | Montant appelé, non |
| | Codes | Montant non | appelé | versé |
| 2. Capital non libéré | | | | |
| a. Capital non appelé | (20920) | | | xxxxxxxxxxxx |
| b. Capital appelé, non versé | 51803 | XXXXXXXXX | xxxxx | |
| c. Actionnaires redevables de libération | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | Codes | Exercice |
| 3. Actions propres | | | | |
| a. Détenues par l'établissement lui-même | | | | |
| * Montant du capital détenu | | | 51804 | |
| * Nombre d'actions correspondantes | | | 51805 | |
| b. Détenues par ses filiales | | | MOVE PRODUCT | |
| * Montant du capital détenu | | | 51806 | |
| * Nombre d'actions correspondantes | | | 51807 | |
| 4. Engagement d'émission d'actions | | | | |
| a. Suite à l'exercice de droits de CONVERSION | | | 54655 | |
| * Montant des emprunts convertibles en cours | | | 51808 | |
| Montant du capital à souscrire Nombre maximum d'actions à émettre | | | 51809 51810 | |
| b. Suite à l'exercice de droits de SOUSCRIPTION | | | 31010 | |
| * Nombre de droits de souscription en circulation | | | 51811 | |
| * Montant du capital à souscrire | | | 51812 | |
| * Nombre maximum correspondant d'actions à émettre | | | 51813 | |
| 5. Capital autorisé non souscrit | | | 51814 | |
| ** | | | | |



| N° | | C-ét 6.18 |
|---|-------|-----------|
| | | |
| | Codes | Exercice |
| 6. Parts non représentatives du capital | | |
| a. Répartition | | |
| * Nombre de parts | 51815 | |
| * Nombre de voix qui y sont attachées | 51816 | |
| b. Ventilation par actionnaire | | |
| * Nombre de parts détenues par la société elle-même | 51817 | |
| * Nombre de parts détenues par les filiales | 51818 | |

B. STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ÉTABLISSEMENT À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES, TELLE QU'ELLE RÉSULTE DES DÉCLARATIONS REÇUES PAR L'ÉTABLISSEMENT

ENI International B.V.: 999 ACTIONS ENI Oil Holdings B.V.: 1 ACTION



| N° | C-ét 6.19 |
|----|-----------|

XIX. VENTILATION DU BILAN, SI CELUI-CI EST SUPÉRIEUR À 15 MILLIONS D'EUROS, EN EUROS ET EN DEVISES ÉTRANGÈRES

| | Codes | Exercice |
|--|-------|----------|
| 1. Total de l'actif | | |
| a. En euros | 51901 | 360.686 |
| b. En monnaie étrangère (contre-valeur en euros) | 51902 | 686.648 |
| 2. Total du passif | | |
| a. En euros | 51903 | 357.704 |
| b. En monnaie étrangère (contre-valeur en euros) | | 689.630 |
| | 51904 | |



| . OPÉRATIONS FIDUCIA | IRES VISÉES À L'ARTI | CLE 27TER, § 1 ^{ER} , A | LINÉA 3 | |
|------------------------------|----------------------|----------------------------------|---------|----------|
| | | | | Exercice |
| stes concernés de l'actif et | du passif | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |



| N° | |
|----|--|

XXI. ETAT DES DETTES ET ENGAGEMENTS GARANTIS

| | Exercice |
|--|----------|
| A. Hypothèques (montant de l'inscription ou de la valeur comptable des immeubles grevés si celle-ci est inférieure) | |
| Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'établissement a. Postes du passif | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| b. Postes hors bilan | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers | |
| | |
| | |
| | |
| | |



| N° | C-ét 6.21.2 |
|--|---|
| | |
| | Exercice |
| B. GAGES SUR FONDS DE COMMERCE (montant de l'inscription) | |
| Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'établissement a. Postes du passif | |
| | *************************************** |
| | |
| | |
| b. Postes hors bilan | |
| | |
| | |
| | |
| Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers | |
| | |
| | |
| | |
| | |



| | Exercice |
|--|----------|
| Gages sur d'autres астіғs (valeur comptable des actifs gagés) | |
| Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement sur ses actifs opres pour sûreté de dettes et engagements de l'établissement | |
| a. Postes du passif | |
| | |
| | |
| | |
| b. Postes hors bilan | |
| | |
| | |
| | |
| Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement sur ses actifs opres pour sûreté de dettes et engagements de tiers | |
| | |
| | |
| | |
| | |



C-ét 6.21.3

N°

| | Exercice | | | |
|--|---|--|--|--|
| D. Sûretés constituées sur actifs futurs (montant des actifs en cause) | | | | |
| Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement sur ses actifs opres pour sûreté de dettes et engagements de l'établissement a. Postes du passif | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| b. Postes hors bilan | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement sur ses actifs opres pour sûreté de dettes et engagements de tiers | | | | |
| | | | | |
| | *************************************** | | | |
| | | | | |
| | | | | |



C-ét 6.21.4

N°

| N° | |
|----|-----|
| IN | l . |

XXII. ETAT DES PASSIFS ÉVENTUELS ET DES ENGAGEMENTS POUVANT DONNER LIEU À UN RISQUE DE CRÉDIT (postes I et II du hors bilan)

| | Codes | LXCICIC | Excitice procedent |
|--|-------|---------|--------------------|
| 1. Total des passifs éventuels pour compte d'entreprises liées | 52201 | | |
| 2. Total des passifs éventuels pour compte d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation | 52202 | | |
| 3. Total des engagements envers des entreprises liées, pouvant donner lieu à un risque de crédit | 52203 | | |
| 4. Total des engagements envers d'autres entreprises avec lesquelles il | 52204 | | |



XXIII. RÉSULTATS D'EXPLOITATION (postes I à XV du compte de résultats)

| 1. Ventilation des résultats d'exploitation selon leur origine a. Intéréts et produits assimilés Sièges belges Sièges à l'étranger Sièges à l'étranger Sièges à l'étranger Revenus de titres à revenu variable : d'actions, parts de sociétés et autres titres à revenu variable : de participations dans des entreprises liées CRevenus de titres à revenu variable : de participations dans des entreprises liées (40320) Sièges belges Sièges à l'étranger Revenus de titres à revenu variable : de participations dans des entreprises liées (40320) Sièges belges Sièges à l'étranger Revenus de titres à revenu variable : de participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (40320) Sièges à l'étranger Revenus de titres à revenu variable : d'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières (40340) Sièges à l'étranger Revenus de titres à revenu variable : d'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières (40400) Sièges belges Sièges à l'étranger Sièges à l'étranger (2311) Commissions perques (40400) Sièges belges Sièges à l'étranger Sièges belges Sièges à l'étranger Sièges belges Sièges à l'étranger Sièges belges Sièges à l'étranger Siè | | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|--|--|--|--|
| a. Intrierites et produits assimilés (40100) 53.189 34.083 *Sièges belges 52301 53.189 34.083 *Sièges à l'étranger 52302 53.189 53.189 34.083 \$4.083 \$5.2302 53.189 \$34.083 \$4.083 \$5.2302 53.189 \$34.083 \$4.083 \$5.2302 53.189 \$34.083 \$4.083 \$5.2302 | Ventilation des résultats d'exploitation selon leur origine | | | |
| * Sièges à l'étranger b. Revenus de titres à revenu variable : d'actions, parts de sociétés et autres titres à revenu variable : d'actions, parts de sociétés et autres titres à revenu variable : d'actions, parts de sociétés et autres titres à revenu variable : de participations dans des entreprises belges \$ Sièges à l'étranger c. Revenus de titres à revenu variable : de participations dans des entreprises liées "Sièges à l'étranger d. Revenus de titres à revenu variable : de participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (40320) * Sièges à l'étranger d. Revenus de titres à revenu variable : de participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (40330) * Sièges à l'étranger e. Revenus de titres à revenu variable : d'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières * Sièges à l'étranger \$ | 60 V2 N0 S1 N0 | (40100) | 53.189 | 34.083 |
| * Sièges à l'étranger | THE DESIGNATE SHAPE STATE ASSESSED ASSESSED AND ASSESSED | 0.400000 1000 1000 | | |
| b. Revenus de titres à revenu variable : d'actions, parts de sociétés et autres titres à revenu variable : d'actions, parts de sociétés et autres titres à revenu variable : de participations dans des entreprises liées : 52304 | | 0.0000000000000000000000000000000000000 | NESWEOMERSE | 10: 100:00 |
| autres titres à revenu variable | | 02002 | | |
| * Sièges à l'étranger | 4.5 | (40310) | | |
| * Sièges à l'étranger C. Revenus de titres à revenu variable : de participations dans des entreprises liées | ANA 2006/2011 TV 1001 | | | |
| c. Revenus de titres à revenu variable : de participations dans des entreprises lièes | n const. The st. D. | | | |
| Sièges belges | | 02004 | | |
| * Sièges belges 52305 52305 52305 52306 6 Revenus de titres à revenu variable : de participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation 51899 se à l'étranger 52307 52308 52309 52308 52309 52309 52309 52309 52309 52309 52309 52309 52309 52310 52310 52310 52310 52310 52310 52310 52311 52310 52311 52311 52312 52311 52312 52312 52312 52312 52312 52312 52312 52312 52312 52312 52312 52312 52312 52312 52312 52312 52313 52313 52314 52314 52314 52314 52314 52314 52314 52314 52314 52314 52314 52314 52314 52314 52315 52315 52315 52315 52315 52315 52315 52315 52315 52315 52315 52315 52315 52315 52315 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52318 52316 52318 52316 52316 52316 52316 52316 52316 | The Property of the Control of the C | (40320) | | |
| * Sièges à l'étranger d. Revenus de titres à revelu variable : de participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation * Sièges belges - Sièges à l'étranger e. Revenus de titres à revenu variable : d'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières - Sièges belges - Sièges à l'étranger f. Commissions perçues - Sièges à l'étranger f. Commissions perçues - Sièges belges - Sièges à l'étranger g. Bénéfice provenant d'opérations financières - Sièges à l'étranger g. Bénéfice provenant d'opérations financières - Sièges à l'étranger g. Bénéfice provenant d'opérations financières - Sièges à l'étranger g. Bénéfice provenant d'opérations financières - Sièges à l'étranger - Sièges | A GREEN CONTROL OF THE STATE OF | | | |
| d. Revenus de titres à revenu variable : de participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (40330) * Sièges belges 52307 * Sièges à l'étranger 52308 e. Revenus de titres à revenu variable : d'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières (40340) * Sièges belges 52309 * Sièges à l'étranger 52310 f. Commissions perçues (40400) * Sièges belges 752311 f. Commissions perçues (40400) * Sièges belges 752311 * Sièges belges 752311 g. Benéfice provenant d'opérations financières (40600) * Sièges belges 752312 g. Benéfice provenant d'opérations financières (40600) * Sièges belges 752313 * Sièges belges 752314 * Sièges belges 752315 * Sièges belges 752314 * Sièges belges 752314 * Sièges belges 752315 * Sièges belges 752315 * Sièges belges 752316 2. Travailleurs inscrits au registre du personnel a Nombre total à la date de clôture 752316 2. Travailleurs inscrits au registre du personnel 252315 a. Nombre total à la date de clôture 752317 52316 2. Travailleurs inscrits au registre du personnel 252316 2. Travailleurs inscrits au registre du personnel 252316 a. Nombre total à la date de clôture 752317 41 45 b. Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein 752318 42,1 41,9 * Personnel de direction 752321 c. Nombre d'heures effectivement prestées 752322 c. Nombre d'heures effectivement prestées 752322 c. Nombre d'heures effectivement prestées 752325 3. Frais de personnel 852326 3. Frais de personnel 852327 5. Autres 752327 5. Autres 752327 6. Provisions patronales d'assurances sociales 752327 6. Provisions patronales d'assurances extralégales 752327 6. Provisions pour pensions et obligations similaires 823229 a. Dotations 752329 4. Provisions pour pensions et obligations similaires | | | | |
| entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (40330) * Sièges belges (52307) e. Revenus de titres à revenu variable : d'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières (40340) * Sièges belges (52309) * Sièges belges (52309) * Sièges belges (52309) * Sièges belges (52309) * Sièges belges (52310) f. Commissions perçues (40400) * Sièges belges (52311) f. Commissions perçues (40400) * Sièges belges (52311) * Sièges belges (52312) g. Bénéfice provenant d'opérations financières (40600) g. 6855 g. 3.441 * Sièges belges (52313) * Sièges à l'étranger (52314) * Sièges à l'étranger (52314) * Nutres produits d'exploitation (41400) * Sièges à l'étranger (52314) * Sièges belges (52315) * Sièges à l'étranger (52316) * Sièges à l'étranger (52 | | 32300 | | |
| * Sièges à l'étranger e. Revenus de titres à revenu variable : d'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières * Sièges belges * Sièges belges * Sièges à l'étranger f. Commissions perçues * Sièges belges * Sièges à l'étranger g. Benéfice provenant d'opérations financières * Sièges belges * Sièges à l'étranger g. Benéfice provenant d'opérations financières * Sièges belges * Sièges à l'étranger # Sièges à l'étranger * Sièges à | APPEAR AND AN ARM AN ARM AND AND ARM A | (40330) | | V-00470000000000000000000000000000000000 |
| * Sièges à l'étranger e. Revenus de titres à revenu variable : d'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières * Sièges belges * Sièges à l'étranger f. Commissions perçues (40400) * Sièges belges * Sièges belges * Sièges belges * Sièges belges * Sièges belges * Sièges à l'étranger g. Bénéfice provenant d'opérations financières (40600) * Sièges à l'étranger g. Bénéfice provenant d'opérations financières (40600) * Sièges belges * Sièges belges \$ 52312 g. Bénéfice provenant d'opérations financières (40600) * Sièges à l'étranger * Sièges à l'étranger * Sièges à l'étranger * Sièges belges \$ 52314 * Nutres produits d'exploitation (41400) * Sièges belges \$ 52315 \$ 1.974 * Sièges belges \$ 52316 * Sièges belges \$ 52317 * Sièges belges \$ 52316 * Sièges belges \$ 52317 * Sièges belges \$ 52318 * Sièges belges \$ 52317 \$ 41 \$ 45 \$ 51974 * Sièges belges \$ 52318 \$ 42,1 \$ 41,9 \$ 52319 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ 2.655 \$ 1,974 * 45 \$ 52318 * 42,1 \$ 41,9 \$ 45 \$ 52318 * 42,1 \$ 41,9 \$ 45 \$ 52318 * 42,1 \$ 41,9 \$ 45 \$ 52318 * 42,1 \$ 41,9 \$ 52318 * 42,1 \$ 41,9 \$ 52319 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ 52319 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ 0,0 \$ | STRUCTURE TOTAL CONTRACTOR CONTRACTOR CONTRACTOR STRUCTURE STRUCTURE CONTRACTOR CONTRACT | 0.6100000000000000000000000000000000000 | 0.0000000000000000000000000000000000000 | |
| e. Revenus de titres à revenu variable : d'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières (40340) * Sièges belges 52310 f. Commissions perçues (40400) 15.887 13.788 * Sièges belges 52311 15.887 13.788 * Sièges à l'étranger 53312 2 g. Bénéfice provenant d'opérations financières (40600) 2.655 3.441 * Sièges belges 52313 2.665 3.441 * Sièges belges 52313 2.665 3.441 * Sièges à l'étranger 5314 2.665 3.441 * Sièges à l'étranger 5314 2.665 3.441 * Sièges à l'étranger 5315 235 1.974 * Sièges belges 52315 235 1.974 * Sièges belges 52315 235 1.974 * Sièges à l'étranger 5316 2316 2316 2316 2316 2316 * C. Travailleurs inscrits au registre du personnel 5316 2318 42,1 41,9 * Personnel de direction 5319 0,0 0,0 * Employés 5329 42,1 41,9 * Ouvriers 5329 42,1 41,9 * Ouvriers 5329 5329 5329 64.515,6 62.789,6 * Frais de personnel a. Rémunérations et avantages sociaux directs 52324 4.236 4.560 b. Cotisations patronales d'assurances sociales 52325 879 981 c. Primes patronales pour assurances sociales 52326 205 217 d. Autres frais de personnel 53237 504 307 e. Pensions de retraite et de survie 52328 4. Provisions pour pensions et obligations similaires a. Dotations 64 50160 501 | | COLDED SECTION | SAME AND AND ADMINISTRATION OF THE PARTY OF | |
| Constituant des immobilisations financières (40340) * Sièges belges 52309 52310 52310 52310 52310 52310 52310 52311 5.887 13.788 52311 15.887 13.788 52312 | | 32300 | | |
| * Sièges belges | And the second s | (40340) | | |
| * Sièges à l'étranger f. Commissions perçues (40400) 15.887 13.788 * Sièges belges 52312 g. Bénéfice provenant d'opérations financières (40600) 2.655 3.441 * Sièges à l'étranger 52312 g. Bénéfice provenant d'opérations financières (40600) 2.655 3.441 * Sièges à l'étranger 52313 2.665 3.441 * Sièges à l'étranger 52314 h. Autres produits d'exploitation (41400) 235 1.974 * Sièges belges 52315 235 1.974 * Sièges belges 52316 2. Travailleurs inscrits au registre du personnel a. Nombre total à la date de clôture 52316 2. Travailleurs inscrits au registre du personnel a. Nombre total à la date de clôture 52318 42,1 41,9 * Personnel de direction 52319 0,0 0,0 * Employés 52320 42,1 41,9 * Ouvriers 52321 * Autres C. Nombre d'heures effectivement prestées 52323 64.515,6 62.789,6 3. Frais de personnel a. Rémunérations et avantages sociaux directs 52326 D. Cotisations patronales d'assurances sociales 52327 C. Primes patronales pour assurances extralégales 52326 D. Autres frais de personnel 52327 C. Primes patronales pour assurances extralégales 52326 D. Cotisations patronales d'assurances extralégales 52327 D. Autres frais de personnel 6227 C. Pensions de retraite et de survie 6228 4. Provisions pour pensions et obligations similaires a. Dotations (+) 52329 | 230 remove to retain | - N | | |
| f. Commissions perçues (40400) 15.887 13.788 * Sièges belges 52311 15.887 13.788 * Sièges à l'étranger (40600) 2.655 3.441 * Sièges belges 52313 2.665 3.441 * Sièges belges 52314 2.665 3.441 h. Autres produits d'exploitation (41400) 235 1.974 * Sièges belges 52315 235 1.974 * Sièges à l'étranger 52316 235 1.974 2. Travailleurs inscrits au registre du personnel 52316 235 1.974 a. Nombre total à la date de clôture 52317 41 45 b. Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein 52318 42,1 41,9 * Personnel de direction 52319 0,0 0,0 * Employés 52320 42,1 41,9 * Ouvriers 52321 52322 42,1 41,9 * Autres 52322 52323 64,515,6 62,789,6 3. Frais de personnel 3,232 4,236 4,560 4,560 b. Cotisati | N. ARTON C. | | | |
| * Sièges belges | | 10170/4/12/02/02/07/1 | TOTAL SERVICE AND ADDRESS OF THE PROPERTY OF T | Additional Control of the Control of |
| * Sièges à l'étranger | Description (1997) 1997 1 | | 12 E01E/G10 | is equipment |
| g. Bénéfice provenant d'opérations financières (40600) 2.655 3.441 * Sièges belges 52313 2.665 3.441 * Sièges à l'étranger 52314 | | 1000000000000 | 0.0000000000000000000000000000000000000 | 100,000,000 |
| * Sièges belges 52313 2.665 3.441 * Sièges à l'étranger 52314 h. Autres produits d'exploitation (41400) 235 1.974 * Sièges belges 52315 235 1.974 * Sièges belges 52316 52318 52316 52318 52318 52319 52329 52319 523 | | | *************************************** | |
| * Sièges à l'étranger | 10-11 and annual 10-11 and | 51 51 | | 1-1-1-1 |
| h. Autres produits d'exploitation (41400) * Sièges belges 52315 2335 1.974 * Sièges à l'étranger 52316 2335 1.974 2. Travailleurs inscrits au registre du personnel a. Nombre total à la date de clôture 52317 41 45 b. Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein 52318 42,1 41,9 * Personnel de direction 52319 0,0 0,0 * Employés 52320 42,1 41,9 * Ouvriers 52320 42,1 41,9 * Autres 52321 | to account the second s | | | |
| * Sièges belges 52315 52316 52316 52316 52316 * Sièges à l'étranger 52316 52316 52316 52316 * Sièges à l'étranger 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52316 52317 \$ 41 | Tributa - Articles (Articles Company) - Articles (Articles Company | 100000000000000000000000000000000000000 | | Contract of the Contract of th |
| * Sièges à l'étranger | OUT IN ACCURAGE DESCRIPTION OF THE PROPERTY OF | Contract Contract | E7617 | 0.0(0.0) (0.0) |
| 2. Travailleurs inscrits au registre du personnel a. Nombre total à la date de clôture b. Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein * Personnel de direction * Personnel de direction * Couvriers * Ouvriers * Autres c. Nombre d'heures effectivement prestées 3. Frais de personnel a. Rémunérations et avantages sociaux directs b. Cotisations patronales d'assurances sociales c. Primes patronales pour assurances extralégales c. Pensions de retraite et de survie 4. Provisions pour pensions et obligations similaires a. Dotations (+) 52329 52317 41 45 41,9 40,0 0,0 0,0 41,1 41,9 42,1 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 42,1 41,9 42,1 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 41,9 42,1 41,9 41,9 42,1 41,9 41,9 42,1 41,9 41,9 42,1 41,9 42,1 41,9 41,9 42,1 41,9 41,9 42,1 41,9 41,9 42,1 41,9 42,1 41,9 41,9 42,1 41,9 41,9 42,1 41,9 41,9 42,1 41,9 42,1 41,9 42,1 42,1 41,9 42,1 41,9 41,9 42,1 41,9 42,1 42,1 42,1 42,1 41,9 42,1 42,1 42,1 42,1 41,9 42,1 42, | | 100000000000000000000000000000000000000 | 520000000 | 200000000 0 |
| a. Nombre total à la date de clôture | | 32310 | | |
| b. Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein 52318 42,1 41,9 * Personnel de direction 52319 0,0 0,0 * Employés 52320 42,1 41,9 * Ouvriers 52321 52321 52322 c. Nombre d'heures effectivement prestées 52323 64.515,6 62.789,6 3. Frais de personnel a. Rémunérations et avantages sociaux directs 52325 879 981 c. Primes patronales d'assurances sociales 52326 205 217 d. Autres frais de personnel 52327 504 307 e. Pensions de retraite et de survie 52328 4. Provisions pour pensions et obligations similaires a. Dotations (+) 52329 a. Dotations (+) 52329 52318 42,1 41,9 52318 42,1 41,9 52318 42,1 41,9 52318 42,1 41,9 52318 42,1 41,9 52320 42,1 41,9 52322 64.515,6 62.789,6 62.78 | | | 44 | 45 |
| * Personnel de direction | AN ANNALY AND AN | | 200 0 | 100 190 |
| * Employés 52320 42,1 41,9 * Ouvriers 52321 52321 52322 52322 64.515,6 62.789,6 3. Frais de personnel a. Rémunérations et avantages sociaux directs 52324 4.236 4.560 b. Cotisations patronales d'assurances sociales 52325 879 981 c. Primes patronales pour assurances extralégales 52326 205 217 d. Autres frais de personnel 52327 504 307 e. Pensions de retraite et de survie 52328 4. Provisions pour pensions et obligations similaires a. Dotations (+) 52329 | STEET TO A STATE OF THE STATE O | 0.90074000000000000000000000000000000000 | | 1000 * 100 |
| * Ouvriers | EL PROPERTO CONTROL STANDARD CONTROL STA | (27) (27) (27) (27) | 0.01 | 0737453 |
| * Autres 52322 52322 64.515,6 62.789,6 3. Frais de personnel a. Rémunérations et avantages sociaux directs 52324 4.236 4.560 b. Cotisations patronales d'assurances sociales 52325 879 981 c. Primes patronales pour assurances extralégales 52326 205 217 d. Autres frais de personnel 52327 504 307 e. Pensions de retraite et de survie 52328 4. Provisions pour pensions et obligations similaires a. Dotations (+) 52329 | | | | |
| c. Nombre d'heures effectivement prestées 52323 64.515,6 62.789,6 3. Frais de personnel | 190 and 190 | | | |
| 3. Frais de personnel a. Rémunérations et avantages sociaux directs 52324 4.236 4.560 b. Cotisations patronales d'assurances sociales 52325 879 981 c. Primes patronales pour assurances extralégales 52326 205 217 d. Autres frais de personnel 52327 504 307 e. Pensions de retraite et de survie 52328 52328 4. Provisions pour pensions et obligations similaires a. Dotations (+) 52329 | | | 200 0 0 00000 100 | 125070300 |
| a. Rémunérations et avantages sociaux directs 52324 4.236 4.560 b. Cotisations patronales d'assurances sociales 52325 879 981 c. Primes patronales pour assurances extralégales 52326 205 217 d. Autres frais de personnel 52327 504 307 e. Pensions de retraite et de survie 52328 | c. Nombre d'heures effectivement prestees | 52323 | 64.515,6 | 62.789,6 |
| b. Cotisations patronales d'assurances sociales | 3. Frais de personnel | | | |
| c. Primes patronales pour assurances extralégales 52326 205 217 d. Autres frais de personnel 52327 504 307 e. Pensions de retraite et de survie 52328 4. Provisions pour pensions et obligations similaires (+) 52329 | a. Rémunérations et avantages sociaux directs | 52324 | 4.236 | 4.560 |
| d. Autres frais de personnel 52327 504 307 e. Pensions de retraite et de survie 52328 4. Provisions pour pensions et obligations similaires (+) 52329 | b. Cotisations patronales d'assurances sociales | 52325 | 879 | 981 |
| e. Pensions de retraite et de survie | c. Primes patronales pour assurances extralégales | 52326 | 205 | 217 |
| 4. Provisions pour pensions et obligations similaires a. Dotations(+) 52329 | d. Autres frais de personnel | 52327 | 504 | 307 |
| a. Dotations(+) 52329 | e. Pensions de retraite et de survie | 52328 | | |
| | 4. Provisions pour pensions et obligations similaires | | | |
| b. Utilisations et reprises | a. Dotations(+) | 52329 | | |
| | b. Utilisations et reprises(-) | 52330 | | |



| N° | C-ét 6.23 |
|----|-----------|
|----|-----------|

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------|----------|--------------------|
| 5. Ventilation des autres produits d'exploitation si ce poste représente un montant important | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| 6. Autres charges d'exploitation | | | |
| a. Impôts et taxes relatifs à l'exploitation | 52331 | 2.481 | 1.778 |
| b. Autres | 52332 | | |
| c. Ventilation des autres charges d'exploitation si ce poste représente un montant important | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| 7. Résultats d'exploitation relatifs aux entreprises liées | 52333 | 34.791 | 16.799 |
| 8. Charges d'exploitation relatives aux entreprises liées | 52334 | - 50.895 | - 32.454 |



| N° | C-ét 6.24.1 |
|----|-------------|
|----|-------------|

XXIV. RELEVÉ RELATIF AUX OPÉRATIONS DE HORS BILAN À TERME SUR VALEURS MOBILIÈRES, SUR DEVISES ET AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS, QUI NE SONT PAS CONSTITUTIVES D'ENGAGEMENTS POUVANT DONNER LIEU À UN RISQUE DE CRÉDIT AU SENS DU POSTE II DU HORS BILAN

| A. TYPES D'OPÉRATIONS (montant à la date de clôture des comptes) 1. Opérations sur valeurs mobilières a. Achats et ventes à terme de valeurs mobilières et de titres négociables * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 2. Opérations sur devises (montants à livrer) a. Opérations de change à terme * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52404 b. Swaps de devises et de taux d'intérêt * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52406 c. Futures sur devises * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52407 * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52408 d. Options sur devises * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52410 e. Opérations à terme de cours de change * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52411 * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52412 | |
|--|------|
| a. Achats et ventes à terme de valeurs mobilières et de titres négociables | |
| a. Achats et ventes à terme de valeurs mobilières et de titres négociables 52401 * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52402 2. Opérations sur devises (montants à livrer) a. Opérations de change à terme 52403 * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52404 b. Swaps de devises et de taux d'intérêt 52405 * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52406 c. Futures sur devises 52407 * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52408 d. Options sur devises 52409 * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52409 * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52410 e. Opérations à terme de cours de change 52411 | |
| * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée | |
| 2. Opérations sur devises (montants à livrer) a. Opérations de change à terme * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52404 b. Swaps de devises et de taux d'intérêt * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52406 c. Futures sur devises * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52407 * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52408 d. Options sur devises * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée 52410 e. Opérations à terme de cours de change 52411 | |
| a. Opérations de change à terme | |
| * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée | |
| b. Swaps de devises et de taux d'intérêt | |
| * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée | |
| * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée | |
| c. Futures sur devises | |
| * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée | |
| d. Options sur devises | |
| * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée | |
| e. Opérations à terme de cours de change | |
| | |
| [↑] Dont : operations qui ne constituent pas des operations de couverture aπectee | |
| 3. Opérations sur d'autres instruments financiers | |
| Opérations sur d'autres instruments infanciers Opérations à terme de taux d'intérêt (montant nominal/notionnel de référence) | |
| A CONTRACTOR OF THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PROPERTY ADDRESS O | |
| | **** |
| | |
| | |
| | |
| | |
| * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée | |
| d. Options sur taux d'intérêt | |
| * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée | |
| Autres achats et ventes à terme (prix d'achat/de vente convenu entre parties) | |
| e. Autres opérations de change | |
| * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée | |
| f. Autres opérations de futures 52423 | |
| * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée | |
| g. Autres achats et ventes à terme | |
| * Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée | |
| I | |



| . Opérations de couvert | | | | | | | | |
|---|---|--|--|---|----------------------|--|---|----------------------|
| | Montant r | notionnels | Valeur de marché (A) | Valeur | comptable bil | antaire (B) | | Différenc |
| lature des instruments | À | À | Total* | Total* | Dont prora | tas d'intérêts | Codes | (A – B) |
| nanciers | livrer | recevoir | | | Actif (+) | Passif (-) | | |
| waps de taux d'intérêts | vo. 00000000 | 300 00000000 | | | | | 52433 | 101 000000 |
| orward swaps | an unan | 333 MASS 100 | | | | | 52434 | ANA CACAMAGA |
| waptions | | | | | 30 0330 6 | *** | 52435 | |
| ptions de taux d'intérêts | | | | | | ********** | 52436 | |
| utres | NO 0000000 | 300 00000 000 | | | 0000000 | *********** | 52437 | *** ******* |
| otal | 202-00000000 | 200 000000 000 | | | | | 52438 | |
| officenté de le couvert | | | mata da ráci | ultata | | ***************** | | |
| nefficacité de la couvert | | | | | | | Codes | Montant |
| lontant d'inefficacité de la | couverture r | ion reconnue | e en compte d | e resultats a | u terme de la | perioae | 52439 | |
| | | | 1 | Valore | | Parties (P) | | |
| | ure de flux c | de trésorerie | Valeur de marché (A) | Valeur | comptable bil | antaire (B) | | Différenc |
| Opérations de couvert | ure de flux c | | Valeur de | Valeur Total* | 1 | antaire (B) tas d'intérêts | Codes | Différenc (A – B) |
| Opérations de couvert ature des instruments | ure de flux d Montant r | notionnels | Valeur de marché (A) | | 1 | | Codes | |
| Opérations de couvert ature des instruments nanciers | ure de flux d Montant r | notionnels | Valeur de marché (A) | | Dont prora | tas d'intérêts | Codes 52440 | |
| Opérations de couvert ature des instruments nanciers waps de taux d'intérêts | ure de flux c Montant r À livrer | À recevoir | Valeur de marché (A) Total* | Total* | Dont prora | tas d'intérêts Passif (-) | | (A – B) |
| Opérations de couvert ature des instruments nanciers waps de taux d'intérêts orward swaps | ure de flux c Montant r À livrer | À recevoir | Valeur de marché (A) Total* | Total* | Dont prora | tas d'intérêts Passif (-) | 52440 | (A – B) |
| ature des instruments nanciers waps de taux d'intérêts orward swaps waptions | ure de flux d Montant r À livrer | À recevoir | Valeur de marché (A) Total* | Total* | Dont prora | tas d'intérêts Passif (-) | 52440 52441 | (A – B) |
| ature des instruments nanciers waps de taux d'intérêts orward swaps waptions ptions de taux d'intérêts | ure de flux d Montant r À livrer | À recevoir | Valeur de marché (A) Total* | Total* | Dont prora | tas d'intérêts Passif (-) | 52440 52441 52442 | (A – B) |
| lature des instruments inanciers Swaps de taux d'intérêts forward swaps Swaptions Options de taux d'intérêts inanciers | ure de flux d Montant r À livrer | À recevoir | Valeur de marché (A) Total* | Total* | Dont prora | tas d'intérêts Passif (-) | 52440 52441 52442 52443 52444 | (A – B) |
| . Opérations de couvert lature des instruments nanciers waps de taux d'intérêts orward swaps waptions ptions de taux d'intérêts autres otal | ure de flux de Montant r | À recevoir | Valeur de marché (A) Total* | Total* | Dont prora | tas d'intérêts Passif (-) | 52440 52441 52442 52443 52444 52445 | (A – B) |
| lature des instruments nanciers waps de taux d'intérêts orward swaps waptions options de taux d'intérêts utres otal | ure de flux de Montant r À livrer | À recevoir | Valeur de marché (A) Total* | Total* | Dont prora | tas d'intérêts Passif (-) | 52440 52441 52442 52443 52444 52445 codes 524 | (A – B) |
| lature des instruments nanciers waps de taux d'intérêts orward swaps waptions options de taux d'intérêts utres otal | ure de flux d Montant r A livrer | À recevoir | Valeur de marché (A) Total* | Total* | Dont prora | tas d'intérêts Passif (-) Die bilantaire (| 52440 52441 52442 52443 52444 52445 codes 524 | (A – B) |
| lature des instruments inanciers Maps de taux d'intérêts orward swaps Maptions Options de taux d'intérêts autres Total Commentaire explicatif d | Montant r A Ilvrer le la différen ure non reco | À recevoir ce entre la violente en conon reconnue | Valeur de marché (A) Total* valeur de mai | Total* "ché et la va | Dont prora | tas d'intérêts Passif (-) Die bilantaire (| 52440 52441 52442 52443 52444 52445 codes 524 | (A – B) |
| lature des instruments nanciers waps de taux d'intérêts orward swaps waptions options de taux d'intérêts utres otal commentaire explicatif d | Montant r A Ilvrer le la différen ure non reco | À recevoir ce entre la violente en conon reconnue | Valeur de marché (A) Total* valeur de mai | Total* "ché et la va | Dont prora | tas d'intérêts Passif (-) Die bilantaire (| 52440 52441 52442 52443 52444 52445 codes 524 | (A – B) |
| ature des instruments nanciers waps de taux d'intérêts orward swaps waptions leptions de taux d'intérêts utres otal commentaire explicatif d | Montant r A Ilvrer le la différen ure non reco | À recevoir ce entre la violente en conon reconnue | Valeur de marché (A) Total* valeur de mai | Total* "ché et la va | Dont prora | tas d'intérêts Passif (-) Die bilantaire (| 52440 52441 52442 52443 52444 52445 codes 524 | (A – B) |
| lature des instruments nanciers waps de taux d'intérêts orward swaps waptions options de taux d'intérêts utres otal commentaire explicatif d | ure de flux c Montant r À livrer le la différen ure non recc couverture r de la méthoc | recevoir ce entre la v connue en co | Valeur de marché (A) Total* valeur de marche de résue en compte de résue en compte de l'inefficacité re | Total* Total* Total* Total* Total* | Dont prora Actif (+) | période | 52440 52441 52442 52443 52444 52445 Codes 524 | (A – B) |
| lature des instruments inanciers Swaps de taux d'intérêts forward swaps Syaptions Sylotions de taux d'intérêts Lotal Commentaire explicatif d | ure de flux de Montant r À livrer le la différen ure non reccouverture r de la méthod | recevoir ce entre la vonon reconnue en co | Valeur de marché (A) Total* valeur de marché de marché (A) total* valeur de marché de marché de marché (A) | Total* Total* Tché et la va Iltats e résultats au etenue : | Dont prora Actif (+) | période | 52440 52441 52442 52443 52444 52445 codes 524 Codes 52446 | (A – B) |



C-ét 6.24.2

N°

| | Montant notionnels | | Valeur de marché (A) | | Différence | | | |
|----------------------------|--------------------|-----------------|-------------------------|---------------|-------------|------------------|-----------|-------------|
| Nature des instruments | À | À | Total* | Total* | Dont prorat | as d'intérêts | Codes | (A – B) |
| financiers | livrer | recevoir | | | Actif (+) | Passif (-) | | |
| Swaps de taux d'intérêts | | | | | | | 52447 | |
| orward swaps | | 303 305 305 606 | | | ******* | | 52448 | |
| Swaptions | | 202 100 202 000 | | | | *** ******* | 52449 | |
| Options de taux d'intérêts | *** ********* | *** ********* | | ****** | ******* | *** ******** | 52450 | |
| Autres | | 202 102 202 000 | | | | | 52451 | |
| Гotal | | | *** *** **** | | | | 52452 | |
| Commentaire explicatif d | e la différen | ce entre la v | valeur de mai | ché et la val | eur comptat | ole bilantaire (| codes 524 | 47 à 52451) |

*Valeur positive à renseigner pour l'actif, négative pour le passif

Indication et commentaire de la méthode de calcul d'inefficacité retenue :



C-ét 6.24.3

Ν°

| Swaps de taux d'intérêts 52454 52455 52455 52455 52456 52456 52456 52456 52456 52456 52456 52456 52456 52456 52456 52456 52457 52456 52457 52458 52458 52458 52458 52458 52458 52459 | | Montant notion | | Valeur de marché (A) | Valeur | comptable bil | antaire (B) | | Différence |
|--|--|----------------|----------------|--------------------------------|---------------------------------|--------------------------|---|-------|------------|
| Swaps de taux d'intérêts Swaps de taux d'intérêts Forward swaps Swaptions Options de taux d'intérêts Autres Total Codes Montant Metif (+) Passif (-) 52454 52454 52455 Swaptions 52456 52456 Commentaire explicatif de la différence entre la valeur de marché et la valeur comptable bilantaire (codes 52454 à 52458) Description des instruments faisant l'objet d'une couverture et des risques économiques couverts | | nstruments À À | | Total* | Total* | Dont proratas d'intérêts | | Codes | (A – B) |
| Forward swaps Swaptions Swaptions Spantions Sp | financiers | 'S livrer | recevoir | | | Actif (+) | Passif (-) | | |
| Swaptions | Swaps de taux d'intérêts | | | | | na memore | | 52454 | |
| Options de taux d'intérêts 52457 52458 52458 52458 52458 52458 52459 524 | orward swaps | *********** | | | | *** ********* | | 52455 | |
| Autres 52458 | Swaptions | ********* | | | | *** *** **** | | 52456 | |
| Commentaire explicatif de la différence entre la valeur de marché et la valeur comptable bilantaire (codes 52454 à 52458) Description des instruments faisant l'objet d'une couverture et des risques économiques couverts nefficacité de la couverture non reconnue en compte de résultats Montant d'inefficacité de la couverture non reconnue en compte de résultats au terme de la période. 52459 Codes Montant 52460 | Options de taux d'intérêts | | 30.000.00 | | | | ************ | 52457 | |
| Commentaire explicatif de la différence entre la valeur de marché et la valeur comptable bilantaire (codes 52454 à 52458) Description des instruments faisant l'objet d'une couverture et des risques économiques couverts nefficacité de la couverture non reconnue en compte de résultats Codes Montant d'inefficacité de la couverture non reconnue en compte de résultats au terme de la période | Autres | 000000000 | 200 000000 000 | | 00000.00000 | *** *** *** | 200000000000000000000000000000000000000 | 52458 | |
| Commentaire explicatif de la différence entre la valeur de marché et la valeur comptable bilantaire (codes 52454 à 52458) Description des instruments faisant l'objet d'une couverture et des risques économiques couverts nefficacité de la couverture non reconnue en compte de résultats Codes Montant d'inefficacité de la couverture non reconnue en compte de résultats au terme de la période | otal | | | | INTERNAL PROPERTY | | | 52459 | |
| Montant d'inefficacité de la couverture non reconnue en compte de résultats au terme de la période 52460 | Description des instrume | ents faisant I | l'objet d'une | e couverture (| et des risqu | es économic | ues couverts | | |
| AND THE RESIDENCE OF THE PROPERTY OF THE PROPE | Description des instrume | ents faisant | l'objet d'une | e couverture (| et des risqu | es économic | ues couverts | | |
| ndication et commentaire de la méthode de calcul d'inefficacité retenue : | | | | | | es économic | ues couverts | | Montant |
| | nefficacité de la couvert | ure non reco | onnue en co | mpte de résu | ıltats | | | Codes | |
| | nefficacité de la couvert Montant d'inefficacité de la | ure non reco | onnue en co | ompte de résu e en compte d | i ltats e résultats a | | | Codes | |
| | nefficacité de la couvert /lontant d'inefficacité de la | ure non reco | onnue en co | ompte de résu e en compte d | i ltats e résultats a | | | Codes | |
| | nefficacité de la couvert /lontant d'inefficacité de la | ure non reco | onnue en co | ompte de résu e en compte d | i ltats e résultats a | | | Codes | |
| | nefficacité de la couvert Montant d'inefficacité de la | ure non reco | onnue en co | ompte de résu e en compte d | i ltats e résultats a | | | Codes | |



^{*} Valeur positive à renseigner pour l'actif, négative pour le passif

| RESTANT À AMORTIR ET VISÉES À L'ARTIC | | | | | | |
|--|---|--|------------------------------------|---|----------------------------|-----------------------------|
| 1. Opérations visées à l'article 36bis, §4 | , 3° - Instrumen | ts qui restent da | ns le patrimoin | e de l'établisse | ment | |
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | >1an ≤ 5ans | ≥ 5ans | Codes | Total |
| Compte d'attente à l'actif (poste XII de | | | | | | |
| l'actif) | | | | | | |
| Micro-couverture | and excess contrary | | ************ | | 52461 | |
| Macro-couverture | *** ******* | 333 135311 135311 | *********** | | 52462 | |
| Compte d'attente au passif (poste V | | | | | | |
| du passif) | | | | | | |
| Micro-couverture | *** ****** ****** | | *********** | | 52463 | |
| Macro-couverture | | per come econore | | | 52464 | |
| patrimoine de l'établissement en précis juste valeur ou couverture de flux de tr | sant le type de ésorerie), leur | couverture (mic | ro-couverture, | macro-couvert | ure, cou | verture de |
| patrimoine de l'établissement en précis juste valeur ou couverture de flux de tr les instruments financiers initialement d | sant le type de ésorerie), leur couverts | couverture (mic classification ac | ro-couverture, tuelle (portefeu | macro-couvert | ure, cou u de nég | verture de |
| patrimoine de l'établissement en précis juste valeur ou couverture de flux de tr les instruments financiers initialement d | sant le type de ésorerie), leur couverts | couverture (mic classification ac | ro-couverture, tuelle (portefeu | macro-couvert | ure, cou u de nég | verture de |
| patrimoine de l'établissement en précis juste valeur ou couverture de flux de tr les instruments financiers initialement de l'acceptance de l' | sant le type de ésorerie), leur couverts , 4° - Instrumen | couverture (mic classification ac ts qui ont quitté | ro-couverture, tuelle (portefeu | macro-couvert iille bancaire o | ure, cou u de nég | verture de gociation) et |
| patrimoine de l'établissement en précis juste valeur ou couverture de flux de tr les instruments financiers initialement de l'action de l' | sant le type de ésorerie), leur couverts , 4° - Instrumen | couverture (mic classification ac ts qui ont quitté | ro-couverture, tuelle (portefeu | macro-couvert iille bancaire o | ure, cou u de nég | verture de gociation) et |
| patrimoine de l'établissement en précis juste valeur ou couverture de flux de tr les instruments financiers initialement de l'action de l' | sant le type de ésorerie), leur couverts , 4° - Instrumen | couverture (mic classification ac ts qui ont quitté | ro-couverture, tuelle (portefeu | macro-couvert iille bancaire o | ure, cou u de nég | verture de gociation) et |
| patrimoine de l'établissement en précis juste valeur ou couverture de flux de tr les instruments financiers initialement de l'actif (poste XII de l'actif) | sant le type de ésorerie), leur couverts , 4° - Instrumen ≤3 mois | couverture (mic classification ac ts qui ont quitté > 3 mois ≤ 1 an | ro-couverture, tuelle (portefeu | macro-couvert iille bancaire o e l'établisseme ≥ 5ans | ure, cou u de nég nt | verture de gociation) et |
| patrimoine de l'établissement en précis juste valeur ou couverture de flux de tr les instruments financiers initialement de l'actif (poste XII de l'actif) | sant le type de ésorerie), leur couverts , 4° - Instrumen ≤3 mois | couverture (mic classification ac ts qui ont quitté > 3 mois ≤ 1 an | ro-couverture, tuelle (portefeu | macro-couvert iille bancaire o e l'établisseme ≥ 5ans | nt Codes | verture de gociation) et |
| patrimoine de l'établissement en précis juste valeur ou couverture de flux de tr les instruments financiers initialement de l'actifons visées à l'article 36bis, §4 Compte d'attente à l'actif (poste XII de l'actif) | sant le type de ésorerie), leur couverts , 4° - Instrumen ≤3 mois | couverture (mic classification ac ts qui ont quitté > 3 mois ≤ 1 an | ro-couverture, tuelle (portefeu | macro-couvert iille bancaire o e l'établisseme ≥ 5ans | nt Codes | verture de gociation) et |
| 2. Opérations visées à l'article 36bis, §4 Compte d'attente à l'actif (poste XII de l'actif) Micro-couverture. | sant le type de ésorerie), leur couverts , 4° - Instrumen ≤3 mois | couverture (mic classification ac ts qui ont quitté > 3 mois ≤ 1 an | ro-couverture, tuelle (portefeu | macro-couvert iille bancaire o e l'établisseme ≥ 5ans | nt Codes | verture de gociation) et |



C-ét 6.24.5

Ν°

| Г | | C-ét 6.24. |
|---|--|------------|
|---|--|------------|

E. OPÉRATIONS DE GESTION DE TAUX D'INTÉRÊTS SANS PRISE DE RISQUE SUPPLÉMENTAIRE AVEC VÉHICULE DE TITRISATION CONSOLIDÉ PAR L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT (ARTICLE 36BIS, §1ER BIS, ALINEA 2)

| | Montant r | notionnels | Valeur de marché (A) | Valeur | comptable bila | ntaire (B) | | Différence |
|------------------------|---------------|---------------|-------------------------|-------------------|----------------|---------------|-------|--------------|
| Nature des | À | À | Total* | Total* | Dont prorat | as d'intérêts | Codes | (A – B) |
| instruments financiers | livrer | recevoir | | | Actif (+) | Passif (-) | | |
| Swaps de taux | ter restricts | ************* | | 1001 1441000 1011 | | *** ******** | 52469 | ************ |
| d'intérêts | | | | | | | | |
| Forward swaps | | | | | | | 52470 | |
| Swaptions | | | | | | | 52471 | |
| Options de taux | | | | | | | 52472 | |
| d'intérêts | | | | | | | | |
| Autres | | | | | | *** ******* | 52473 | *********** |
| Total | | | | 300 00000 000 | | *** | 52474 | Service on |

| Commentaire explicatif de la différence entre la valeur de marché et la valeur comptable bilantaire (codes 52469 à 52473) | | | | |
|---|--|--|--|--|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| Véhicules de titrisation concernés | | Nature des opérations et commentaires |
|------------------------------------|----------|---------------------------------------|
| Dénomination | Code LEI | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |



^{*} Valeur positive à renseigner pour l'actif, négative pour le passif

| N° | |
|----|--|

XXV. RÉSULTATS EXCEPTIONNELS

| | Codes | Exercice |
|---|-------|----------|
| 1. Plus-values réalisées sur la cession d'actifs immobilisés à des entreprises liées | 52501 | |
| 2. Moins-values réalisées sur la cession d'actifs immobilisés à des entreprises liées | 52502 | |
| 3. Ventilation des autres résultats exceptionnels si ce poste représente un montant important | | |
| | | |
| | | |
| 4. Ventilation des autres charges exceptionnelles si ce poste représente un montant important | | |
| | | |
| | | |
| | | |



| | |
|----|-----------|
| N° | C-ét 6.26 |

XXVI. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

| | Codes | Exercice |
|--|----------------------------------|-----------------------|
| Impôts sur le résultat de l'exercice a. Impôts et précomptes dus ou versés b. Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif c. Suppléments d'impôts estimés | 52601 52602 52603 52604 | 1.761 1.761 |
| Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs a. Suppléments d'impôts dus ou versés b. Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés | 52605 52606 52607 | |
| Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé Déduction Intérêt Notionnel Dépenses Non Admises | | 0 1.204 |
| | | |
| | | |

4. Incidence des résultats exceptionnels sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice

| | Codes | Literate |
|---|----------------|----------|
| 5. Sources de latences fiscales a. Latences actives * Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs * Autres latences actives | 52608 52609 | |
| | | |
| | | |
| b. Latences passives * Ventilation des latences passives | 52610 | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |



| N° | | C-ét 6.27 |
|----|--|-----------|

XXVII. AUTRES TAXES ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------|----------|--------------------|
| Taxes sur la valeur ajoutée, taxes d'égalisation et taxes spéciales, portées en compte | | | |
| a. A l'établissement (déductible) | 52701 | 398 | 616 |
| b. Par l'établissement | 52702 | 713 | 991 |
| 2. Montants retenus à charge de tiers, au titre de | | | |
| a. Précompte professionnel | 52703 | 1.321 | 1.508 |
| b. Précompte mobilier | 52704 | | |



| N° C-ét 6.28. |
|-----------------|
|-----------------|

XXVIII. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN (EN CE COMPRIS LES TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES)

A. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

| | Codes | Exercice |
|---|-------|----------|
| 1. Engagements importants d'acquisition d'immobilisations | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| 2. Engagements importants de cession d'immobilisations | | |
| | | |
| | | |
| | | |

3. Montant et nature des litiges importants et autres engagements importants

4. Le cas échéant, description succincte du régime complémentaire de pension de retraite ou de survie instauré au profit du personnel ou des dirigeants et des mesures prises pour en couvrir la charge

Un plan à contributions définies (CD) – avec couvertures décès, rente invalidité, exonération des versements, et épargne, et de type « Evolulife Group Insurance – plan cafétéria » – a été souscrit dans les années' 90 par la société avec l'assureur AG Employee Benefits, Bld E. Jacqmain, 53 à 1000 Bruxelles pour son personnel local employé et dirigeants. La contribution définie qui s'élève à 8 % du salaire annuel brut S (défini comme le salaire mensuel brut multiplié par 13,85 mensualités pour le personnel et 13,92 mensualités pour les dirigeants) se répartit de la manière suivante :

- participation de l'employé : 2,66% x S ;
- et participation de l'employeur 5,34% x S.

En 2021, la société a été affiliée à l'O.F.P. (Organisation pour le Financement des Pensions) Powerbel, Bld Simon Bolivar 34 à 1000 Bruxelles, un fonds de pension multi-employeurs initialement créé pour gérer les plans de pensions des sociétés du secteur du gaz et de l'électricité. Un nouveau plan à contributions définies a été mis en place par la société et sa gestion a été confiée à Powerbel. Ce nouveau plan est applicable à tous les employés et dirigeants locaux engagés depuis le 01/01/2021. Les employés et dirigeants engagés avant cette date ont pu faire un choix entre les 2 possibilités suivantes : rester couvert par le plan souscrit avec l'assureur AG : faire la transition vers le nouveau plan géré par Powerbel OFP. Dans ce cas, leurs droits constitués sont restés dans le plan de AG, tandis que les contributions financent le nouveau plan à partir du 01/03/2021.

De manière similaire au plan existant, le nouveau plan prévoit également des couvertures d'épargne (retraite), en cas de décès et en cas d'invalidité (rente d'invalidité et exonération des versements). Toutefois, au contraire du plan existant, la contribution définie couvre uniquement la couverture d'épargne (retraite) : le coût des autres couvertures (décès et invalidité) est un supplément à charge de la société. La contribution définie est exprimée en fonction du salaire annuel brut S (salaire mensuel multiplié par 13,85 mensualités), subdivisé en une partie inférieure à un plafond ayant actuellement une valeur d'environ 60.000 € (S1) et en une partie supérieure à ce plafond (S2). La contribution se répartit de la manière suivante :

- participation de l'employé : 2,66% x S ;
- et participation de l'employeur 4,00% x S1 + 10,00% x S2.

La société est soumise à l'obligation légale de garantir un rendement minimum sur les contributions.

Pour les contributions versées jusqu'au 31 décembre 2015, le rendement minimum était fixe, à savoir, 3,25% / an sur les contributions de l'employeur et 3,75% / an sur les contributions de l'employé. Depuis le 1er janvier 2016, le rendement garanti peut varier chaque année. Il correspond au rendement moyen des OLO belge sur 10 ans, multiplié par 65 % (ce pourcentage est modifiable). Le résultat



ne pourra être inférieur à 1,75 %, ni supérieur à 3,75 %. Le même rendement minimum s'applique désormais aux contributions de l'employeur et à celles de l'employé.

Les rendements minima cités ci-dessus s'appliquent jusqu'au moment de la sortie de l'employé suite par exemple à sa retraite, sa démission, son licenciement, etc ..., mais pas en cas de décès.

| 5. Pensions dont le service incombe à l'établissement lui-même : montant estimé des engagements résultant, pour l'établissement, de prestations déjà effectuées | 52801 | |
|---|-------|--|
| Bases et méthodes de cette estimation | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

6. Nature et objectif commercial des opérations non inscrites au bilan

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'établissement ; le cas échéant, les conséquences financières de ces opérations pour l'établissement doivent également être mentionnées :



| | Exercice |
|---|----------|
| TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES | |
| ention de telles transactions si elles sont significatives, y compris le montant de ces transactions, la ature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait àcessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la situation financière de l'établissement : | |
| ENI Insurance DAC (en milliers d'euros (EUR)) | 548.379 |
| | |
| | |
| . NATURE ET IMPACT FINANCIER DES EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE | |
| J BILAN QUI NE SONT PAS PRIS EN COMPTE DANS LE COMPTE DE RESULTATS OU DANS LE BILAN | |
| | |
| | |



| N° C-ét 6. |
|------------|
|------------|

XXIX. RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

| | Codes | Exercice |
|---|--------|----------|
| A. LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ÉTABLISSEMENT SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES | | |
| 1. Créances sur les personnes précitées | 52901A | |
| a. Conditions essentielles des créances (y compris de taux et de durée) | | |
| b. Montants éventuellement remboursés ou auxquels il a été renoncé | 52901B | |
| 2. Garanties constituées en leur faveur | 52902 | |
| a. Conditions essentielles des garanties constituées | | |
| | | |
| 3. Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur | 52903 | |
| a. Conditions essentielles des autres engagements | | |
| | | |
| 4. Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de | | |
| résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable | | |
| a. Aux administrateurs et gérants | 52904 | 24 |
| b. Aux anciens administrateurs et anciens gérants | 52905 | |

| | Codes | Exercice |
|---|-------------------------|----------|
| B. LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS) | | |
| 1. Emoluments du (des) commissaire(s) | 52906 | 248 |
| 2. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s) | | |
| a. Autres missions d'attestation b. Missions de conseils fiscaux c. Autres missions extérieures à la mission révisorale | 52907 52908 52909 | |
| 3. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés) | | |
| a. Autres missions d'attestation b. Missions de conseils fiscaux c. Autres missions extérieures à la mission révisorale | 52910 52911 52912 | |

4. Mentions en application de l'article 3 :64, § 2 et § 4, du Code des sociétés et des associations



| N° | |
|----|--|

XXX. POSITIONS PORTANT SUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

| | Codes | Exercice |
|--|-------|----------|
| 1. Instruments financiers à recevoir par l'établissement pour le compte de clients | 53001 | |
| 2. Instruments financiers à livrer par l'établissement à des clients | 53002 | |
| 3. Instruments financiers de clients reçus en dépôt par l'établissement | 53003 | 548.379 |
| 4. Instruments financiers de clients donnés en dépôt par l'établissement | 53004 | 548.379 |
| 5. Instruments financiers de clients reçus en garantie par l'établissement | 53005 | |
| 6. Instruments financiers de clients donnés en garantie par l'établissement | 53006 | |



| N° | C-ét 6 |
|----|--------|

XXXI. INFORMATION PAYS PAR PAYS

Information à compléter pour les établissements visés à l'article 4, paragraphe 1er, 3 du Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le Règlement (UE) n° 648/2012 sauf ceux qui publient des comptes consolidés conformément à l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif.

| | Exercice | | | | | |
|--|--|--|---------------------------------|---------------------------|------------------------------------|--|
| DENOMINATION de la succursale, filiale ou filiale commune NATURE des activités PAYS | Nombre de salariés en équivalents temps plein | Chiffre d'affaires (= Intérêts et produits assimilés + revenus de titres à revenu variable + commissions perçues + bénéfices provenant d'opérations financières) | Bénéfice (Perte) avant impôt | Impôts sur le résultat | Subventions publiques reçues | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |



XXXII. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

POUR CHAQUE CATÉGORIE D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

| | | | | Exercice Exercice précéde | | précédent | |
|--|----------------|--|--------|---------------------------|--------------|---------------------|--------------|
| Catégorie d'instruments financiers dérivés | Risque couvert | Nature (Spéculation /couverture) | Volume | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

| | Valeur comptable | Juste valeur |
|--|------------------|--------------|
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES COMPTABILISÉES À UN MONTANT SUPÉRIEUR À LA JUSTE VALEUR | | |
| Montants des actifs pris isolément ou regroupés de manière adéquate | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Raison pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Eléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera | | |
| recouvrée | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |



XXXIII. INDICATIONS RELATIVES AUX RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES ASSOCIEES AU SENS DE L'ARTICLE 1:21 DU CODE DES SOCIETES ET DES ASSOCIATIONS

| | Codes | Exercice |
|--|-------|---|
| 1. Immobilisations financières | 53101 | |
| a. Participations | 53102 | |
| b. Créances subordonnées | 53103 | |
| c. Autres créances | 53104 | |
| 2. Autres créances | 53105 | |
| a. A plus d'un an | 53106 | |
| b. A un an au plus | 53107 | |
| 3. Dettes | 53108 | |
| a. A plus d'un an | 53109 | |
| b. A un an au plus | 53110 | |
| 4. Garanties personnelles et réelles constituées ou irrévocablement promises | 53111 | |
| a. pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées | 53112 | |
| b. pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'établissement | 53113 | |
| 5.Autres engagements financiers significatifs | 53114 | *************************************** |



| N° C | C-ét 6.32.1 |
|------|-------------|
|------|-------------|

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

A. INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR TOUS LES ÉTABLISSEMENTS

L'établissement établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion*

L'établissement n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'il en est exempté pour la (les) raison(s) suivante(s)*

L'établissement ne contrôle pas, seul ou conjointement, une ou plusieurs filiales de droit belge ou de droit étranger*

L'établissement est lui-même filiale d'une entreprise mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*

Dans l'affirmative, justification du respect des conditions d'exemption prévues à l'article 4 de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 :

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'entreprise mère qui établit et publie les comptes consolidés en vertu desquels l'exemption est autorisée:

B. Informations à compléter par l'établissement s'il est une filiale ou une filiale commune

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation **:

ENI S.p.A. – Piazzale Enrico Mattei, 1 – 00144 Rome/Italie **ENI International B.V.** – Strawinskylaan, 104 – 1077 Amsterdam/Pays-Bas

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus**:

Camera di Commercio di Roma – Via de Burrò, 147 – 00186 Roma/Italie Kamer van Koophandel – De Ruyderskader, 5 – AA 1013 Amsterdam/Pays-Bas



^{*} Biffer la mention inutile

Si les comptes de l'établissement sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'établissement fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

| N° | C-ét 6.32.2 |
|----|-------------|
|----|-------------|

C. RELATIONS FINANCIÈRES DU GROUPE DONT L'ÉTABLISSEMENT EST À LA TÊTE EN BELGIQUE AVEC LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS): MENTIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 3:64, § 2 ET § 4, DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS

| | Codes | Exercice |
|--|-------|----------|
| D. RELATIONS FINANCIÈRES DU GROUPE DONT L'ÉTABLISSEMENT EST À LA TÊTE EN BELGIQUE AVEC LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS): MENTIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 3:65, § 4 ET 5, DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS | | |
| Emoluments du (des) commissaire(s) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête | 53201 | |
| 2. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de ce groupe par le(s) commissaire(s) | | |
| a. Autres missions d'attestation | 53202 | |
| b. Missions de conseils fiscaux | 53203 | |
| c. Autres missions extérieures à la mission révisorale | 53204 | |
| 3. Emoluments des personnes avec lesquelles le (les) commissaire(s) est lié (sont liés) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête | 53205 | |
| Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de ce groupe par des personnes avec lesquelles le (les) commissaire(s) est lié (sont liés) | | |
| a. Autres missions d'attestation | 53206 | |
| b. Missions de conseils fiscaux | 53207 | |
| c. Autres missions extérieures à la mission révisorale | 53208 | |



| N° | | С | -ét 7 |
|--|------|------|-------|
| | | | |
| BILAN SOCIAL (en euros) | | | |
| Numéros des commissions paritaires dont dépend l'établissement | | | |

ETAT DES PERSONNES OCCUPEES

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DECLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GENERAL DU PERSONNEL

| Au cours de l'exercice | | Total | 1. Hommes | 2. Femmes |
|--|-------|--------------|--|--------------|
| | Codes | | | |
| Nombre moyen de travailleurs | | | | |
| Temps plein | 1001 | 41,7 | 19,2 | 22,5 |
| Temps partiel | 1002 | 0,5 | 0,0 | 0,5 |
| Total en équivalents temps plein (ETP) | 1003 | 42,1 | 19,2 | 22,9 |
| Nombre d'heures effectivement prestées | | | NAME OF THE PROPERTY OF THE PR | |
| Temps plein | 1011 | 59.587,8 | 26.788,2 | 32.799,6 |
| Temps partiel | 1012 | 619,0 | 0,0 | 619,0 |
| Total | 1013 | 60.206,8 | 26.788,2 | 33.418,6 |
| Frais de personnel | | | | |
| Temps plein | 1021 | 5.218.774,79 | 3.171.184,86 | 2.047.589,93 |
| Temps partiel | 1022 | 148.361,20 | 0,00 | 148.361,20 |
| Total | 1023 | 5.367.135,99 | 3.171.184,86 | 2.195.951,13 |
| Montant des avantages accordés en sus du salaire | 1033 | 456.797,86 | 195.537,83 | 261.260,03 |

Au cours de l'exercice précédent

Nombre moyen de travailleurs en ETP.....
Nombre d'heures effectivement prestées
Frais de personnel......
Montant des avantages accordés en sus
du salaire

| | | P. Total | 1P. Hommes | 2P. Femmes |
|---|-------|--------------|--------------|--------------|
| | Codes | | | |
| | 1003 | 41,9 | 18,5 | 23,4 |
| | 1013 | 62.789,6 | 28.815,10 | 33.974,5 |
| ı | 1023 | 5.599.221,02 | 3.117.543,96 | 2.481.677,06 |
| ı | 1033 | 465.731,97 | 203.994,18 | 261.737,79 |
| | | | | 1984 |



| C-ét 7 | C-ét 7 |
|--------|--------|
| 7 | |

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DECLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GENERAL DU PERSONNEL (SUITE)

| A la date de clôture de l'exercice | Codes | 1. Temps plein | 2. Temps partiel | Total en équivalents temps plein |
|--|-------|----------------|------------------|-------------------------------------|
| Nombre de travailleurs | 105 | 41,0 | 0,0 | 41,0 |
| Par type de contrat de travail | | | | |
| Contrat à durée indéterminée | 110 | 41,0 | 0,0 | 41,0 |
| Contrat à durée déterminée | 111 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini | 112 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Contrat de remplacement | 113 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Par sexe et niveau d'études | | | | |
| Hommes | 120 | 18,0 | 0,0 | 18,0 |
| de niveau primaire | 1200 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| de niveau secondaire | 1201 | 2,0 | 0,0 | 2,0 |
| de niveau supérieur non universitaire | 1202 | 9,0 | 0,0 | 9,0 |
| de niveau universitaire | 1203 | 7,0 | 0,0 | 7,0 |
| Femmes | 121 | 23,0 | 0,0 | 23,0 |
| de niveau primaire | 1210 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| de niveau secondaire | 1211 | 4,0 | 0,0 | 4,0 |
| de niveau supérieur non universitaire | 1212 | 9,0 | 0,0 | 9,0 |
| de niveau universitaire | 1213 | 10,0 | 0,0 | 10,0 |
| Par catégorie professionnelle | | | | |
| Personnel de direction | 130 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Employés | 134 | 41,0 | 0,0 | 41,0 |
| Ouvriers | 132 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres | 133 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

PERSONNEL INTERIMAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE L'ETABLISSEMENT

| Au cours de l'exercice | Codes | Personnel intérimaire | Personnes mises à la disposition de l'entreprise |
|--|-------|-----------------------|--|
| Nombre moyen de personnes occupées | 150 | 6,13 | |
| Nombre d'heures effectivement prestées | 151 | 12.047,20 | |
| Frais pour l'établissement | 152 | 607.213,81 | |



| C-ét 7 | C-ét 7 |
|--------|--------|
| 7 | |

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

| ENTREES | Codes | 1. Temps plein | 2. Temps partiel | Total en équivalents temps plein |
|--|-------|----------------|------------------|-------------------------------------|
| Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice | 205 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Par type de contrat de travail | | | | |
| Contrat à durée indéterminée | 210 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Contrat à durée déterminée | 211 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini | 212 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Contrat de remplacement | 213 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

| | | Codes | 1. Temps plein | 2. Temps partiel | Total en équivalents temps plein |
|------------------|--|-------|----------------|------------------|-------------------------------------|
| SORTIES | | Codes | | | temps piem |
| inscrite dans u | /ailleurs dont la date de fin de contrat a été ne déclaration DIMONA ou au registre sonnel au cours de l'exercice | 305 | 2,0 | 0,0 | 2,0 |
| Par type de cor | ntrat de travail | | | | |
| Contrat à du | rée indéterminée | 310 | 2,0 | 0,0 | 2,0 |
| Contrat à du | rée déterminée | 311 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Contrat pour | l'exécution d'un travail nettement défini | 312 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Contrat de re | emplacement | 313 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Par motif de fin | n de contrat | | | | |
| Pension | | 340 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Chômage av | ec complément d'entreprise | 341 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Licenciemen | t | 342 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autre motif . | | 343 | 2,0 | 0,0 | 2,0 |
| Dont : | le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de l'établissement comme indépendants | 350 | | | |



| | -ét 7 |
|--|-------|
|--|-------|

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

| Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur | Codes | Hommes | Codes | Femmes |
|---|-------|-----------|-------|-----------|
| Nombre de travailleurs concernés | 5801 | 20 | 5811 | 23 |
| Nombre d'heures de formation suivies | 5802 | 252,5 | 5812 | 289,5 |
| Coût net pour l'établissement | 5803 | 10.200,65 | 5813 | 16.418,97 |
| dont coût brut directement lié aux formations | 58031 | 10.200,65 | 58131 | 16.418,97 |
| dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs | 58032 | | 58132 | |
| dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire) | 58033 | | 58133 | |
| Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur Nombre de travailleurs concernés | 5821 | | 5831 | |
| Nombre d'heures de formation suivies | 5822 | | 5832 | |
| Coût net pour l'entreprise | 5823 | | 5833 | |
| Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur | | | | |
| Nombre de travailleurs concernés | 5841 | | 5851 | |
| Nombre d'heures de formation suivies | 5842 | | 5852 | |
| Coût net pour l'établissement | 5843 | | 5853 | |



Rapport du Commissaire





RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE BANQUE ENI SA SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Banque Eni SA (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Ce tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 1er avril 2022, conformément à la proposition du conseil d'administration émise sur recommandation du comité d'audit. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2024. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de la Société durant 6 exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2024, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe. Ces comptes annuels font état d'un total du bilan qui s'élève à EUR 1.0474 milliers et d'un compte de résultats qui se solde par un bénéfice de l'exercice de EUR 3.507 milliers.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2024, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la date de clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

PwC Bedrijfsrevisoren BV - PwC Reviseurs d'Entreprises SRL - Financial Assurance Services Maatschappelijke zetel/Siège social: Culliganlaan 5, B-1831 Diegem T. +32 (0)2 710 4211, F: +32 (0)2 710 4299, www.pwc.com BTW/TVA BE 0429.501.944 / RPR Brussel - RPM Bruxelles / ING BE43 3101 3811 9501 - BIC BBRUBEBB / BELFIUS BE92 0689 0408 8123 - BIC GKCCBEBB





Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci.

Nous avons déterminé qu'il n'y a aucun point à signaler.

Responsabilités du conseil d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le conseil d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire comprenant notre opinion. Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficience ou l'efficacité avec laquelle le conseil d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société. Nos responsabilités relatives à l'application par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

 nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Nous définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

2 de 5





- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si ces derniers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités du conseil d'administration

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion et des autres informations contenues dans le rapport annuel, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société.

3 de 5





Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion et les autres informations contenues dans le rapport annuel, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect des statuts et de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion et aux autres informations contenues dans le rapport

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice, et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1er, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mention relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.





Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations.
- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Diegem, le 21 mars 2025

Le commissaire PwC Reviseurs d'Entreprises SRL Représentée par

DocuSigned by:

Gregory 90B 1 D67825FE49F...

Réviseur d'Entreprises

*Agissant au nom de Gregory Joos BV

5 de 5



Déclaration concernant le Reporting Prudentiel Périodique







Rue Guimard, 1A 1040 Bruxelles, Belgique Téléphone: +32 2 551 19 70 www.bangueenisa.com

To: Banque National de Belgique

Bd de Berlaimont 3, 1000 Bruxelles

A l'attention de Monsieur le Gouverneur

c.c.: PWC Reviseurs d'Entreprises SRL

Culliganlaan 5, 1831 Diegem, Belgium

A l'attention de Mr. Gregory Joos

Bruxelles, le 7 mars 2025

Objet : Déclaration de la direction effective concernant le reporting prudentiel périodique

Monsieur le Gouverneur,

Le Comité de Direction de Banque Eni S.A., déclare à la Banque Nationale de Belgique que les états périodiques à la fin du second semestre, mentionnés ci-dessus, qui lui ont été transmis par l'établissement, sont conforme à la comptabilité et aux inventaires.

A cet effet, les états périodiques sont complets c'est-à-dire qu'ils mentionnent toutes les données figurant dans la comptabilité et dans les inventaires sur la base desquels ils sont établis, et ils sont corrects, c'est-à-dire qu'ils concordent exactement avec la comptabilité et avec les inventaires sur la base desquels ils sont établis.

Le Comité de Direction confirme avoir fait le nécessaire pour que les états précités soient établis selon les instructions en vigueurs de la Banque Nationale de Belgique, et selon les règles de comptabilisation et d'évaluation présidant à l'établissement des comptes annuels.

Au 31 décembre 2024, le total de l'actif s'élevait à 1.047.334.349 EUR et le bénéfice de l'exercice après impôts pour l'année 2024 s'élevait à 3.507.192 EUR.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Federico Rey

Management Committee's President

Managing Director

A. D. Mario

Alberto Di Marzio Management Committee's Member Accounting, Tax & Control Executive Director

> Banque Eni SA Capital Social : EUR 50.000.000,00 Numéro de TVA: BE0879.995.183



Banque Eni SA Rue Guimard 1A 1040 Brussels Belgium